

Incidences de la crise économique mondiale de 2008/09 et des politiques de réponse subséquentes sur la pauvreté des enfants au Cameroun¹

Equipe pays : Christian Arnault Emini² et Paul Ningaye³

Equipe régionale : Sami Bibi⁴, John Cockburn⁴, Ismaël Fofana⁴ et Luca Tiberti⁵

Poverty and Economic Policy (PEP) Research Network
et
UNICEF, Innocenti Research Centre (IRC)

Date de cette version: 23 mars 2010

¹ Les auteurs adressent leurs sincères remerciements à tous ceux qui les ont aidés, de quelque façon que ce soit, dans la réalisation de cette étude. Ils expriment notamment leur gratitude à Ora Musu Clemens-Hope, Aissata Ba Sidibe, et Apollinaire Kingne (UNICEF Cameroun) ; Anthony Hodges et Barbara Bentein (UNICEF WCARO, Senegal) ; Leonardo Menchini (UNICEF IRC, Italie) ; Julianna Lindsey (UNICEF Ghana) ; Hamidou Poufon (UNICEF Bénin) ; Gildas Banda Gnitchogna (UNICEF Cameroun) ; Abdoulaye Diagne (CRES, Sénégal) ; Massa Coulibaly (GREAT, Mali) ; Joseph Tedou (INS, Cameroun) ; Dieudonné Bondoma Yokono (MINEPAT, Cameroun) ; Martin Mba (INS, Cameroun) ; Faustin Kono et Jean Pascal Nkou (MINEPAT, Cameroun) ; Rosalie Niekou, Guy Ndeffo, Azer Nantchouang, Ghislain Dongmo et Alain Talom (INS, Cameroun) ; Hervé Lys Kwadjio et Engelbert Olomo Ateke (MINAPAT, Cameroun) ; aux participants des conférences tenues à Dakar (UNICEF WCAR Social Policy Network Meeting, 2-5 november, 2009 ; WCARO Annual Meeting of Representatives, 16-18 november, 2009) et à Londres (the UNICEF-ODI conference on the impact of the global economic crisis: including children in the policy responses, London, 9-10 november, 2009) ; et aux participants de la 1^{ère} Session pour l'année 2010, du Comité de Suivi des Objectifs du Programme de Coopération CAMEROUN-UNICEF, tenue à Yaoundé le 17 mars 2010.

² Poverty and Economic Policy (PEP) research network and The University of Yaoundé II, Cameroon. Corresponding author: ceminia@yahoo.fr.

³ PEP research network and The University of Dschang, Cameroon.

⁴ PEP research network and Université Laval, Quebec, Canada.

⁵ UNICEF, Innocenti Research Centre (IRC), Florence, Italy.

RESUME

Cette étude vise, d'une part, à évaluer les impacts de la crise économique mondiale de 2008/09 sur la pauvreté des enfants au Cameroun. D'autre part, elle a pour but d'explorer les effets potentiels, sur cette même population-cible, des politiques qui seraient prises en réponse à ladite crise. Pour ce faire l'étude utilise une approche méthodologique *top/down* où, dans un premier temps, un modèle d'équilibre général calculable (EGC) de dynamique récursive est employé pour simuler les divers scénarios de crise économique et de politiques de réponse à la crise, en prenant en compte les différents canaux de transmission de la crise mondiale à l'économie camerounaise. Par la suite, les résultats produits par le modèle EGC, en termes d'impacts sur les prix et sur la consommation et les revenus des ménages, sont utilisés dans un module micro-économétrique afin d'évaluer l'incidence des chocs simulés, sur les ménages en général et les enfants en particulier.

Quatre dimensions de pauvreté des enfants sont examinées : la pauvreté monétaire, mesurée sur la base d'un seuil de dépenses par équivalent-adulte ; la pauvreté calorique, estimée en comparant l'apport nutritionnel de la consommation des enfants à un seuil d'adéquation calorifique ; le taux de scolarité et/ou de participation des enfants au travail, une scolarité accrue étant désirable pour le bien des enfants, contrairement à une augmentation de la participation de ceux-ci au travail ; enfin, l'accès des enfants aux soins de santé, examiné à travers l'analyse d'impacts sur le taux de consultation des enfants malades et le choix des structures de santé consultées, compte tenu de la qualité des soins dispensés dans ces structures.

L'étude montre que la crise fait perdre 1,3 point de pourcentage au taux de croissance du PIB réel en 2009, 0,9 point en 2010 et 0,8 en 2011. La crise engendre une augmentation de 1,05% du nombre d'enfants pauvres en termes monétaires en 2008, de plus de 4% en 2009, 2010 et 2011, comparativement à la situation où elle ne serait pas survenue. Par rapport à cette même situation de référence, la crise augmente le nombre d'enfants pauvres sur le plan calorique de 0,56% en 2009, 1,08% en 2010 et de 1,60% en 2011, et influence négativement bien que légèrement la scolarité et l'accès des enfants aux soins de santé.

Quatre politiques alternatives de réponse à cette crise sont simulées : une réduction de la TVA prélevée sur la vente des produits alimentaires, équivalente à 1% du PIB d'avant-crise au Cameroun ; une suppression des droits de douane appliqués sur les importations de produits alimentaires, le manque-à-gagner étant égal à environ 0,4% du PIB d'avant crise ; la gratuité de l'inscription des enfants de moins de 15 ans aux cantines scolaires dans les districts où le taux de pauvreté monétaire est supérieur au taux national, ce qui représente un coût égal à 0,19% du PIB de base ; l'octroi de transferts en espèces aux ménages dont les enfants sont pauvres, pour une enveloppe globale égale à 1% du PIB d'avant-crise. Ces mesures sont financées soit par l'aide internationale, soit par une ponction des réserves extérieures de l'Etat.

Il ressort des simulations qu'en termes de réduction de la pauvreté, l'octroi des transferts en espèces se révèle comme étant la plus efficace des quatre politiques de réponse susmentionnées, bien que cette politique soit la plus inefficace de toutes pour améliorer le taux de croissance du PIB réel. Au plan national, la politique des transferts en espèces annihile intégralement l'augmentation des pauvretés monétaire et calorique due à la crise, durant toute la période d'étude. Qui plus est, elle entraîne une baisse sensible de ces deux types de pauvreté, comparativement aux niveaux de prévalence respectifs de ceux-ci dans la situation où la crise ne serait pas survenue. Par ailleurs, les effets des transferts sur le plan de la scolarité, de la participation des enfants au travail et sur l'accès de ces derniers aux soins de santé sont globalement meilleurs bien que légers. Derrière la politique des transferts en espèces, celle de la subvention des cantines scolaires, avec pourtant un coût relativement bas, donne aussi une réponse considérablement bénéfique face à la crise, surtout sur le plan de la pauvreté calorique ; tandis que les deux autres politiques s'avèrent inefficaces, quelle que soit la dimension de la pauvreté considérée.

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	4
2. PRINCIPAUX CANAUX DE TRANSMISSION DE LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE AUX ECONOMIES EN DEVELOPPEMENT	4
2.1. LE CANAL DES PRIX ET VOLUMES DES ÉCHANGES COMMERCIAUX INTERNATIONAUX	5
2.2. LE CANAL DES FLUX DE CAPITAUX ET D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS	9
2.3. LE CANAL DES TRANSFERTS COURANTS PRIVÉS	11
2.4. LE CANAL DE L'AIDE PUBLIQUE	13
3. APPROCHE METHODOLOGIQUE	14
3.1. PRINCIPE GÉNÉRAL D'ANALYSE.....	14
3.2. LES DIMENSIONS CONSIDÉRÉES POUR L'ANALYSE DE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS	14
3.2.1. <i>La pauvreté monétaire des enfants</i>	14
3.2.2. <i>La pauvreté calorique des enfants</i>	15
3.2.3. <i>Scolarité et participation des enfants au travail</i>	15
3.2.4. <i>Accès des enfants aux soins de santé</i>	15
3.3. MODÉLISATION DES CANAUX DE TRANSMISSION DE LA CRISE MONDIALE	16
3.3.1. <i>Les échanges commerciaux</i>	16
3.3.2. <i>L'investissement direct étranger (IDE)</i>	17
3.4. MODÉLISATION DES LIENS MACRO-MICRO	17
3.5. LA PÉRIODE D'ÉTUDE	17
3.6. LES SCÉNARIOS SIMULÉS.....	17
3.6.1. <i>Le scénario de référence ou scénario « sans crise »</i>	18
3.6.2. <i>Le scénario de crise économique</i>	18
3.6.3. <i>Le scénario de crise + subvention de la TVA sur les produits alimentaires</i>	19
3.6.4. <i>Le scénario de crise + suppression des droits de douane prélevés sur les importations de produits alimentaires</i>	19
3.6.5. <i>Le scénario de crise + subvention des cantines scolaires</i>	19
3.6.6. <i>Le scénario de crise + transferts en espèces distribués aux ménages abritant des enfants pauvres</i>	19
3.7. LES PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES.....	20
4. SIMULATION DU SCENARIO DE REFERENCE (SCENARIO « SANS CRISE »)	20
4.1. STRUCTURE ET ÉVOLUTION GÉNÉRALES DE L'ÉCONOMIE DANS LE SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE	20
4.2. SITUATION ET ÉVOLUTION DE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS DANS LE SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE	22
4.2.1. <i>Pauvreté monétaire</i>	22
4.2.2. <i>Pauvreté calorique</i>	24
4.2.3. <i>Scolarisation des enfants et/ou participation des enfants au travail</i>	25
4.2.4. <i>Accès aux soins de santé</i>	28
5. RESULTATS DE LA SIMULATION DU SCENARIO DE CRISE.....	29
5.1. INCIDENCES MACROÉCONOMIQUES DE LA CRISE	29
5.2. INCIDENCE DE LA CRISE SUR LA PAUVRETÉ DES ENFANTS	32
5.2.1. <i>Incidence de la crise sur la pauvreté monétaire</i>	32
5.2.2. <i>Incidence de la crise sur la pauvreté calorique</i>	34
5.2.3. <i>Incidence de la crise sur la scolarisation et le travail des enfants</i>	35
5.2.4. <i>Incidence de la crise sur l'accès aux soins de santé</i>	36
6. EFFETS DES POLITIQUES DE REPONSE A LA CRISE	37
6.1. INCIDENCE MACROÉCONOMIQUE DES POLITIQUES DE RÉPONSE	37
6.2. INCIDENCE DES POLITIQUES DE RÉPONSE SUR LA PAUVRETÉ DES ENFANTS	38
6.2.1. <i>Incidence des politiques de réponse sur la pauvreté monétaire</i>	38
6.2.2. <i>Incidence des politiques de réponse sur la pauvreté calorique</i>	44
6.2.3. <i>Incidence des politiques de réponse sur la scolarisation des enfants et leur participation au travail</i>	46
6.2.4. <i>Incidence des politiques de réponse sur l'accès des enfants aux soins médicaux</i>	47
7. CONCLUSION	48
BIBLIOGRAPHIE	50
ANNEXES.....	53

1. INTRODUCTION

La crise financière internationale, qui débute ouvertement à l'été 2007 par la crise des *subprimes* aux Etats-Unis, s'est muée en crise économique mondiale dès 2008. C'est en effet en 2008 que la plupart des pays industrialisés sont entrés en récession, entraînant par le fait-même un ralentissement de l'activité économique à l'échelon mondial. Les projections du FMI en 2009 (IMF, 2009a), prédisaient déjà une baisse du taux de croissance de la production mondiale qui devait alors passer d'environ 3,25% en 2008 à -1,25% en 2009, avant de redevenir positif en 2010 à hauteur de 2,00% grâce à des stimuli fiscaux et diverses mesures de sauvetage du secteur financier, appliqués à travers le monde et spécialement dans les pays avancés.

Malgré la reprise économique annoncée à partir de 2010, il est toutefois à craindre que la crise se soit traduite par une aggravation de la pauvreté, en particulier dans les pays en développement (World Bank, 2009a; UNDP, 2009). Des estimations de la Banque Mondiale (World Bank, 2009b) suggèrent en effet que la crise économique de 2008/2009 pourraient engendrer plus de 46 millions supplémentaires d'individus pauvres disposant de moins de 1,25 dollar US par jour pour la consommation, et 53 millions supplémentaires de pauvres dépensant moins de 2 dollars US par jour.

Il s'avère que les enfants font partie des populations les plus vulnérables en situation de crise économique, comme le montre Harper et al. (2009) avec, entre autres, une aggravation de la morbidité et de la mortalité infantiles, une hausse des cas de malnutrition, de déperdition scolaire et de participation des enfants au travail.⁶ L'étude de Pongou et al. (2006) montre par exemple que, suite à la crise économique que le Cameroun a connue dans les années 1990 et aux mesures drastiques d'ajustement structurel qui s'ensuivirent, la prévalence de la malnutrition infantile s'était accrue de 16 à 23% au plan national, et de 19 à 25% en zone rurale.

L'objectif de la présente étude est par conséquent double. Premièrement, celle-ci se propose dans le cas du Cameroun de simuler suivant une approche quantitative, les effets de la crise économique internationale sur la pauvreté des enfants. La pauvreté doit être entendue au sens multidimensionnel et est par conséquent élargie au monétaire, au calorique, à l'éducation, au travail des enfants et à l'accès de ceux-ci aux soins de santé. Deuxièmement, l'étude analyse plusieurs politiques que le gouvernement camerounais pourrait adopter afin de répondre à cette crise, en vue de protéger les enfants.

La suite de ce papier s'articule en six sections. Dans la section 2, une présentation synthétique des principaux canaux de transmission de la crise économique mondiale aux économies en développement et notamment au Cameroun est faite. La section 3 rend compte de l'approche méthodologique de l'étude ; puis la section 4 montre la structure et l'évolution de l'économie dans le scénario de référence, alors que dans la section 5 sont présentés les résultats issus du scénario de crise. La section 6 sert à l'analyse de l'impact des diverses politiques de réponse et, enfin, la conclusion de l'étude est faite dans la section 7.

2. PRINCIPAUX CANAUX DE TRANSMISSION DE LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE AUX ECONOMIES EN DEVELOPPEMENT

Dans la littérature, quatre principaux canaux sont identifiés comme étant ceux à travers lesquels la crise économique mondiale aurait affecté les économies en développement. A savoir : les échanges commerciaux internationaux, l'investissement étranger, les transferts courants de la diaspora et l'aide courante internationale (Dirk Willem te Velde, 2008; Barrel et al. 2009). La

⁶ Voir aussi Bibi et al. (2009).

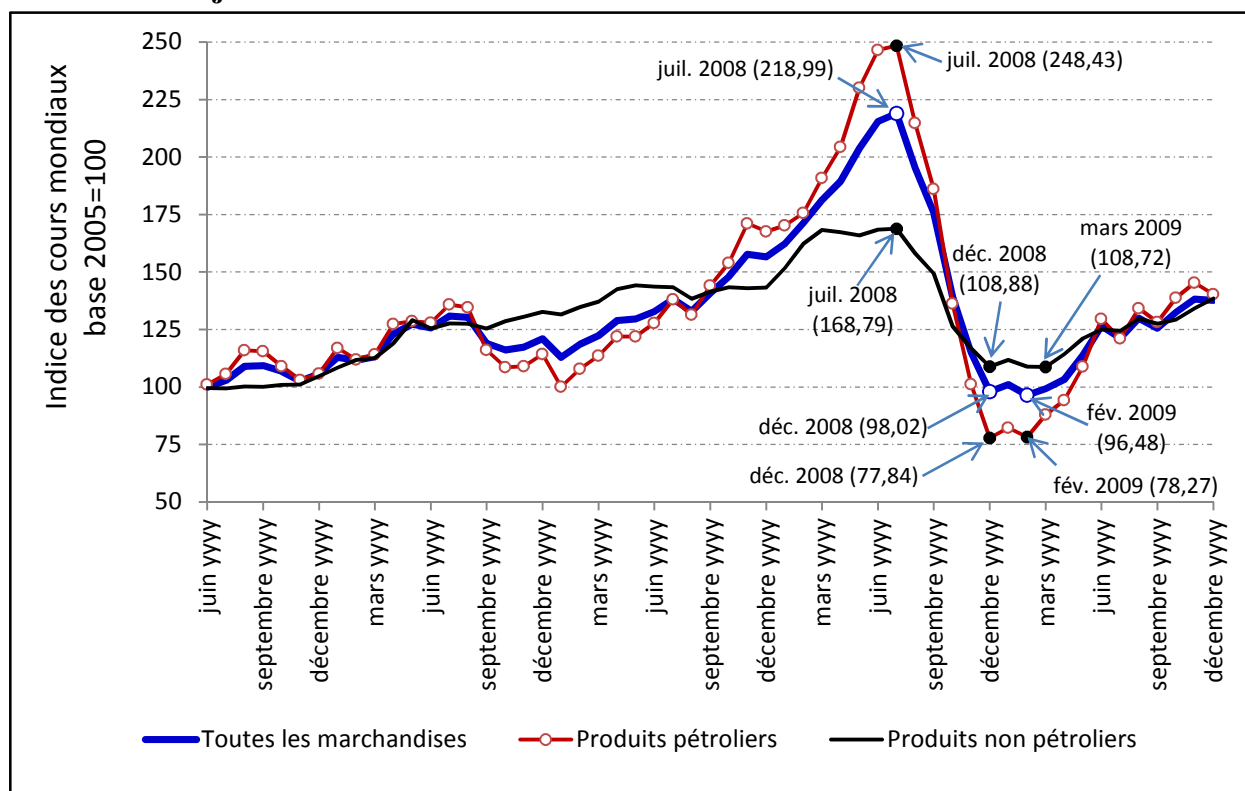
robustesse de chaque canal à transmettre les effets de la crise est potentiellement différente d'un pays à un autre, selon la structure économique et les conditions de développement de chaque pays, et dépendamment de la nature et de la force des connections de ces pays à l'économie mondiale.

2.1. Le canal des prix et volumes des échanges commerciaux internationaux

Le ralentissement des activités économiques dû à la crise économique s'est traduit sur le plan commercial par une chute drastique des cours mondiaux des marchandises, et la réduction des volumes d'exportation et d'importation à l'échelle mondiale.

Pour certaines marchandises à l'instar des métaux, la chute des prix mondiaux a commencé dès mars 2008 ; mais c'est surtout au cours du second semestre 2008 qu'elle s'est produite pour la plupart. De juillet à décembre 2008, l'indice général des prix pour l'ensemble des marchandises transigées sur le marché mondial a diminué plus que de moitié et de façon continue, en passant de 219 à 98 (base 2005=100) ; soit une réduction globale de 55% en cinq mois, à un rythme moyen de -15% le mois, selon les calculs effectués à partir des statistiques du FMI (graphique 1). Cet indice est resté quasiment stable autour de 100 pendant trois mois, de décembre 2008 à février 2009, avant d'amorcer une tendance à la hausse, à partir de mars 2009, pour se situer à 138 en décembre 2009.

Graphique 1 : Evolution mensuelle des indices des cours mondiaux des marchandises de juin 2005 à décembre 2009



Source : IMF (2010a). Voir le Site « Index Mundi » : <http://www.indexmundi.com/>. N.B. : Les graphiques d'évolution des prix mondiaux des autres produits ou groupes de marchandises sont présentés en annexe.

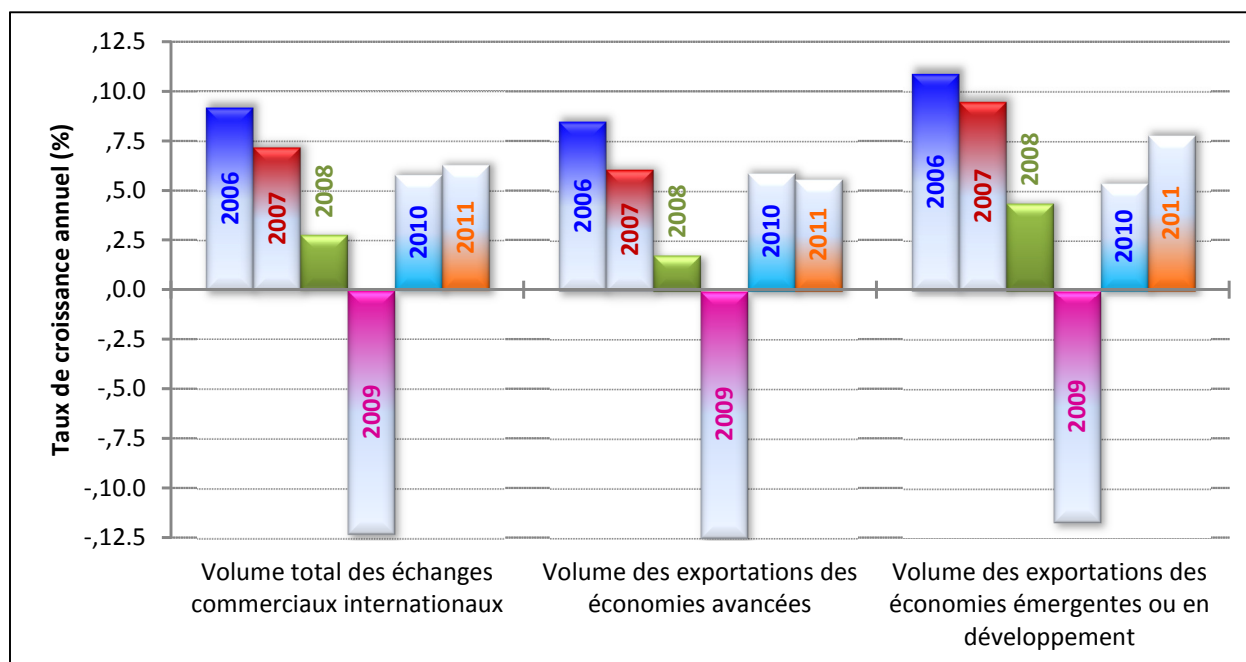
La décroissance des cours mondiaux du pétrole a été encore plus forte que celle des autres produits en moyenne. De juillet à décembre 2008, l'indice des cours mondiaux des produits pétroliers (base 2005=100) a évolué à un taux de croissance mensuel moyen de -21% et à un taux de croissance global de -69% en cinq mois, en chutant de 248 à 78. En d'autres

termes, les cours du pétrole ont été divisés par trois en cinq mois. De février à décembre 2009, ces cours connaissent à nouveau une remontée. En effet, l'indice y relatif est progressivement passé de 78 à 140 pendant cette période.

Quant aux produits non pétroliers, leurs cours mondiaux ont aussi subi une forte baisse pendant le second semestre 2008, quoique celle-ci fût d'amplitude moins importante comparativement à l'effondrement des cours des produits pétroliers pendant la même période. L'indice des cours mondiaux des produits non pétroliers (base 2005=100) est passé de 169 à 109 de juillet à décembre 2008 ; soit une baisse continue d'environ 10% chaque mois et un abaissement global de presque 36% en cinq mois. Depuis le début du deuxième trimestre 2009, cet indice arbore à nouveau une tendance à la hausse en passant graduellement de 109 en mars 2009 à 139 en décembre 2009.

La déliquescence des volumes d'échanges commerciaux internationaux constitue en même temps une autre manifestation, mais aussi un autre facteur d'aggravation et de transmission de la crise économique à l'échelle mondiale. Le ralentissement de la croissance de ces volumes d'échanges s'observe déjà en 2007, avec un taux de croissance annuel de 7,2% pour l'ensemble des transactions commerciales mondiales en biens et services, contrairement au taux de 9,2% enregistré en 2006 (graphique 2).

Graphique 2 : Taux de croissance des volumes d'échanges commerciaux internationaux de 2006 à 2011



Source : IMF (2009b). World Economic Outlook 2009 (données de 2006 et 2007). IMF (2010b). World Economic Outlook Update, January 26, 2010 (données de 2008 à 2011).

Mais cette réduction du rythme de croissance est plus manifeste en 2008 (baisse de 4,4 points de pourcentage du taux de croissance global par rapport à 2007) et se transforme carrément en décroissance en 2009, avec un taux de croissance négatif, de -12,3%, selon les projections du FMI.⁷ Cette baisse correspond à une réduction des volumes d'exportation de -12,5% et -11,7% en 2009, respectivement pour les économies avancées et pour les économies émergentes ou en développement. Le taux de croissance des volumes du commerce mondial

⁷ IMF (2010a). World Economic Outlook Update, January 26, 2010.

pourrait redevenir positif à partir de 2010 selon les mêmes projections et se situer à 5,8%, 5,9% et 5,4% en 2010 et 6,3%, 5,6% et 7,8% en 2011, respectivement pour le volume total des transactions mondiales, les exportations des économies avancées et les exportations des économies émergentes ou en développement.

Comme mentionné plus haut, l'incidence sur les économies nationales, de cette évolution des prix et volumes de marchandises échangées à l'échelon mondial, sera différente d'un pays à un autre, selon l'amplitude et la structure de l'ouverture de chaque pays aux transactions commerciales internationales.

Bien que le Cameroun soit relativement moins ouvert au commerce mondial, comparativement à la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne, à celle des pays à revenus intermédiaires bas, ou simplement à la moyenne mondiale, la structure de ses échanges commerciaux internationaux fait cependant de son économie l'une des plus potentiellement vulnérables aux fluctuations de prix mondiaux, de même qu'aux fluctuations d'offre et de demande mondiales, induites par la crise.⁸

Les exportations camerounaises sont peu diversifiées. En général, plus de 80% des recettes d'exportation du Cameroun reviennent à cinq produits sur les 42 de la nomenclature du Tableau Ressources-Emplois du pays. Comme le montre le graphique 3 et le tableau 1, ces exportations sont largement dominées par la contribution du pétrole brut qui, en 2007, représentait tout seul 41,74% des recettes d'exportation, le bois sciés (15,81%), le pétrole raffiné (12,29%), la métallurgie de base (5,39%) et les services de transport, d'entreposage et de communication (5,20%). Les autres exportations comprennent essentiellement les produits de l'agriculture industrielle (cacao, café, coton, banane) qui représentaient 4,81% de l'ensemble en 2007, les services aux entreprises (3,47%), le caoutchouc (2,21%), le bois brut (2,18%) et les produits de l'agriculture vivrière (1,37%).

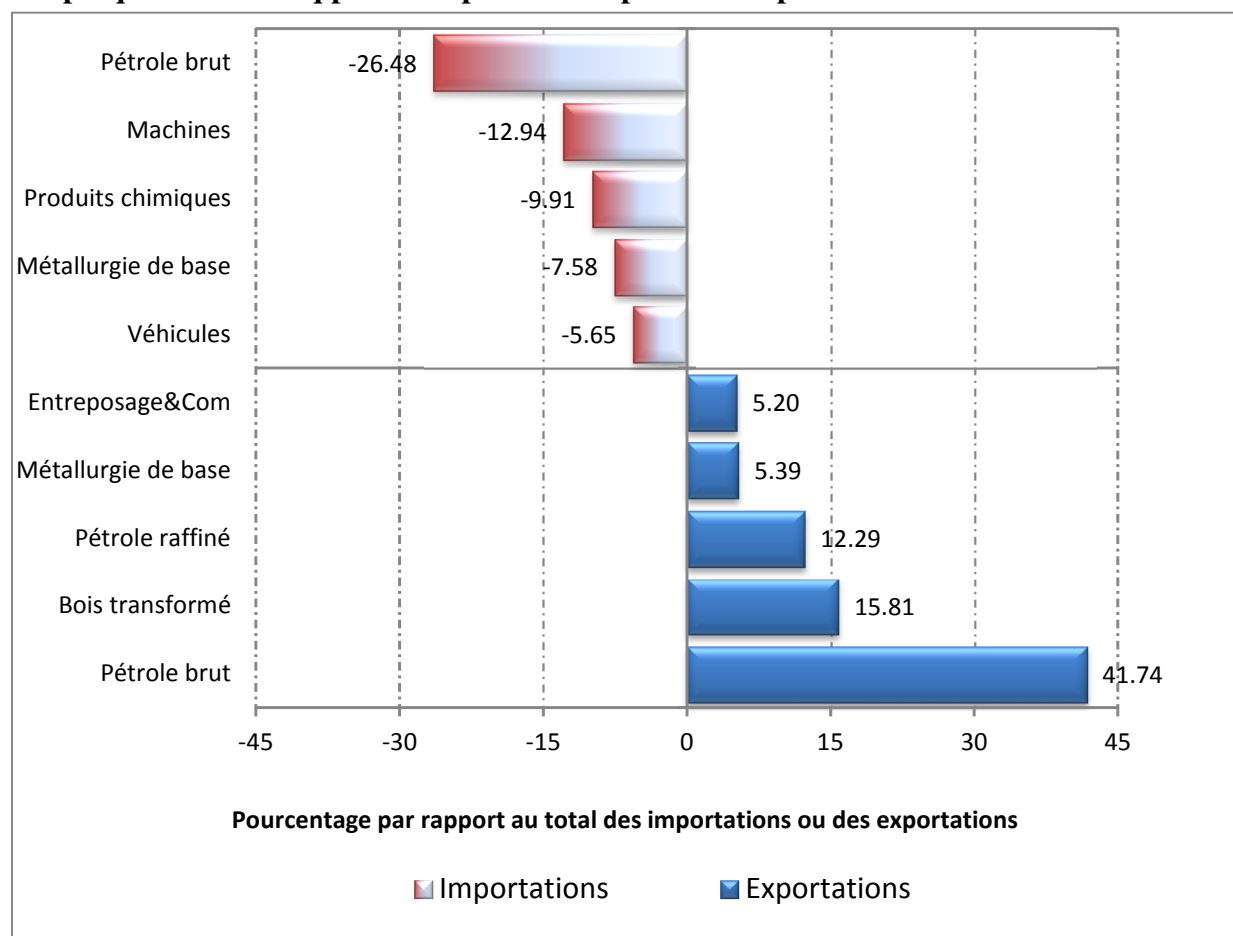
Les cours mondiaux de ces produits ont subi une forte baisse du fait de la crise, à commencer par ceux des produits pétroliers comme analysés plus haut. Le cours du bois a chuté de 23% de juin 2008 à août 2009 pour le bois scié dur, de 22% de novembre 2008 à octobre 2009 pour le bois scié moelleux, de 19% de décembre 2008 à décembre 2009 pour le bois dur en grume et de 25% d'octobre 2008 à octobre 2009 pour le bois moelleux en grume. L'indice des cours des métaux a baissé de 53% de mars 2008 à février 2009, celui des matières premières agricoles (dont le café, le cacao, le coton, etc.) de 33% de juillet 2008 à mars 2009, et celui du caoutchouc de 61% de juin à décembre 2008.⁹

Ces abaissments drastiques des cours des principaux produits exportés par le Cameroun et la réduction des volumes exportés due au ralentissement de la demande mondiale, sont autant d'indices qui présagent d'une forte réduction des recettes d'exportation du pays pendant la période de crise. Si l'on considère en plus les taux d'orientation à l'export élevés pour la plupart de ces produits (tableau 1), il apparaît qu'une baisse de performance à l'exportation desdits produits entraînerait nécessairement une baisse de la production nationale et une incidence conséquente sur le PIB.

⁸ Selon les données du *World Development Indicators database* (World Bank, September 2009), les exportations et importations du Cameroun représentaient 29% et 28% de son PIB en 2008 respectivement. La même année, ces taux étaient respectivement de 33% et 32% en moyenne pour les pays à revenus intermédiaires bas comme le Cameroun, et de 37% et 40% en moyenne pour les pays d'Afrique Subsaharienne.

⁹ Calculs effectués à partir des données du FMI (IMF, 2010a).

Graphique 3 : Les cinq premiers produits importés et exportés du Cameroun en 2007



Source : conception des auteurs à partir des données du Tableau Ressources-Emplois 2007 du Cameroun. INS (2009).

Il importe toutefois de noter que la baisse des cours mondiaux au moment de la crise a aussi eu une influence sur les importations et pourrait s'être traduite par une réduction des coûts des intrants et des biens de consommation finale importés. Les principaux produits importés par le Cameroun (graphique 3 et tableau 1) ont des taux de pénétration très élevés. Dans le cas de ce pays, cela signifierait plus la fourniture de biens et services non produits par le Cameroun, de par leur nature ou leur composition technologique, qu'une situation d'âpre concurrence avec les proches substituts produits localement. La simulation de la crise effectuée dans cette étude permet notamment de déterminer l'effet net du choc sur le commerce extérieur.

Les variations des prix des produits exportés et de ceux importés par le Cameroun sont données en annexe suivant la catégorisation adoptée par les comptes nationaux. Ces prix sont estimés à partir des cours des produits échangés sur les marchés mondiaux, informations collectées par le FMI (2010a).

Tableau 1 : Structure des exportations et des importations du Cameroun en 2007

<i>Echanges</i> <i>Produits</i>	<i>Exportations</i>		<i>Importations</i>	
	Part dans le total des exportations	Taux d'orientation vers l'export	Part dans le total des importations	Taux de pénétration des importations
SECTEUR PRIMAIRE	8,38	5,89	0,47	0,32
Agriculture vivrière	1,37	1,72	0,37	0,42
Agriculture industrielle et d'exportation	4,81	37,24	0,00	0,05
Elevage et chasse	0,02	0,09	0,00	0,02
Sylviculture et exploitation forestière	2,18	9,50	0,10	0,41
Pêche et pisciculture	0,00	0,00	0,00	0,01
SECTEUR SECONDAIRE	80,98	22,94	88,57	22,77
Hydrocarbures	41,74	94,27	26,48	90,42
Autres produits d'extraction	0,01	0,33	1,93	51,18
Viande et poisson	0,23	0,97	2,20	7,80
Grains et produits amylacés	0,00	0,00	4,80	22,85
Cacao, café, thé et sucre transformés	0,89	8,80	1,07	9,52
Oléagineux et aliments pour animaux	0,02	0,33	0,50	6,02
Produits à base de céréales	0,02	0,20	0,16	1,78
Produits à base de lait, fruits ou légumes	0,34	8,55	1,92	32,14
Boissons	0,31	2,95	1,46	11,56
Tabac	0,04	6,53	0,38	39,68
Textile et habillement	0,49	1,22	2,73	5,94
Cuir et chaussures	0,00	0,00	0,16	9,50
Industries du bois sauf fabrication des meubles	15,81	41,88	0,03	0,12
Papier et articles en papier	0,02	0,27	2,37	23,11
Pétrole raffiné, produits de cokéfaction	12,29	47,65	1,82	10,87
Produits chimiques	0,37	3,10	9,91	43,58
Caoutchouc et articles en plastique	2,21	21,61	1,02	10,36
Produits minéraux non métalliques	0,61	13,87	1,70	28,79
Produits métallurgiques de base	5,39	45,39	7,58	51,41
Machines appareils électriques	0,09	1,60	12,94	66,96
Equipements d'appareils audio-visuels	0,03	0,79	1,30	22,93
Matériels de transport	0,05	1,16	5,65	56,42
Meubles, produits d'industries diverses	0,02	0,17	0,43	2,66
Construction	0,00	0,00	0,02	0,04
SECTEUR TERTIAIRE	10,64	3,96	10,96	3,70
Restaurants et hôtels	0,46	1,75	0,47	1,63
Transport, entreposage et communication	5,20	13,78	3,88	9,74
Postes et télécommunications	0,23	2,43	0,27	2,56
Services Financiers	1,28	23,52	1,80	28,10
Services aux entreprises	3,47	34,41	4,54	38,38
TOTAL	100,00	13,09	100,00	12,00

Source : Calculs des auteurs à partir du Tableau Ressources-Emplois de 2007 (INS, 2009).

2.2. Le canal des flux de capitaux et d'investissements étrangers

Les flux de capitaux en général et des investissements directs étrangers en particulier ont subi une baisse considérable à travers le monde pendant la crise. Selon un recoupement des informations issues des banques de données du FMI, de la CNUCED¹⁰ et de la *Columbia FDI Perspectives*, le montant total des flux d'investissements directs étrangers (IDE) dans le monde a diminué de 17% en 2008 par rapport à 2007. En 2009, ce montant s'est encore amoindri de 44% en termes annuels (Tableau 2).

Les effets néfastes de la crise sur l'investissement ont été plus sévères dans les économies développées, notamment dans les pays d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest. Ceux-ci ont

¹⁰ CNUCED : Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.

enregistré globalement une baisse annuelle d'environ 33% des IDE en 2008 et de 52% en 2009. Comme le montre le tableau 2, cette forte dégringolade des flux d'IDE dans les pays développés en 2008 et 2009 a été telle que la part des IDE de ces pays dans le total mondial des IDE est devenue en 2009, pour la toute première fois, inférieure à celle de tous les autres pays.

Les économies émergentes ou en développement ont été relativement résilientes en 2008 avec un taux de croissance des IDE de 11%, certes en baisse par rapport à celui de 2007 (33%), mais positif. Toutefois, ce taux s'est fortement détérioré et est devenu remarquablement négatif en 2009 (-35%). Dans ce deuxième groupe de pays, en 2009, le recul des flux d'IDE a été plus marqué en termes relatifs en Europe de l'Est (-51%), puis en Afrique Subsaharienne (-39%). Il a été de 33% en Amérique Latine et Caraïbes, 27% en Asie en développement et de 25% au Moyen Orient et Afrique du Nord.

Tableau 2 : Evolution des afflux d'investissements directs étrangers dans le monde de 2007 à 2009 (par pays de destination ; valeurs en milliards de dollars US)

	2007		2008		2009(e)	
	Valeur	Variation Annuelle (%)	Valeur	Variation Annuelle (%)	Valeur	Variation Annuelle (%)
Total mondial	2092,4	44,8	1730,9	-17,3	975,2	-43,7
Economies développées	1355,0	52,3	914,7	-32,5	441,3	-51,8
Economies émergentes ou en développement	737,4	32,9	816,3	10,7	533,9	-34,6
dont:						
Afrique Subsaharienne	38,0	14,2	49,7	30,7	30,3	-39,1
Moyen Orient et Afrique du Nord	81,9	13,6	98,1	19,8	73,4	-25,2
Asie en développement	298,1	38,9	323,2	8,4	235,5	-27,1
Amérique Latine et Caraïbes	128,1	37,1	140,5	9,7	93,8	-33,3
Europe de l'Est	165,7	40,8	183,3	10,7	90,4	-50,7
Pour mémoire : part dans le total mondial des flux d'investissements directs étrangers (%)						
	2007		2008		2009	
Economies développées	64,8		52,8		45,3	
Economies émergentes ou en développement	35,2		47,2		54,7	

(e) Estimations.

Source : FMI; CNUCED; *Economist Intelligence Unit forecast for 2009*. Informations compilées par Laza Kekic (2009).

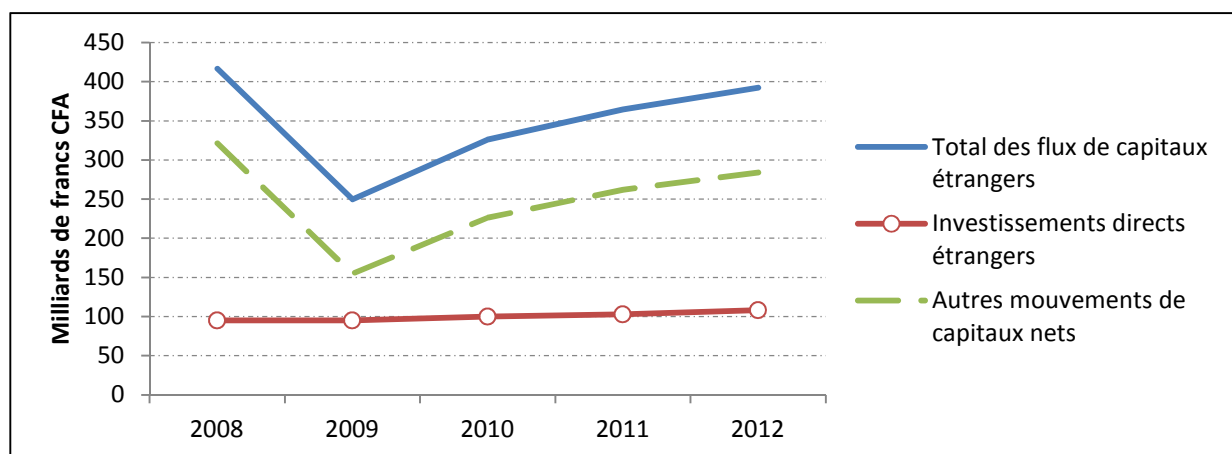
Au niveau du Cameroun, d'après un rapport publié par le FMI¹¹, le financement étranger de certains investissements de grande envergure prévus pour 2009 a été différé, particulièrement dans les secteurs de l'énergie, de l'aluminium et des mines. Ce rapport estime que la réduction des flux totaux de capitaux étrangers au Cameroun serait de 86 milliards de francs CFA en 2009 par rapport à 2008 ; soit 0,8% du PIB.

Mais cette estimation était très optimiste, comparativement aux projections du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT, 2009), qui faisaient état d'une réduction totale des flux de capitaux étrangers à hauteur de 167 milliards de francs CFA en 2009, soit 1,6% du PIB représentant une baisse de 40% par rapport à 2008 (graphique 4 et tableau 3). Toutefois, malgré l'ajournement susmentionné du financement de

¹¹ IMF (2009c). "Cameroon: Staff Report for the 2009 Article IV Consultation and Request for disbursement Under the Rapid-Access Component of the Exogenous Shocks Facility". IMF Country Report No. 09/318, November, Washington D.C.

grands projets, les flux d'IDE sont restés stables en 2009. En revanche, avec une baisse de 52% en 2009 par rapport à 2008, ce sont les autres mouvements de capitaux qui ont entraîné l'effondrement des flux totaux (prêts accordés aux secteurs privés bancaire et non bancaire). Le cadrage du MINEPAT (2009) ne traduit pas une incidence négative de la crise sur les flux de capitaux destinés au secteur public ; mais il fait observer une décroissance significative (10%) des capitaux étrangers consentis au secteur privé non bancaire en 2009 et montre que les flux de portefeuille du secteur bancaire seraient passés d'un montant positif de 85 milliards de francs CFA en 2008 à un montant négatif de -79 milliards en 2009, traduisant ainsi un important rapatriement de fonds défavorable à l'économie nationale.

Graphique 4 : Projections des mouvements nets de capitaux étrangers au Cameroun de 2008 à 2012



Source : Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT/DGEPIP/DAPE). Cadrage macroéconomique dynamique du Compte d'opérations financières.

Tableau 3 : Flux nets de capitaux étrangers en faveur du Cameroun en pourcentage du PIB

	2008	2009	2010	2011	2012
Total des investissements étrangers	4,0	2,4	2,8	2,8	2,6
Investissements Directs Etrangers	0,9	0,9	0,9	0,8	0,7
Autres investissements nets	3,1	1,5	1,9	2,0	1,9

Source : MINEPAT (2009).

2.3. Le canal des transferts courants privés

Les envois de fonds des travailleurs migrants dans leurs pays d'origine constituent une source de revenus importante pour le financement dans beaucoup de pays en développement. La base de données de la Banque Mondiale dédiée à ces flux montre qu'à partir de 2007, plus de trois quarts des transferts courants internationaux sont destinés aux pays en développement (tableaux 4). En 2007, ces transferts de fonds représentaient en moyenne 2,02% du PIB dans les pays en développement, contre 0,24% dans les pays à revenus élevés et 0,71% pour l'ensemble du globe (graphique 5). En 2008, ce ratio était égal ou supérieur à 5% dans près de 50 pays à travers le monde. A titre d'illustration il s'élevait jusqu'à 24% en Guyane Britannique, 27% au Lesotho, 38% à Tonga et 50% au Tadjikistan.

C'est dire qu'un amoindrissement sensible de ces flux se traduirait par une ponction importante des revenus dans la plupart des pays récipiendaires. Les estimations de la Banque Mondiale montrent justement que les flux d'envois de fonds à l'échelle mondiale ont diminué pendant la crise, à hauteur de 5,3% en 2009 par rapport à 2008. Par ailleurs, la reprise projetée

pour 2010 et 2011 s'avère plutôt timide (croissance de 1,2% et 3,7% respectivement), comparativement à la forte tendance haussière observée pendant près d'une décennie avant la crise (tableau 4).

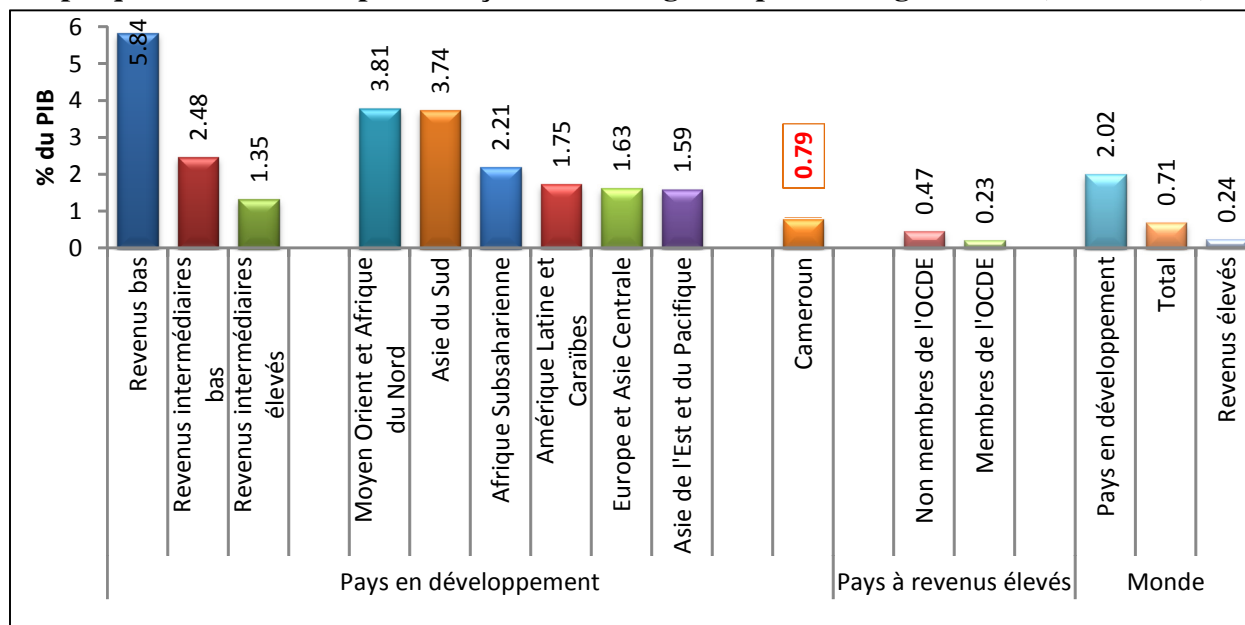
Pour l'ensemble des pays en développement, la diminution des flux de fonds reçus est de 6,1%. Dans cet ensemble, les chutes les plus remarquables en moyenne sont enregistrées dans les sous groupes des pays d'Europe et d'Asie Centrale (−14,7%), d'Amérique Latine et des Caraïbes (−9,6%) et du Moyen Orient et Afrique du Nord (−7,2%). Quant aux flux d'envois de fonds à destination de l'Afrique subsaharienne, ils ont décliné de 2,9%.

Le Cameroun se situe parmi les 15 pays d'Afrique et les 6 pays à revenus intermédiaires bas (sur 55) dont les flux de fonds reçus sont les plus faibles en pourcentage du PIB, sur la base des données de 2008 (World Bank, 2009c). En effet, ce ratio pour le Cameroun était de 0,79 en 2007 et 0,72% en 2008 et reste très modique par rapport à la moyenne prévalant dans plusieurs sous-groupes de pays comparateurs dans l'ensemble des pays en développement (graphique 5).

Selon les estimations de la Banque Mondiale (World Bank, 2009d), les flux d'envois de fonds des migrants au profit du Cameroun ont diminué en 2009 de 3,4% par rapport à 2008. Les projections du Ministère en charge de l'Economie sont cependant plus prudentes sinon plus pessimistes. Il ressort du Cadrage macroéconomique effectué par ce dernier que l'ensemble des transferts courants privés, en termes nets, auraient diminué de 25% en 2009 et connaîtraient à nouveau un déclin de 39% en 2010, avant d'amorcer une hausse de 70% en 2011 (MINEPAT, 2009).

Malgré la modicité de ces flux de fonds pour le Cameroun par rapport à son PIB, une telle baisse en 2009 et 2010 pourrait néanmoins constituer un choc important pour les familles récipiendaires desdits fonds.

Graphique 5 : Transferts privés reçus de l'étranger en pourcentage du PIB (année 2007)



Source : World Bank (2009d); Dilip Ratha, Sanket Mohapatra, and Ani Silwal (2009).

Tableau 4 : Evolution des flux d'envois de fonds internationaux reçus de 2006 à 2011

	2006	2007	2008	2009 ^e	2010 ^p	2011 ^p
<i>Taux de croissance annuels (%)</i>						
Total mondial	15,3	21,3	15,3	-5,3	1,2	3,7
Pays en développement	18,3	22,9	16,7	-6,1	1,4	3,9
dont:						
Europe et Asie Centrale	24,1	36,0	13,8	-14,7	2,7	5,0
Amérique Latine et Caraïbes	18,1	6,8	2,3	-9,6	0,5	3,5
Moyen Orient et Afrique du Nord	4,6	20,1	10,6	-7,2	1,5	3,3
Afrique Subsaharienne	34,7	47,6	13,4	-2,9	1,8	3,9
Asie du Sud	25,3	27,1	35,6	-1,8	1,7	4,1
Asie de l'Est et du Pacifique	14,1	23,8	20,8	-1,5	0,8	3,7
Pays à faibles revenus	23,9	23,4	28,3	0,7	2,6	4,6
Pays à revenus intermédiaires	17,8	22,9	15,6	-6,8	1,2	3,8
<i>Pour mémoire : Parts dans le total mondial (%)</i>						
Pays en développement	74,2	75,2	76,2	75,5	75,7	75,8
dont:						
Asie de l'Est et du Pacifique	18,2	18,5	19,4	20,2	20,1	20,1
Asie du Sud	13,4	14,0	16,5	17,1	17,2	17,3
Amérique Latine et Caraïbes	18,7	16,4	14,6	13,9	13,8	13,8
Europe et Asie Centrale	11,8	13,2	13,0	11,7	11,9	12,1
Moyen Orient et Afrique du Nord	8,2	8,2	7,8	7,7	7,7	7,7
Afrique Subsaharienne	4,0	4,8	4,8	4,9	4,9	4,9
Pays à faibles revenus	6,3	6,4	7,1	7,6	7,7	7,7
Pays à revenus intermédiaires	67,9	68,8	69,0	67,9	68,0	68,1
<i>Pour mémoire : Montants (en milliards de dollars US)</i>						
Total mondial	317,3	384,8	443,5	420,1	425,0	441,0

e = estimations ; p = projections.

Source : World Bank (2009d). Dilip Ratha, Sanket Mohapatra, and Ani Silwal (2009).

2.4. Le canal de l'aide publique

En 2008, au moment où les effets de la crise se font déjà ressentir sur l'économie réelle à travers le monde, les apports nets totaux d'aide publique au développement (APD) en provenance des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE se sont accrus de 11,7% en termes réels par rapport à 2007, pour s'établir à 121,483 milliards de dollars US, chiffre le plus élevé jamais atteint (OCDE, 2010).¹²

Cependant, certains auteurs à l'instar de Dirk Willem te Velde (2008) s'interrogent pour savoir si la crise financière et économique mondiale n'entraînerait pas une contraction de l'APD. En effet, déjà aux prises avec des problèmes d'endettement et/ou des positions budgétaires fragiles, les principaux pays donateurs de l'APD (Etats-Unis, Allemagne, Royaume-Uni, France, Japon) ont en plus été sollicités depuis le début de la crise pour financer des plans de relance et injecter des liquidités au sein des banques en détresse, en vue de rétablir la stabilité de leurs systèmes financiers et stimuler leurs propres économies mises à mal. C'est ainsi que le tassement de la croissance en 2008 et les projections d'une contraction de l'économie en 2009, y compris dans les pays donateurs, font craindre une réduction des volumes d'APD.

Or une contraction de l'APD se traduirait par des effets défavorables directs et immédiats sur les finances publiques des pays récipiendaires, et donc sur les investissements en infrastructures publiques, dans l'éducation, les soins de santé, le logement et l'accès aux

¹² En 2008, l'APD apportée par les pays membres du CAD représentait 93% de l'APD totale.

ressources naturelles dans ces pays, compte tenu de la diversité des champs d'intervention de cette aide.

Néanmoins, sur la base des engagements des donateurs membres du CAD, la poursuite d'une tendance haussière de l'APD n'est pas à exclure en 2009 et 2010. En effet, suite à un appel lancé par le Secrétaire général de l'OCDE et de Président du CAD le 28 octobre 2008, les donateurs dudit comité ont souscrit ensemble à une « Déclaration sur la politique d'aide » proposée par l'OCDE et réaffirmant les engagements en matière d'aide pris à Gleneagles et ailleurs, et convenant de maintenir leurs apports à un niveau compatible avec ces engagements malgré la crise.

Dans le cas du Cameroun, comme susmentionné, les données du cadrage dynamique du Compte d'opérations financières effectué par le MINEPAT (2009) ne laissent pas entrevoir une baisse de tirage des prêts subventionnés du secteur public en 2009. En revanche, les projections de la Balance des paiements du MINEPAT (2009) montrent que les transferts courants sans contrepartie reçus par le secteur public, qui représentent un des volets de l'APD, se seraient accrus de 19% en 2009 et connaîtraient une réduction de 17% en 2010 et 12% en 2011. Cette évolution serait davantage représentative d'une réallocation consistant à favoriser l'aide-projet au détriment de l'aide budgétaire, plutôt que d'une incidence de la crise.

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE¹³

Dans cette section, une présentation générale de l'approche méthodologique est faite ; de même que celle des spécificités de cette approche en termes de modélisation des liens macro-micro et des canaux de transmission de la crise mondiale sur l'économie nationale.

3.1. Principe général d'analyse

L'approche méthodologique associe un modèle d'équilibre général calculable (EGC) en dynamique séquentielle et un module de comportement micro-économétrique. Le modèle EGC est employé pour simuler les divers scénarios de crise économique et des politiques de réponse à la crise, en prenant en compte les divers canaux de transmission de la crise mondiale sur l'économie camerounaise, avec une modélisation de la structure de production, de la segmentation du marché du travail, et des transactions et comportements des diverses catégories d'agents qui interagissent dans l'économie.

Les résultats de simulations produits par le modèle EGC – principalement les changements des prix, les variations des consommations et des revenus des ménages – sont alors transmis au module micro-économétrique afin d'évaluer les impacts des chocs et des politiques de réponse sur les ménages en général, et les enfants en particulier.

3.2. Les dimensions considérées pour l'analyse de la pauvreté des enfants

3.2.1. La pauvreté monétaire des enfants

Un enfant est considéré ici comme monétairement pauvre s'il fait partie d'un ménage pauvre en termes monétaires. Nous avons défini un ménage comme étant pauvre si sa consommation par équivalent-adulte¹⁴, déflatée par des indices de prix temporels et spatiaux

¹³ Pour plus de détails, voir : Bibi et al. (2010) ; Cockburn et al. (2010).

¹⁴ Des échelles d'équivalence prenant en compte les besoins minimaux de calories par tranche d'âge et sexe ont été utilisées.

propres, se situe au-dessous de la ligne de pauvreté absolue officielle de sa région de résidence¹⁵. Pour mesurer et analyser la pauvreté monétaire des enfants, nous utilisons essentiellement l'indice de l'incidence de la pauvreté de Foster Greer et Thorbecke (1984) appliqué à la population des enfants de 0 à 14 ans. Dans la présente étude, cet indice (FGT0) mesure donc le pourcentage des enfants monétairement pauvres par rapport au nombre total d'enfants compris dans cette tranche d'âge.

3.2.2. La pauvreté calorique des enfants

L'analyse de la pauvreté calorique (ou "faim") des enfants se focalise sur la nature des aliments nécessaires pour satisfaire les besoins calorifiques des enfants en termes d'apport calorique. Un enfant est en état de pauvreté calorique si son ratio d'adéquation calorique est inférieur au seuil d'adéquation calorifique qui correspond à un apport nutritionnel de 2450 kcal par jour. Le taux de pauvreté calorique est obtenu en considérant dans l'indice FGT0 le ratio d'adéquation calorique comme l'agrégat de bien-être et le seuil d'adéquation calorique comme étant le seuil de pauvreté calorique.

3.2.3. Scolarité et participation des enfants au travail

Il s'agit ici de mesurer les effets d'une variation de la consommation réelle des enfants (variation due à la crise et à la mise en œuvre des politiques de réponse) sur la probabilité qu'un enfant se retrouve dans l'une ou l'autre des quatre situations d'activité suivantes : (1) va à l'école et ne travaille pas ; (2) va à l'école et travaille ; (3) ne va pas à l'école et travaille ; (4) ne va pas à l'école et ne travaille pas. Les première et deuxième catégories prises ensemble donnent le total d'enfants qui vont à l'école, tandis que les deuxième et troisième catégories constituent ensemble le total d'enfants qui travaillent.

Dans cette étude, sont considérés comme travailleurs, les enfants, même scolarisés, qui font du travail domestique pendant au moins 28 heures par semaine ou 1 heure par semaine (14 heures pour les enfants âgés de 12 ans ou plus) s'il agit d'un travail économique non domestique.

Les impacts sur la participation des enfants à l'école et/ou au travail sont évalués grâce à des régressions économétriques PROBIT bi-variées effectuées dans le module de microsimulation.

3.2.4. Accès des enfants aux soins de santé

Comme variables d'analyse d'accès des enfants aux soins de santé, nous retenons d'une part le taux de consultation des enfants malades auprès de structures sanitaires ; d'autre part, en cas de consultation, le type de structures consulté.

L'étude distingue quatre types de structures de santé, classés par ordre décroissant de qualité des soins médicaux qui y sont délivrés :

- Les hôpitaux de première classe et les hôpitaux provinciaux ;
- Les hôpitaux de district, les centres médicaux d'Arrondissement, les centres de santé intégrés ; les visites de médecins ou de personnels de santé à domicile ;
- Les consultations en pharmacie, dans des cabinets médicaux, à l'infirmerie de l'école, sur le lieu de travail, les groupements d'intérêts communs (GIC) et les ONG Santé ;
- Les tradipraticiens, les vendeurs informels de médicaments modernes, etc.

¹⁵ Voir INS (2008a) pour les lignes de pauvreté régionales.

L'évaluation des impacts sur l'accès des enfants malades aux soins de santé est faite à travers des régressions PROBIT et multinomiales. Il s'agit de savoir si les variations dans la consommation réelle des ménages ont des effets sur la probabilité de demander des soins pour les enfants au cas où ceux-ci tombent malades et, en cas de consultation, si ces variations amènent les ménages à demander des soins de qualité différente pour leurs enfants.

3.3. Modélisation des canaux de transmission de la crise mondiale

Des quatre principaux canaux de transmission identifiés plus haut, seuls les échanges commerciaux et les investissements directs étrangers ont nécessité une modélisation particulière ; l'aide étrangère et les transferts nets de l'étranger reçus par les ménages ont été modélisés selon les canons standards des modèles EGC, à savoir, comme de simples variables exogènes. L'activation de ces deux derniers canaux de transmission a par conséquent consisté à simuler simplement les variations observées ou estimées desdits transferts internationaux.

3.3.1. Les échanges commerciaux

Dans la littérature, certaines études (Griffith-Jones et Ocampo, 2009) soulignent que les exportateurs de biens manufacturés et des services sont les plus susceptibles de faire face à une baisse de la demande d'exportations en plus de la baisse des prix mondiaux, tandis que les exportateurs de matières premières, de produits agricoles, de ressources minérales et énergétiques seraient davantage confrontés à des réductions de leurs prix internationaux. Pour le premier groupe, on parle d'exportations contraintes par la demande extérieure (type 1), tandis que le second représente les exportations contraintes essentiellement par l'offre intérieure (type 2).

Pour modéliser cet état des faits, en ce qui concerne les exportations de type 1, nous introduisons une fonction de demande d'exportation de l'étranger, à élasticité finie ; ce qui implique que le pouvoir de marché et notamment la quantité exportée des produits locaux sur le marché international est fortement tributaire des conditions de demande à l'étranger. Par conséquent, la variation de la demande d'exportations par rapport à son niveau initial est conditionnée par le rapport des prix mondiaux de ces produits exportés sur les prix FOB des exportations, ainsi que par l'élasticité de la demande d'exportation des partenaires commerciaux à l'étranger.

Par contre, pour les exportations contraintes essentiellement par l'offre, nous utilisons l'hypothèse classique selon laquelle les exportateurs font face à une élasticité infinie de la demande d'exportation. Ainsi, leurs prix FOB sont égaux aux prix mondiaux exogènes.

Deux types de simulation peuvent être opérés pour les exportations du premier groupe : une variation exogène (réduction dans le cas d'espèce) des volumes exportés en fonction des informations disponibles et une variation des prix mondiaux selon l'estimation de l'évolution des cours. Pour les exportations de type 2, seule la simulation de l'évolution des cours mondiaux peut être performée en guise de choc exogène dû à la crise.

La prise en compte du canal que constituent les prix mondiaux d'importation n'exige pas une modélisation spéciale. Le choc est transmis simplement en simulant la variation observée ou estimée des prix mondiaux des importations en question.

3.3.2. L'investissement direct étranger (IDE)

L'IDE est modélisé comme étant une composante de l'investissement total, mais aussi, par déduction, comme partie intégrante du solde de la Balance courante. Certes, l'IDE et les autres transactions de capitaux avec l'étranger sont enregistrés dans le compte de capital (Balance des capitaux) de la Balance des paiements et non directement dans la Balance courante. Mais, étant donné que le déficit de celle-ci correspond à l'excédent de la Balance des capitaux, c'est-à-dire à l'épargne de l'étranger disponible pour financer l'économie y compris l'IDE, on peut alors modéliser l'investissement direct étranger comme une composante exogène du solde de la Balance courante, *mutatis mutandis*.

3.4. Modélisation des liens macro-micro

Essama-Nssah et al. (2007) identifie trois principaux types d'effets qui doivent faire l'objet d'une transmission entre le module macroéconomique et le module microéconomique dans un cadre d'analyse macro-micro : les effets-prix (variations des prix des facteurs de production et des biens et services) ; les effets de réallocation (variations de l'utilisation des facteurs) et les effets de dotation factorielle (variations de la disponibilité des facteurs).

Le cadre analytique macro-micro utilisé dans cette étude renvoie à une approche « *top-down* » séquentielle dans la suite de Robillard, Bourguignon et Robinson (2008). Par conséquent, elle ne s'intéresse essentiellement qu'aux effets-prix et aux effets de réallocation. L'étude n'intègre pas les effets de dotation factorielle, étant donné son horizon de court terme.

Les liens entre les modules macro et micro comprennent précisément les variations des prix des produits, des taux de salaire, des taux d'emploi des diverses catégories de travail et les variations des autres types de revenu. Ces éléments sont déterminés par des simulations effectuées à l'aide du modèle EGC et servent d'inputs au module micro.

3.5. La période d'étude

La période d'étude s'étend de 2007 à 2011, y compris 2007 qui est l'année de base des données empiriques de l'étude. La sous-période 2008-2011 est celle où les effets de la crise et des politiques de réponse sont effectivement évalués.

L'année de base précède directement cette sous-période et est par conséquent appropriée pour servir de base aux projections de l'économie en l'absence de crise ; lesquelles projections préalables sont nécessaires pour effectuer les analyses contrefactuelles de la crise et des politiques de réponse.

Dans la sous-période, 2008 est l'année au cours de laquelle les premières manifestations évidentes de la crise économique mondiale se font ressentir et 2009 celle pendant laquelle, selon plusieurs analyses concordantes, les effets de cette crise économique sont les plus drastiques à travers le monde. L'année 2010 est présentée comme celle de la reprise graduelle. Nous intégrons l'année 2011 dans l'analyse pour entrevoir dans quelle mesure cette reprise serait confortée.

3.6. Les scénarios simulés

Six scénarios sont simulés dans la présente étude, parmi lesquels un représente le scénario de référence de l'évolution de l'économie, un autre est représentatif de la crise économique, les quatre restants faisant office de politiques de réponse à ladite crise.

Le choix des politiques de réponse a été guidé par le souci de trouver des mesures dont les effets bénéfiques sur les enfants seraient le plus immédiats et directs possibles ; d'où la priorité donnée aux politiques pouvant améliorer à très court terme soit la consommation alimentaire des enfants, soit plus globalement le pouvoir d'achat des ménages abritant des enfants pauvres. En effet, la situation précaire dans laquelle la crise plongerait un certain nombre d'enfants ayant un côté urgent comme dans le cas de certaines catastrophes, l'objectif recherché dans la présente étude n'est donc pas tant la relance *per se* de l'économie, mais surtout de savoir quelles mesures de politique socioéconomique permettraient d'assurer un coussin de sécurité à brève échéance pour les enfants, face à la crise.

3.6.1. Le scénario de référence ou scénario « sans crise »

L'évaluation des incidences de la crise économique et des politiques de réponse sur les divers indicateurs de performance se fait ici à travers l'analyse du sens et de l'amplitude des variations ou déviations de ces indicateurs par rapport aux valeurs respectives dites de référence des susdits indicateurs.

Aussi, le scénario de référence est-il représentatif du trend prospectif que l'économie aurait suivi en cas de '*business-as-usual*', c'est-à-dire au cas où l'économie avait continué d'évoluer selon les tendances historiques ou préétablies de ses variables fondamentales, sans survenue de la crise et sans application des politiques de réponse subséquentes à cette crise.

Parmi les variables retenues dans la présente étude pour contrôler, apprécier et établir cette évolution économique de référence, il y a les taux de croissance respectifs du PIB réel, de la population et de l'emploi, du volume des exportations, le taux de pauvreté monétaire, le ratio des investissements par rapport au PIB, le solde budgétaire de l'Etat.

3.6.2. Le scénario de crise économique

Ce scénario représente les divers chocs subis par l'économie du fait de la crise économique, à travers les six principales variables représentatives des canaux de transmission de la crise mondiale à l'économie camerounaise : les cours mondiaux des exportations camerounaises, les cours mondiaux des importations camerounaises, les volumes d'exportation du Cameroun, les transferts privés reçus de l'étranger, les flux d'aide publique au développement et les flux d'investissements directs étrangers. Les variations indicatrices de ces chocs sont présentées dans le tableau 5 pour chacune de ces variables.

Tableau 5 : Déviation due à la crise, des taux de croissance des variables de transmission de la crise à l'économie camerounaise, par rapport à leurs valeurs respectives dans le scénario de référence (en points de pourcentage)

Variables	2008	2009	2010	2011
Cours mondiaux des exportations	-24,5	-12,1	8,7	7,1
Cours mondiaux des importations	-22,5	-8,3	9,5	7,6
Volume des exportations	-1,2	-4,9	-1,2	-1,6
Transferts privés reçus de l'étranger	0,0	-25,3	-39,2	69,9
Flux d'aide publique au développement	0,0	0,0	0,0	0,0
Flux d'investissements directs étrangers	-5,9	-5,9	-0,6	-3,1

Source : Calculs des auteurs à partir des données de IMF (2010a) pour les cours mondiaux des exportations et importations ; estimations *a posteriori* à travers le modèle EGC pour les volumes d'exportation ; MINEPAT (2009) pour les transferts privés, les flux d'aide publique au développement et les flux d'investissements directs étrangers.

3.6.3. Le scénario de crise + subvention de la TVA sur les produits alimentaires

Il s'agit d'une subvention qui consisterait à réduire la TVA prélevée sur la vente de produits alimentaires et dont le montant total serait équivalent à 1% du PIB d'avant-crise du Cameroun. Pour ne pas aggraver la situation des finances publiques, on fait l'hypothèse que les manques-à-gagner fiscaux causés par cette subvention sont entièrement compensés par une aide publique extérieure accordée au gouvernement. On suppose aussi que toutes les mesures d'accompagnement de cette politique permettraient de répercuter effectivement la réduction de la TVA jusqu'au prix de détail des produits alimentaires concernés.

3.6.4. Le scénario de crise + suppression des droits de douane prélevés sur les importations de produits alimentaires

On fait l'hypothèse que les enfants pauvres pourraient compter parmi les bénéficiaires d'une baisse de prix des produits alimentaires importés, en supposant comme dans le cas de la subvention de TVA que la suppression des droits de douane se traduirait au bout de la chaîne de distribution par une baisse de prix effective et équivalente. Les pertes de recettes douanières consécutives à cette mesure, évaluées à 0,4% du PIB sont compensées par un tirage sur les réserves extérieures du gouvernement.

3.6.5. Le scénario de crise + subvention des cantines scolaires

Cette politique consiste à rendre gratuite l'admission aux cantines scolaires pour tous les enfants allant à l'école et vivant dans les districts où le taux pauvreté monétaire des enfants est supérieur au taux national (50,2%). Un critérium de ciblage géographique est donc utilisé pour identifier les enfants les plus vulnérables. Le programme a un coût de 0,19% du PIB et est financé à court terme par l'aide extérieure. Les repas fournis à l'école sont composés de riz (150gr), de légumes (30gr) et d'huile végétale (10gr), et fournissent 400 kilocalories par repas servi. Il s'agit d'un repas typique donné par le Programme Alimentaire Mondial.

3.6.6. Le scénario de crise + transferts en espèces distribués aux ménages abritant des enfants pauvres

Dans ce scénario, une aide extérieure égale à 1% du PIB d'avant-crise du Cameroun est accordée au gouvernement et entièrement distribuée aux ménages dont les enfants sont prédits comme étant pauvres, au titre de transfert de l'Etat. La prédiction de l'état de pauvreté pour les enfants est estimée à travers une approche *proxy-means* à partir d'un modèle économétrique de régression par quantiles, estimant la variable de consommation sur un nombre restreint de caractéristiques sociodémographiques facilement observables (tableau a2). La performance du ciblage ainsi effectué est largement robuste (tableau 6).

Tableau 6 : Performance de ciblage des enfants pauvres avec l'approche du *Proxy-Means* (en pourcentage)

Statut réel de l'enfant	Statut prédit de l'enfant					
	Au niveau national		En milieu urbain		En milieu rural	
	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre	Non-pauvre	Pauvre
Non-pauvre	63,3	36,7	73,8	26,2	51,4	48,6
Pauvre	10,7	89,3	21,4	78,6	9,7	90,3

Source : élaborations des auteurs à partir des résultats des simulations et de ECAM3

3.7. Les principales sources de données

Pour l'élaboration de la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) sous-jacente au modèle EGC, la principale source de données utilisée est le Tableau Ressources-Emplois (TRE) construit par l'Institut National de la Statistique du Cameroun pour l'année 2007 (INS, 2009). La MCS et, par conséquent, le modèle EGC intègre distinctement tous les 42 comptes de produits/branches de la nomenclature du TRE.

Au niveau du module micro-économétrique qui traite particulièrement des questions de pauvreté des enfants dans toutes les dimensions considérées dans l'étude, les données de base utilisées proviennent des résultats de la troisième enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 3) réalisée en 2007 (INS, 2008a).

4. SIMULATION DU SCENARIO DE REFERENCE (SCENARIO « SANS CRISE »)

4.1. Structure et évolution générales de l'économie dans le scénario de référence

Selon des hypothèses de cadrage macroéconomique d'avant-crise, le taux de croissance du PIB réel au Cameroun devait se situer autour de 4% en 2008 et au cours des années suivantes. La simulation du scénario BaU donne effectivement des chiffres conformes à ce cadrage (tableau 7). En l'absence de crise, la consommation des ménages se serait accrue à un rythme annuel moyen de 3% l'an de 2007 à 2011, et les investissements à un taux de croissance moyen annuel de 7-8%. Le ratio de l'investissement total sur le PIB serait alors passé de 15% environ à 17%, durant cette période, avec une consolidation tant du solde excédentaire de la Balance courante que du solde budgétaire du gouvernement tout aussi excédentaire au cours de la même période.

Tableau 7 : Evolution des agrégats macroéconomiques dans le scénario sans crise

	2007	2008	2009	2010	2011
	<i>Taux de croissance annuels (%)</i>				
PIB réel	-	4,2	4,2	4,3	4,4
Consommation des ménages	-	2,8	2,9	3,0	3,1
Investissement	-	7,3	7,6	7,9	8,2
	<i>En pourcentage du PIB (%)</i>				
Investissement total	14,7	15,3	15,8	16,4	17,0
Solde budgétaire	4,4	4,6	4,8	5,0	5,4
Epargne des entreprises	8,8	9,1	9,5	9,8	10,2
Epargne des ménages	3,9	3,8	3,8	3,8	3,7
Exportations	24,0	24,1	24,1	24,2	24,4
Importations	23,0	23,0	23,1	23,2	23,3

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

En 2007, les recettes de TVA représentaient la première composante des revenus du gouvernement (22,7%), suivies de la redevance pétrolière (21,6%), de l'impôt sur le revenu des entreprises (16,3%), de l'impôt sur le revenu des ménages (12,7%) et des droits de douane sur importations (10,7%). Les transferts sans contrepartie reçus de l'Etranger par le gouvernement ne représentent alors que 1% (tableau 8).

Tableau 8 : Structure du revenu du Gouvernement dans le scénario BaU (%)

	2007	2008	2009	2010	2011
Taxe sur la valeur ajoutée	22,7	22,9	23,2	23,5	23,8
Redevance pétrolière	21,6	21,7	21,7	21,7	21,7
Impôts sur le revenu des entreprises	16,3	16,2	16,2	16,1	16,1
Impôts sur le revenu des ménages	12,7	12,6	12,5	12,3	12,2
Droits de douane sur importations	10,7	10,7	10,6	10,6	10,5
Taxes d'accise	8,0	8,1	8,2	8,4	8,6
Taxe à la production	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Transferts reçus de l'étranger	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9
Taxes sur les exportations	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

La structure des recettes du gouvernement reste quasiment la même au cours de la période sous revue. La contribution de la TVA présente toutefois une sensible tendance à la hausse ; avec une augmentation d'un point de pourcentage en quatre ans. Cela dénote d'une augmentation progressive des activités constituant l'assiette fiscale de cette taxe, notamment celles du secteur formel, au détriment du secteur informel.

La structure des revenus des ménages reste presque aussi constante. Pour l'ensemble des ménages, le revenu du travail informel constitue la première source de revenus, suivi du revenu du travail formel, du revenu primaire du capital, des dividendes, des transferts de l'Etat et des envois de fonds reçus de l'étranger. Comme dans le cas du gouvernement, ces derniers ne représentent qu'environ 1% du revenu total des ménages (tableau 9).

Tableau 9 : Structure et évolution des revenus des ménages dans le scénario de référence

		2007	2008	2009	2010	2011
<i>Part dans le revenu total (%)</i>						
Principales composantes du revenu des ménages	Revenu du travail informel	33,8	33,9	33,9	33,9	33,9
	Revenu du travail formel	26,6	26,7	26,7	26,8	26,9
	Revenu du capital	21,4	21,6	21,9	22,3	22,6
	Dividendes	12,7	12,3	12,1	11,6	11,3
	Transferts de l'Etat	4,5	4,5	4,5	4,5	4,4
	Transferts du Reste du monde	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9
	Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<i>Taux de croissance annuel (%)</i>						
a. Facteurs de production (volume)	Travail dans le secteur formel	-	3,1	3,2	3,3	3,4
	Travail dans le secteur informel	-	1,8	1,7	1,6	1,5
	Capital des ménages	-	6,3	6,2	6,2	6,1
b. Taux de rémunération des facteurs	Taux de salaire dans le secteur formel	-	0,0	0,0	0,0	0,0
	Taux de salaire dans le secteur informel	-	1,2	1,3	1,4	1,6
	Taux de rémunération du capital	-	-2,4	-2,1	-1,9	-1,7
c. Revenu des facteurs (c=a x b)	Revenu du travail formel	-	3,1	3,2	3,3	3,4
	Revenu du travail informel	-	3,0	3,0	3,0	3,1
	Revenu du capital des ménages	-	4,1	4,3	4,5	4,7

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

L'évolution des revenus des ménages traduit aussi un accroissement progressif des activités formelles et un tassement de la croissance du secteur informel. En effet, le taux de croissance de l'emploi dans le secteur formel est plus élevé que dans le secteur informel et passe graduellement de 3,1% en 2008 à 3,4% en 2011, alors qu'il varie de 1,8% à 1,5% dans la même période. La part relative des revenus du travail dans le secteur informel reste néanmoins constante grâce à l'augmentation du taux de salaire dans ce secteur (croissance annuelle de 1,2-1,6%), étant donné la raréfaction progressive du facteur travail dans ledit secteur. Cette augmentation du taux de salaire, combinée à la croissance de l'emploi dans le secteur informel,

explique aussi le taux de croissance de 3% de la masse totale du revenu du travail dans ce secteur.

Alors que le taux de salaire est une variable d'ajustement dans le secteur informel et peut donc y augmenter ou diminuer de manière endogène selon que la disponibilité relative du travail informel est réduite ou accrue, il est supposé fixe dans un horizon de court terme dans le secteur formel. Le taux de croissance de la masse salariale totale dans le secteur formel (3,1 à 3,4%) n'est par conséquent que le reflet du taux de croissance de l'emploi dans ce secteur.

Le taux de rémunération du capital est déterminé ici *a posteriori*, de manière résiduelle. Son évolution est fortement liée à la rareté relative du volume de capital. Dans le cas d'espèce où le taux de croissance du capital (6,3-6,1%) est plus élevé que ceux du travail formel et informel, le volume du capital devient de plus en plus abondant par rapport à celui des autres facteurs primaires de production. Cela entraîne par conséquent une réduction relative du taux de rémunération du capital (-2,4% à -1,7%) qui s'affaiblit au fur et à mesure que l'accroissement du volume de capital se tasse. La croissance du revenu total du capital s'avère cependant la plus forte et se renforce d'année en année (4,1% à 4,7%) comparativement à celle des autres revenus factoriels, étant donné le taux d'accumulation relativement important du volume de capital, combiné à un taux de rémunération qui demeure positif.

4.2. Situation et évolution de la pauvreté des enfants dans le scénario de référence

4.2.1. Pauvreté monétaire

Le taux officiel de pauvreté au Cameroun est resté constant au niveau national autour de 40% entre 2001 et 2007 (INS, 2008a).¹⁶ Cette stabilité du taux de pauvreté implique cependant une augmentation importante du nombre de pauvres, étant donné l'effet de la croissance démographique. En effet, sur une population estimée à près de 15,5 millions d'individus en 2001, 6,2 millions étaient considérés comme pauvres. En 2007, la population du pays est estimée à près de 17,9 millions d'âmes dont 7,1 millions de pauvres. Le nombre de personnes pauvres augmente donc à un rythme égal au taux de croissance démographique.

Il résulte de nos simulations que 50,2 % d'enfants étaient pauvres au Cameroun en 2007 ; soit environ un enfant sur deux. Le taux de pauvreté monétaire des enfants reste constant sur toute la période d'analyse dans le scénario de référence ; soit 50,16%, 50,04%, 50,06% et 50,11% respectivement en 2008, 2009, 2010 et 2011. Ce qui reste conforme à la stagnation du taux de pauvreté monétaire au niveau national, telle que observée empiriquement entre 2001 et 2007.

Sur le plan spatial (tableau 10), la pauvreté monétaire des enfants suit le même schème de prévalence à travers les 12 strates régionales du Cameroun que la pauvreté mesurée au niveau des ménages dans leur entièreté.¹⁷ En effet, les trois régions septentrionales du Cameroun (Adamaoua, Nord et Extrême-Nord) enregistrent les taux de pauvreté monétaire infantile les plus élevés alors que les moins élevés sont observés dans les deux principales villes du Cameroun que

¹⁶ Plus précisément 40,2% en 2001 et 39,9% en 2007.

¹⁷ Les 12 strates comprennent les 10 régions administratives du Cameroun (voir tableau 10). En plus de ces régions, les villes de Yaoundé et Douala respectivement situées dans les régions du Centre et du Littoral sont considérées comme des strates à part entière dans l'enquête auprès des ménages, compte tenu de leur importance, notamment en termes de population et de caractéristiques socio-économiques. Pour cela, dans les calculs et analyses effectués dans ce document (sauf indication précise) la région du Centre s'entend comme « région du Centre à l'exclusion de Yaoundé » et la région du Littoral comme « région du littoral à l'exclusion de Douala ».

sont Yaoundé et Douala. En 2007, 68,3% d'enfants étaient pauvres dans la région de l'Adamaoua, 74,8% dans le Nord et 75,2% dans l'Extrême-Nord. Ces trois régions considérées ensemble abritent par conséquent plus de 55% des enfants pauvres au Cameroun alors que quoiqu'important, leur poids dans la population infantile nationale est de 37,5%.

Deux autres régions ont des taux de pauvreté au-dessus de la moyenne nationale ; à savoir la région de l'Est (67,7%) et celle du Nord-Ouest (64,9%). Comme pour les régions septentrionales, leurs contributions relatives dans la pauvreté infantile nationale sont également supérieures à leurs poids respectifs dans la population totale des enfants.

En revanche, toutes les strates qui ont des taux de pauvreté infantile inférieurs à la moyenne nationale ont aussi des contributions relatives inférieures à leurs poids respectifs dans la population infantile nationale. On peut particulièrement souligner le cas de Yaoundé et Douala : alors que les enfants vivant à Yaoundé représentent 8,2% de la population nationale des enfants, les enfants monétairement pauvres de cette ville ne représentent que 0,9% du nombre total d'enfants pauvres selon le critère monétaire, grâce à un taux de pauvreté relativement très faible (5,4%). De même, avec un poids de 7,6% dans la population infantile nationale, la ville de Douala ne contribue que pour 1% dans la pauvreté monétaire nationale des enfants, étant donné que seulement 6,3% des enfants vivant dans cette ville sont monétairement pauvres.

D'une manière générale sur le plan de la distribution géographique de la pauvreté monétaire, le taux de pauvreté des enfants s'accroît au fur et à mesure que l'on passe de la côte atlantique du Cameroun vers l'intérieur du pays, et du sud vers les régions septentrionales.¹⁸

Par ailleurs, il importe de noter que la pauvreté infantile est davantage un phénomène rural en termes de prévalence et de contribution nationale. En effet, 66,3% des enfants vivant en milieu rural sont pauvres selon le critère monétaire, alors que ce taux est de 13,9% en zone urbaine. En tenant compte des poids respectifs de ces deux milieux dans la population nationale des enfants, il apparaît que 91,5% des enfants pauvres sont ruraux contre 8,5% qui sont urbains.¹⁹

La prévalence de la pauvreté monétaire infantile est plus forte dans les ménages dirigés par un homme (52,2% en 2007) que dans ceux dirigés par une femme (42,4% en 2007). Il apparaît aussi clairement que, plus le nombre d'enfants dans un ménage est grand, plus élevé est le taux de pauvreté monétaire des enfants dans ce ménage. En effet, le taux de pauvreté infantile passe graduellement de 27,6% dans les ménages ayant un enfant à 74,4% dans ceux où vivent 7 enfants ou plus. Aussi, près des deux tiers des enfants pauvres (65,8%) vivent-ils dans les ménages ayant quatre enfants ou plus alors que le poids de ces ménages dans la population totale des enfants est de 52,7%.

¹⁸ Comme pour le cas du taux de pauvreté général, pour l'ensemble de la population camerounaise.

¹⁹ La distinction entre milieu urbain et milieu rural utilisée dans les Enquêtes camerounaises auprès des ménages (ECAM) et dans les analyses de pauvreté qui s'y réfèrent est différente de celle considérée dans le Recensement général de la population camerounaise. Au sens des enquêtes ECAM, le milieu urbain comprend essentiellement les villes d'au moins 50 000 habitants; le reste des localités étant considérées comme rurales. Selon cette logique le taux d'urbanisation du Cameroun était de 36,24% en 2007 pour l'ensemble de la population et de 30,7% pour la population des enfants de 0 à 14 ans. Par contre le Recensement général de la population considère comme ville, toute localité de plus de 5000 habitants et tout chef-lieu d'unité administrative. Selon cette acception, le taux d'urbanisation du Cameroun est passé au-dessus des 50% depuis 2002 (INS, 2008b).

Tableau 10 : Situation de la pauvreté monétaire des enfants (incidence de la pauvreté) en 2007 selon les strates, le sexe du chef de ménage, le nombre d'enfants dans le ménage et le milieu de résidence

		Poids en % dans la population des enfants	Taux de pauvreté FGT0 (%)	Contribution absolue (%)	Contribution relative (%)
Strates régionales	Douala	7,6	6,3	0,5	1,0
	Yaoundé	8,2	5,4	0,4	0,9
	Adamaoua	5,7	68,3	3,9	7,7
	Centre	6,8	45,8	3,1	6,2
	Est	5,0	67,7	3,4	6,7
	Extrême-Nord	20,8	75,2	15,7	31,2
	Littoral	2,9	31,1	0,9	1,8
	Nord	11,0	74,8	8,2	16,4
	Nord-Ouest	10,3	64,9	6,7	13,3
	Ouest	11,4	28,9	3,3	6,6
	Sud	3,5	35,4	1,2	2,5
	Sud-Ouest	6,8	42,2	2,9	5,7
Ménages dirigés par une femme		20,6	42,4	8,7	17,4
Ménages dirigés par un homme		79,4	52,2	41,5	82,6
Nombre d'enfants dans le ménage	1	9,4	27,6	2,6	5,2
	2	16,7	34,8	5,8	11,6
	3	21,2	41,2	8,8	17,4
	4	19,9	51,8	10,3	20,6
	5	13,2	64,6	8,5	17,0
	6	7,3	69,5	5,1	10,1
	7 ou plus	12,3	74,4	9,1	18,1
Milieu rural		69,3	66,3	45,9	91,5
Milieu urbain		30,7	13,9	4,3	8,5
Cameroun		100,0	50,2	50,2	100,0

Source : Calculs des auteurs sur la base des estimations à partir de ECAM 3.

4.2.2. Pauvreté calorique

Il ressort de nos estimations que 35,8% d'enfants étaient en situation de pauvreté calorique en 2007 ; ce qui représente une prévalence manifestement faible par rapport à la pauvreté monétaire. Si l'évolution de l'économie avait continué selon son scénario de référence, sans survenue de la crise, ce taux aurait été de 35,9% en 2008, 35,7% en 2009 et 2010 et 35,3% en 2011.

Sur le plan de la répartition spatiale en 2007 (tableau 11), la corrélation entre les pauvretés calorique et monétaire est juste moyenne, avec un coefficient de corrélation $R=0,5$. Cela se traduit par des régions dont le taux de pauvreté calorique se situe au-dessus de la moyenne nationale alors que c'est le contraire pour la pauvreté monétaire. C'est le cas des régions de l'Adamaoua, de l'Est et du Nord-Ouest. Cette dernière présente d'ailleurs le taux de pauvreté calorique le plus bas (11,54%) alors qu'elle fait partie des cinq régions où la pauvreté monétaire des enfants est la plus répandue (avec un taux de pauvreté monétaire de 64,5%). Inversement, la région du Sud présente un taux de pauvreté calorique supérieur à la moyenne, contrairement au taux de pauvreté monétaire. On note aussi le gap très profond entre les niveaux des deux types de pauvreté dans plusieurs régions, notamment dans les villes de Yaoundé et Douala, où le taux de pauvreté calorique des enfants s'élève à 18,86% et 24,57%, respectivement, alors que leurs taux de pauvreté monétaire respectifs sont seulement de 5,4% et 6,3%. Les deux régions les plus au nord du Cameroun (le Nord et l'Extrême-Nord) sont de loin

les régions où les enfants sont le plus pauvres en termes caloriques. Pratiquement, 3 sur 5 enfants en situation de pauvreté calorique au Cameroun vivent dans l'une de ces deux régions.

On remarque qu'en milieu rural, le nombre d'enfants pauvres en termes caloriques est moins élevé que celui des enfants pauvres en termes monétaires. L'effectif du premier groupe est égal à 62% du second. Par contre, en milieu urbain, il y a plus d'enfants en situation de pauvreté calorique que de pauvreté monétaire : le nombre d'enfants pauvres selon le critère monétaire est égal à 60% de celui des enfants vivant dans la pauvreté calorique en ville. En outre, si on croise les enfants pauvres dans les deux dimensions on trouve que parmi les enfants ruraux qui sont pauvres en termes monétaires 55% vivent aussi au-dessous de la ligne de pauvreté calorique (67% en milieu urbain), tandis que parmi les enfants qui souffrent de la faim 14% sont aussi pauvres en termes monétaires (16% en milieu rural).

Tableau 11 : Situation de la pauvreté calorique des enfants (incidence de la pauvreté) en 2007 selon la strate et le milieu de résidence

		Poids en % dans la population des enfants	Taux de pauvreté FGT0 (%)	Contribution absolue (%)	Contribution relative (%)
Strates régionales	Douala	7,6	24,57	1,87	5,24
	Yaoundé	8,2	18,86	1,54	4,31
	Adamaoua	5,7	32,27	1,87	5,22
	Centre	6,8	20,47	1,40	3,91
	Est	5,0	26,25	1,31	3,66
	Extrême-Nord	20,8	61,69	12,84	35,93
	Littoral	2,9	29,37	0,86	2,39
	Nord	11,0	67,66	7,43	20,77
	Nord-Ouest	10,3	11,54	1,19	3,32
	Ouest	11,4	15,91	1,81	5,06
	Sud	3,5	43,98	1,52	4,25
	Sud-Ouest	6,8	31,30	2,12	5,94
Milieu rural		69,3	41,29	28,61	80,03
Milieu urbain		30,7	23,26	7,14	19,97
Cameroun		100,0	35,75	35,75	100,00

Source : Calculs des auteurs sur la base estimations à partir de ECAM 3.

4.2.3. Scolarisation des enfants et/ou participation des enfants au travail

Le taux de scolarisation moyen des enfants en 2007 était de 82% pour la tranche d'âge de 6 à 10 ans et 85% pour la tranche de 11 à 14 ans (tableau 12). Ces chiffres ne varient pas sensiblement pendant toute la période d'étude dans le scénario sans crise. Ils mettent en évidence l'ampleur de la sous-scolarisation et même des cas de non scolarisation à travers le pays, quand on sait que les textes officiels en matière d'éducation scolaire disposent que tous les enfants à partir de 6 ans doivent être scolarisés.

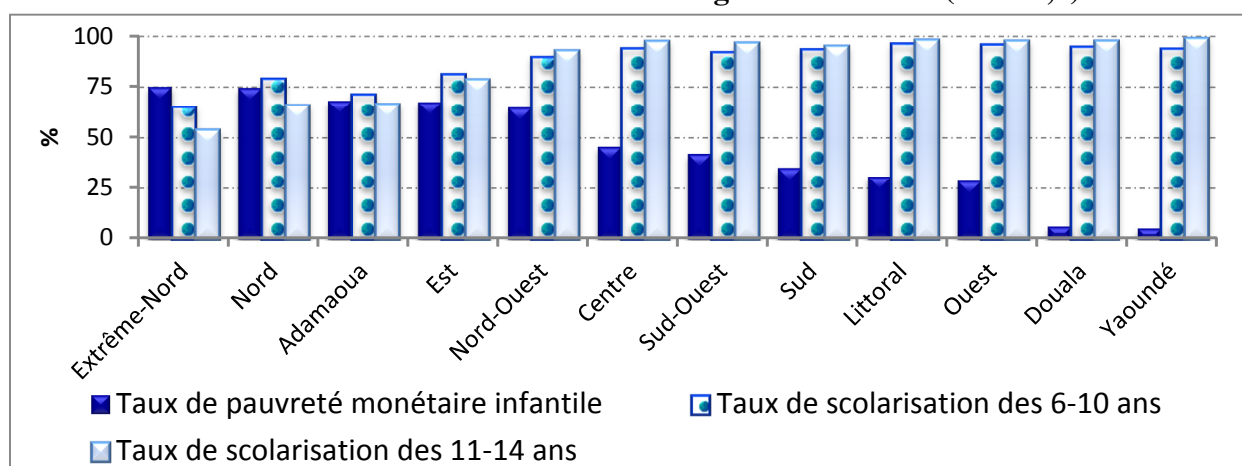
Il y a une relation inverse forte entre la participation des enfants à l'école et le taux de pauvreté monétaire des enfants à travers l'étendue du territoire national, avec un coefficient de corrélation négatif dont la valeur absolue est significativement élevée pour toutes les deux tranches d'âge considérées. Cela implique qu'en général les localités qui disposent des taux de scolarisation les plus bas sont aussi celles où les taux de pauvreté monétaire sont le plus élevés, et inversement lorsque les taux de scolarisation sont les plus élevés. A titre d'illustration (graphique 6), l'analyse spatiale au niveau des régions montre pour les deux tranches d'âge que les cinq premières strates régionales à prévalence élevée de pauvreté monétaire infantile sont également celles où on enregistre les taux de scolarisation les plus faibles. Il s'agit notamment des trois régions septentrionales, de l'Est et du Nord-Ouest. On peut aussi relever que la proportion d'enfants scolarisés est plus faible en zone rurale (76% pour les 6 à 10 ans et 81%

pour les 11 à 14 ans) qu'en zone urbaine (95% pour les 6 à 10 ans et 93% pour les 11 à 14 ans) ; alors qu'on sait que c'est dans la première qu'il y a une plus grande prévalence de la pauvreté. Toutefois, cette claire évidence ne dénote pas nécessairement une insuffisance exclusivement de la part de la demande, mais aussi de l'offre d'éducation.

Le taux de participation des enfants au travail est stable sur toute la période d'analyse et s'élève à 31% dans la tranche des 6 à 10 ans et 32% dans celle des 11 à 14 ans. Le travail des enfants au Cameroun est majoritairement un phénomène rural. Dans la tranche des 6-10 ans, 41% des enfants vivant en campagne participent au travail, contre 10% en milieu rural. Dans la tranche des 11-14 ans, 40% des enfants ruraux participent au travail, contre 11% d'enfants urbains. En effet, en milieu rural il y a une grande proportion d'enfants qui travaillent en même temps qu'ils sont inscrits dans un établissement scolaire et une proportion considérable d'enfants qui se consacrent exclusivement au travail.

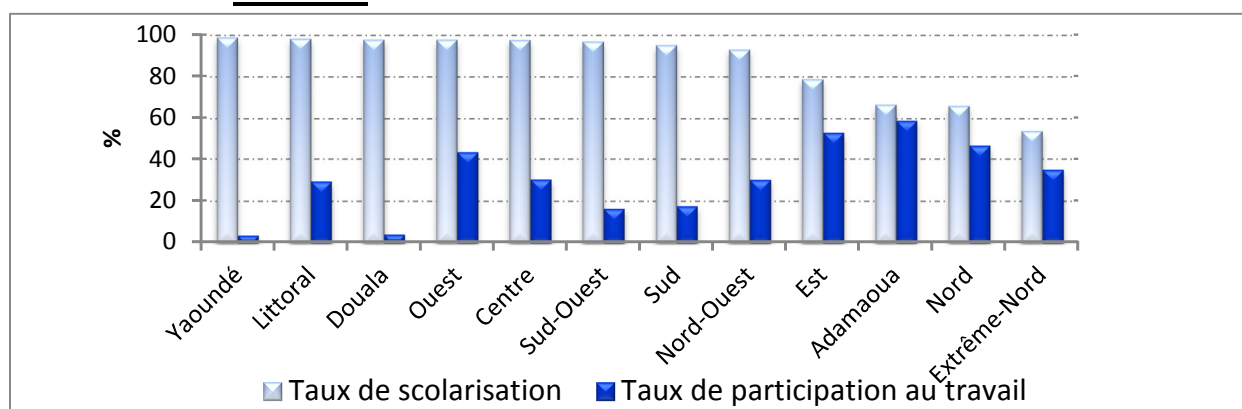
Les régions dont le taux de participation des enfants au travail est supérieur à la moyenne sont, sauf cas exceptionnel, celles dont le taux de scolarisation est inférieur à la moyenne. Il s'agit notamment de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est (graphiques 7 et 8).

Graphique 6 : Relation inverse entre taux de pauvreté monétaire des enfants et taux de scolarisation à travers les strates régionales en 2007 ($R = -0,8$)



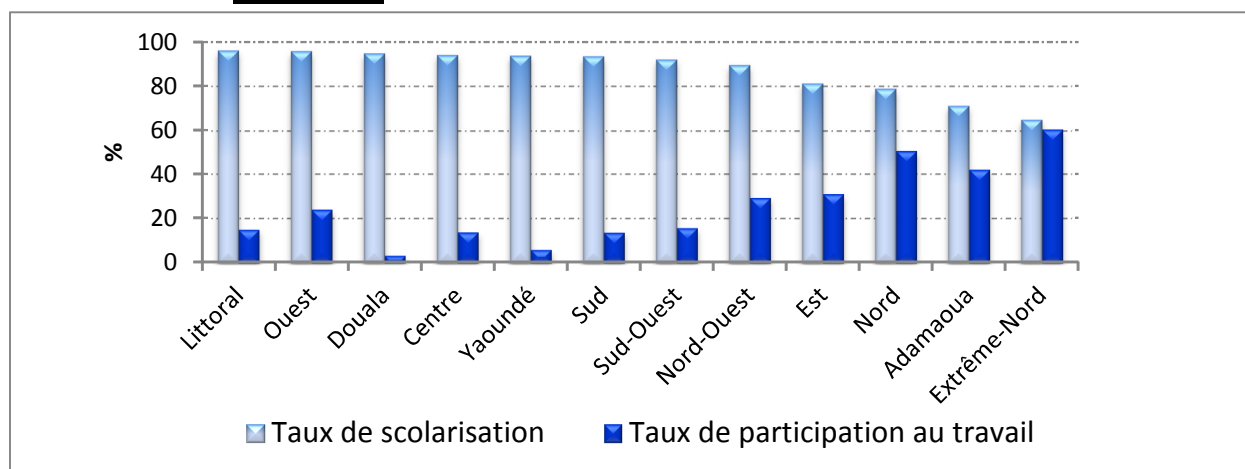
Source : Construction des auteurs à partir des résultats de l'enquête ECAM 3.

Graphique 7 : Contraste entre taux de scolarisation (moyenne = 81,9%) et taux de participation des enfants au travail (moyenne = 31,8%) en 2007. Enfants de 6 à 10 ans.



Source : Construction des auteurs à partir des estimations de l'enquête ECAM 3.

Graphique 8 : Contraste entre taux de scolarisation (moyenne = 84,9%) et taux de participation des enfants au travail (moyenne = 30,8%) en 2007. Enfants de 11 à 14 ans.



Source : Construction des auteurs à partir des estimations de l'enquête ECAM 3.

Tableau 12 : Taux de scolarisation et de participation des enfants au travail en 2007 par tranche d'âge, par région et par milieu de vie (%)

Tranche d'âge de l'enfant / Région ou milieu de vie		Poids dans la population (%)	Activité de l'enfant					
			Va à l'école et ne travaille pas	Va à l'école et travaille	Ne va pas à l'école et travaille	Ne va pas à l'école et ne travaille pas	Va à l'école	Travaille
De 6 à 10 ans	Douala	7,4	93,6	4,3	0,0	2,1	97,9	4,3
	Yaoundé	8,0	95,5	3,6	0,3	0,7	99,1	3,8
	Adamaoua	5,5	31,6	35,1	23,8	9,5	66,7	58,9
	Centre	6,6	68,3	29,4	1,0	1,3	97,7	30,4
	Est	4,4	36,7	42,2	11,0	10,1	78,9	53,2
	Extrême-Nord	21,4	36,7	17,3	17,7	28,3	54,0	35,0
	Littoral	3,0	69,6	28,8	0,7	0,9	98,4	29,5
	Nord	11,1	33,5	32,6	13,8	20,1	66,1	46,4
	Nord-Ouest	10,9	65,8	27,4	2,8	4,0	93,2	30,2
	Ouest	11,5	54,7	43,2	0,2	1,9	97,9	43,4
	Sud	3,8	79,8	15,6	2,1	2,6	95,4	17,7
	Sud-Ouest	6,4	80,9	16,0	0,4	2,7	96,9	16,4
	Milieu rural	70,4	45,8	30,5	10,5	13,2	76,3	41,0
	Milieu urbain	29,6	86,1	8,9	0,8	4,1	95,0	9,7
Cameroun		100,0	57,7	24,1	7,6	10,5	81,9	31,8
De 11 à 14 ans	Douala	7,2	93,5	1,4	2,1	3,0	94,9	3,5
	Yaoundé	6,9	89,7	4,3	1,8	4,3	94,0	6,1
	Adamaoua	5,8	49,3	22,1	20,0	8,6	71,4	42,1
	Centre	7,3	82,8	11,3	2,6	3,2	94,1	13,9
	Est	5,0	64,0	17,4	13,8	4,8	81,4	31,2
	Extrême-Nord	19,1	29,2	35,9	24,9	10,0	65,1	60,8
	Littoral	3,3	81,4	15,0	0,2	3,5	96,4	15,2
	Nord	9,3	43,8	35,3	15,8	5,1	79,1	51,1
	Nord-Ouest	11,4	66,8	23,0	6,5	3,8	89,8	29,5
	Ouest	12,8	73,8	22,2	2,0	2,0	96,0	24,2
	Sud	3,8	82,0	11,6	2,2	4,2	93,6	13,8
	Sud-Ouest	8,0	80,7	11,5	4,4	3,4	92,2	15,9
	Milieu rural	68,5	54,6	26,7	13,2	5,5	81,3	39,9
	Milieu urbain	31,5	84,7	8,0	3,0	4,3	92,7	11,0
Cameroun		100,0	64,1	20,8	10,0	5,1	84,9	30,8

Source : Calculs des auteurs sur la base des estimations de l'enquête ECAM 3.

4.2.4. Accès aux soins de santé

En 2007, 54,7% des enfants malades avaient sollicité des soins de santé dans des structures sanitaires (tableau 13). Ce taux est relativement faible. Cette faiblesse peut s'expliquer non seulement par des facteurs inhibant la demande, mais aussi par une insuffisance de l'offre en matière de santé à travers le territoire national. En outre, même lorsque des structures de santé sont à la portée des ménages, les parents tablent parfois sur leur appréciation personnelle de la gravité de la maladie de leur progéniture pour prendre une décision de consulter ou non une structure sanitaire. Le taux de consultation des enfants est plus élevé en milieu rural (56,2%) qu'en ville (51,6%). Il apparaît que les quatre régions où ce taux est supérieur à la moyenne nationale sont celles dont les taux de pauvreté monétaire des enfants sont les plus élevés ; notamment l'Adamaoua (88,9%), le Nord (58,2%), l'Extrême-Nord (58,1%) et l'Est (54,8%). Par ailleurs, comme analysé ci-dessous, on observe de grandes différentiations par région et milieu, entre les types de structures sanitaires consultées.

A partir des informations disponibles de l'enquête ECAM 3, nous avons classé les structures sanitaires sollicitées pour la consultation en quatre principales catégories, par ordre décroissant de la qualité des soins qu'on peut y administrer. Dans la première catégorie on a les hôpitaux de première classe et les hôpitaux provinciaux. La deuxième comprend les hôpitaux de district, les centres médicaux d'arrondissement, les centres de santé intégrés et les visites de médecins ou du personnel de santé à domicile. Dans la troisième, on distingue les consultations en pharmacie, les cliniques et cabinets médicaux, les infirmeries scolaires, les structures de consultation sur le lieu du travail et les GIC/ONG de santé. La dernière catégorie comprend les tradipraticiens, les vendeurs informels de médicaments modernes, etc.

Tableau 13 : Taux de consultation des enfants et proportion d'enfants consultés dans chaque type de structure en 2007

Années	Taux global de consultation des enfants	Pourcentage du nombre d'enfants consultés dans chaque type de structure de consultation				
		1	2	3	4	Total
Douala	50,2	8,0	62,9	8,0	21,0	100,0
Yaoundé	47,0	22,8	53,1	16,2	7,9	100,0
Adamaoua	88,9	2,2	23,7	1,2	72,9	100,0
Centre	37,1	2,2	84,7	0,3	12,9	100,0
Est	54,8	10,5	65,1	3,6	20,8	100,0
Extrême-Nord	58,1	1,3	72,4	0,6	25,8	100,0
Littoral	46,7	3,9	60,6	12,3	23,1	100,0
Nord	58,2	3,8	56,2	1,0	39,0	100,0
Nord-Ouest	47,0	4,4	74,1	1,8	19,8	100,0
Ouest	53,5	1,9	52,0	5,4	40,8	100,0
Sud	42,5	4,7	71,7	5,0	18,6	100,0
Sud-Ouest	50,4	6,6	78,8	2,2	12,4	100,0
Milieu rural	56,2	0,9	59,5	1,6	37,9	100,0
Milieu urbain	51,6	13,6	57,7	8,5	20,2	100,0
Cameroun	54,7	4,9	59,0	3,8	32,4	100,0

N.B. : 1 = Hôpital de première classe; Hôpital provincial ;

2 = Hôpital de district; Centre médical d'Arrondissement; Centre de santé intégré/Centre de santé; Visite du médecin ou du personnel de santé à domicile ;

3 = Pharmacie; Clinique/Cabinet médical; Infirmerie de l'école ; Sur le lieu de travail; GIC/ONG Santé ;

4 = Chez le tradipraticien; Chez le vendeur informel de médicaments modernes; Autres.

Source : Calculs des auteurs à partir des estimations de l'enquête ECAM 3.

Les résultats de cette enquête révèlent que les deuxième et quatrième catégories sont en fait les deux principales options utilisées pour les soins des enfants : au niveau national, 59% des

enfants emmenés en consultation sont reçus dans les structures de la deuxième catégorie et 32,4% dans la quatrième, les deux autres mises ensemble recevant à peine 9%.

Le recours aux tradipraticiens ou aux vendeurs informels de médicaments modernes est le plus pratiqué dans les trois régions septentrionales et dans celle de l'Ouest. Dans l'Adamaoua, pratiquement trois enfants sur quatre conduits en consultation sont reçus dans ce genre de structures. En outre, en milieu rural, presque 40% des enfants malades qui ont consulté une structure sanitaire ont eu recours aux tradipraticiens ou vendeurs informels, alors qu'en milieu urbain cette catégorie de structures est utilisée par un cinquième d'enfants malades. On note aussi qu'en milieu urbain la requête des services sanitaires qualitativement meilleurs y est plus élevée. Mais en ce qui concerne particulièrement les enfants urbains vivant dans les ménages qui n'ont pas assez d'argent pour ces types de structures, il y a une nette préférence pour l'automédication (identifiée partiellement ici par le recours à la catégorie 3). Cette préférence pour la catégorie 3 lorsqu'on n'a pas de moyens pour accéder à la première, peut s'expliquer dans une large mesure par le fait que les structures de catégorie 2 ou 4 sont relativement moins développées en ville qu'en milieu rural.

La situation de l'accès aux soins de santé décrite ci-dessus n'a pas connu de changement notable tout au long de la période d'analyse, dans le scénario sans crise.

5. RESULTATS DE LA SIMULATION DU SCENARIO DE CRISE

5.1. Incidences macroéconomiques de la crise

La crise a entraîné une réduction du taux de croissance du PIB réel par rapport au scénario de référence. Cette réduction est de 0,4 point de pourcentage en 2008, 1,3 en 2009, 0,9 en 2010 et 0,8 en 2011. L'impact de la crise affecte négativement l'économie sur toute la période d'analyse ; mais c'est en 2009 que le recul le plus important par rapport au scénario sans crise s'observe, si l'on prend la croissance du PIB réel comme indicateur de performance, mais aussi l'évolution de plusieurs autres indicateurs macroéconomiques à l'instar du revenu des agents économiques, du solde budgétaire et du volume des exportations (tableau 14). Une forte détérioration du solde budgétaire et du volume des investissements apparaît cependant dès 2008.

Parmi les sources de revenu du gouvernement, c'est la redevance pétrolière qui subit la plus grande diminution (-17% environ en 2008 et 2009), conséquence de l'effondrement drastique des cours internationaux du pétrole débuté en mi-2008. La baisse des recettes douanières par rapport au scénario sans crise est aussi remarquable (-8% en 2008 et -11% en 2009) et s'explique dans une large mesure par la chute généralisée des prix mondiaux des importations. On note enfin une réduction des impôts prélevés sur le revenu des entreprises et des ménages, due à la baisse des revenus de ces agents (tableau 15).

Tous les revenus des facteurs de production détenus par les ménages s'amenuisent sous l'effet de la crise (tableau 16). La baisse des revenus du travail des ménages est plus forte dans le secteur informel que dans le secteur formel. Pourtant la crise entraîne une augmentation de l'emploi dans le premier au détriment du second. Mais l'effet de la diminution des taux de salaire dans l'informel surpasse de loin celui de l'accroissement du volume de main d'œuvre dans ce secteur. La baisse de la masse salariale globale dans le secteur formel est essentiellement due aux pertes d'emploi dans ledit secteur, les taux de salaire y étant fixes par hypothèse de rigidité à la baisse à court terme. Quant au revenu du capital des ménages, sa diminution par rapport au scénario sans crise provient non seulement de la contraction du taux d'accumulation du capital, mais aussi de la réduction du taux de rémunération de ce facteur.

Au plus fort de la crise, en 2009, les revenus du travail dans l’informel se dégradent plus chez les travailleurs urbains qualifiés (–7,93%) que chez les urbains non qualifiés (–6,73%) et les ruraux (–5,73%). Il apparaît dans le tableau 17 que la même année, la perte de revenus du travail dans le secteur formel est plus forte chez les travailleurs urbains non qualifiés (–4,44%) que chez les urbains qualifiés (–2,65%) et les ruraux (–2,35%).

Tableau 14 : Impact de la crise sur les agrégats macroéconomiques

		2008	2009	2010	2011
		<i>Taux de croissance annuel</i>			
PIB réel	Scénario sans crise	4,2	4,2	4,3	4,4
	Crise	3,8	2,9	3,4	3,6
	Variation	–0,4	–1,3	–0,9	–0,8
Solde budgétaire	Scénario sans crise	8,3	9,1	9,8	10,5
	Crise	–16,4	–18,7	9,3	9,7
	Variation	–24,7	–27,8	–0,5	–0,8
Revenu du gouvernement	Scénario sans crise	3,8	4,0	4,2	4,5
	Crise	–1,5	–1,1	3,4	3,4
	Variation	–5,3	–5,1	–0,8	–1,1
Revenu des entreprises	Scénario sans crise	3,5	3,7	3,8	4,0
	Crise	0,0	–1,8	3,5	3,1
	Variation	–3,5	–5,5	–0,3	–0,9
Revenu/Consommation des ménages	Scénario sans crise	2,8	2,9	3,0	3,1
	Crise	1,3	–1,7	1,7	2,7
	Variation	–1,5	–4,6	–1,3	–0,4
Investissement	Scénario sans crise	7,3	7,6	7,9	8,2
	Crise	1,7	3,3	5,5	5,7
	Variation	–5,6	–4,3	–2,4	–2,5
Volumes d’exportation	Scénario sans crise	5,4	5,0	4,6	4,7
	Crise	4,2	0,1	3,4	3,1
	Variation	–1,2	–4,9	–1,2	–1,6
		<i>En pourcentage du PIB</i>			
Investissement	Scénario sans crise				
	Crise	15,3	15,8	16,4	17,0
	Variation	14,7	15,2	15,5	15,9
Exportations	Scénario sans crise	–0,6	–0,6	–0,9	–1,1
	Crise	24,1	24,1	24,2	24,4
	Variation	22,4	21,3	22,0	22,1
Importations	Scénario sans crise	–1,7	–2,8	–2,2	–2,3
	Crise	23,0	23,1	23,2	23,3
	Variation	21,8	21,8	22,0	22,2
	Scénario sans crise	–1,2	–1,3	–1,2	–1,1

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Tableau 15 : Impact de la crise sur les postes de revenu du gouvernement

		2008	2009	2010	2011
		<i>Taux de croissance annuel</i>			
Redevance pétrolière	Scénario sans crise	4,0	4,1	4,3	4,5
	Crise	–13,2	–12,7	8,0	5,1
	Variation	–17,2	–16,8	3,7	0,6
Droits de douane	Scénario sans crise	3,3	3,4	3,5	3,7
	Crise	–4,6	–7,2	1,0	2,1
	Variation	–7,9	–10,6	–2,5	–1,6
Impôt sur le revenu des entreprises	Scénario sans crise	3,5	3,7	3,8	4,0
	Crise	0,0	–1,8	3,5	3,1
	Variation	–3,5	–5,5	–0,3	–0,9
Impôt sur le revenu des ménages	Scénario sans crise	2,8	2,9	3,0	3,1
	Crise	1,3	–1,7	1,7	2,7
	Variation	–1,5	–4,6	–1,3	–0,4

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Tableau 16 : Impact de la crise sur les revenus factoriels des ménages

			2008	2009	2010	2011
a. Facteurs de production	Travail dans le secteur formel	Scénario sans crise	3,1	3,2	3,3	3,4
		Crise	2,7	0,1	2,2	2,4
		Variation	-0,4	-3,1	-1,1	-1,0
	Travail dans le secteur informel	Scénario sans crise	1,8	1,7	1,6	1,5
		Crise	2,1	4,3	2,6	2,4
		Variation	0,3	2,6	1,0	0,9
	Capital des ménages	Scénario sans crise	6,3	6,2	6,2	6,1
		Crise	6,3	5,1	4,3	4,2
		Variation	0,0	-1,1	-1,9	-1,9
b. Taux de rémunération des facteurs	Taux de salaire dans le secteur formel	Scénario sans crise	0,0	0,0	0,0	0,0
		Crise	0,0	0,0	0,0	0,0
		Variation	0,0	0,0	0,0	0,0
	Taux de salaire dans le secteur informel	Scénario sans crise	1,2	1,3	1,4	1,6
		Crise	-1,1	-7,3	-0,7	0,4
		Variation	-2,3	-8,6	-2,1	-1,2
	Taux de rémunération du capital	Scénario sans crise	-2,4	-2,1	-1,9	-1,7
		Crise	-6,0	-7,0	-0,9	-0,9
		Variation	-3,6	-4,9	1,0	0,8
Revenu des facteurs (a×b)	Revenu du travail formel	Scénario sans crise	3,1	3,2	3,3	3,4
		Crise	2,7	0,1	2,2	2,4
		Variation	-0,4	-3,1	-1,1	-1,0
	Revenu du travail informel	Scénario sans crise	3,0	3,0	3,0	3,1
		Crise	1,0	-3,6	1,7	2,7
		Variation	-2,0	-6,6	-1,3	-0,4
	Revenu du capital des ménages	Scénario sans crise	4,1	4,3	4,5	4,7
		Crise	0,7	-1,9	3,4	3,6
		Variation	-3,4	-6,2	-1,1	-1,1

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Tableau 17 : Impact de la crise sur le revenu du travail selon la qualification, le milieu et le secteur. Variations en points de pourcentage par rapport au scénario sans crise

			2008	2009	2010	2011
a. Facteur Travail	Secteur formel	Rural	-1,61	-2,35	-0,18	0,24
		Urbain qualifié	-0,29	-2,65	-1,17	-1,07
		Urbain non qualifié	-0,55	-4,44	-1,04	-1,00
	Secteur informel	Rural	0,05	0,07	0,01	-0,01
		Urbain qualifié	0,49	4,52	1,95	1,81
		Urbain non qualifié	0,75	6,12	1,45	1,46
b. Taux de salaire	Secteur formel	Rural	0,00	0,00	0,00	0,00
		Urbain qualifié	0,00	0,00	0,00	0,00
		Urbain non qualifié	0,00	0,00	0,00	0,00
	Secteur informel	Rural	-2,59	-5,71	-0,74	0,42
		Urbain qualifié	-2,03	-11,76	-4,02	-3,15
		Urbain non qualifié	-1,56	-12,03	-2,82	-2,50
Revenu du travail (a×b)	Secteur formel	Rural	-1,61	-2,35	-0,18	0,24
		Urbain qualifié	-0,29	-2,65	-1,17	-1,07
		Urbain non qualifié	-0,55	-4,44	-1,04	-1,00
	Secteur informel	Rural	-2,54	-5,64	-0,73	0,41
		Urbain qualifié	-1,54	-7,24	-2,07	-1,34
		Urbain non qualifié	-0,81	-5,91	-1,37	-1,04

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

5.2. Incidence de la crise sur la pauvreté des enfants

5.2.1. Incidence de la crise sur la pauvreté monétaire

La crise entraîne une aggravation de la pauvreté monétaire des enfants. Comparativement au scénario de référence, le taux de pauvreté monétaire des enfants augmente de 0,52 point de pourcentage en 2008, 2,02 points en 2009, 2,17 en 2010 et 2,09 en 2011 (tableau 18). Cela représente une augmentation de 1,05% du nombre d'enfants pauvres en 2008, de 4,04% en 2009, 4,34% en 2010 et 4,18% en 2011, par rapport à la situation sans crise.

Tableau 18 : Impact de la crise sur le taux de pauvreté monétaire des enfants (FGT0)

	2007	2008	2009	2010	2011
a. Scénario sans crise (%)	50,20	50,16	50,04	50,06	50,11
b. Crise (%)	50,20	50,68	52,06	52,23	52,20
c. Impact = b – a (points de %)	0,00	0,52	2,02	2,17	2,09

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

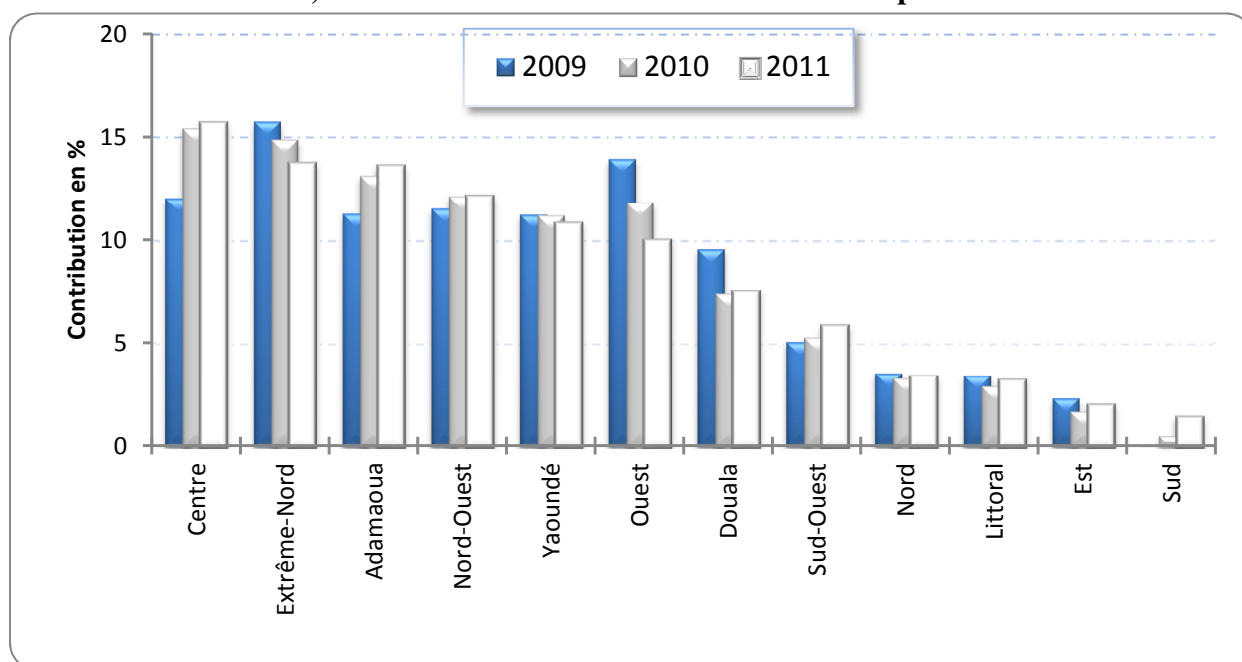
La majorité du nombre additionnel d'enfants pauvres engendré par la crise vivent en milieu rural (62% en 2008, 58% en 2009, 60% en 2010 et 61% en 2011). Toutefois, à l'intérieur du milieu urbain, le taux d'accroissement du nombre d'enfants pauvres est très élevé (4,67% en 2008, 20,36% en 2009, 20,82% en 2010 et 19,24% en 2011). En milieu rural, où l'effectif initial d'enfants pauvres est plus grand, ce taux est relativement bas (0,71% en 2008, 2,55% en 2009, 2,81% en 2010 et 2,78% en 2011).

Suite à la crise, la pauvreté s'aggrave dans toutes les « 12 » régions du pays ; mais pas de manière uniforme, ni en termes de contribution dans l'accroissement national du nombre d'enfants pauvres (graphique 9 ; tableaux 19 et a3), ni en termes de taux d'accroissement de la pauvreté à l'intérieur de chaque région (graphique 10 ; tableau a4). En effet, si l'on répartit par région le nombre additionnel (engendré par la crise) d'enfants en situation de pauvreté monétaire, il apparaît que les plus grandes contributions dans ce surcroît de pauvreté reviennent à 6 régions (Centre, Extrême-Nord, Adamaoua, Nord-Ouest, Yaoundé, Ouest), les contributions des autres étant en-deçà de la moyenne. On peut remarquer que les niveaux de contribution des régions dans le surcroît de pauvreté engendré par la crise ne sont pas fortement corrélés aux niveaux, avant-crise, de contribution de ces régions dans la pauvreté monétaire nationale²⁰ : par exemple, parmi les régions à forte contribution dans le surcroît de pauvreté généré par la crise, on a aussi bien des régions dont le niveau initial de contribution à la pauvreté nationale est au-dessus de la moyenne (Extrême-Nord, Nord-Ouest) que certaines des régions où ce niveau initial est bas par rapport à la moyenne (Centre, Adamaoua, Yaoundé, Ouest).

C'est dans les villes de Yaoundé et Douala que le taux d'accroissement de la pauvreté monétaire est le plus élevé (graphique 10 et tableau a4). A Yaoundé, la crise entraîne une augmentation de plus de 50% d'enfants en état de pauvreté monétaire en 2009-2011 par rapport à la situation où il n'y aurait pas eu de crise, alors que le taux de croissance moyen au niveau national se situe autour de 4%. A Douala, cette augmentation est de 45% en 2009 et d'environ 35% en 2010 et 2011. Quatre autres régions ont des taux d'accroissement du nombre d'enfants pauvres supérieurs à la moyenne nationale au cours de la période 2009-2011 : le Centre (8-11%), le Littoral (7-8%), l'Adamaoua (6-7%) et l'Ouest (6-9%).

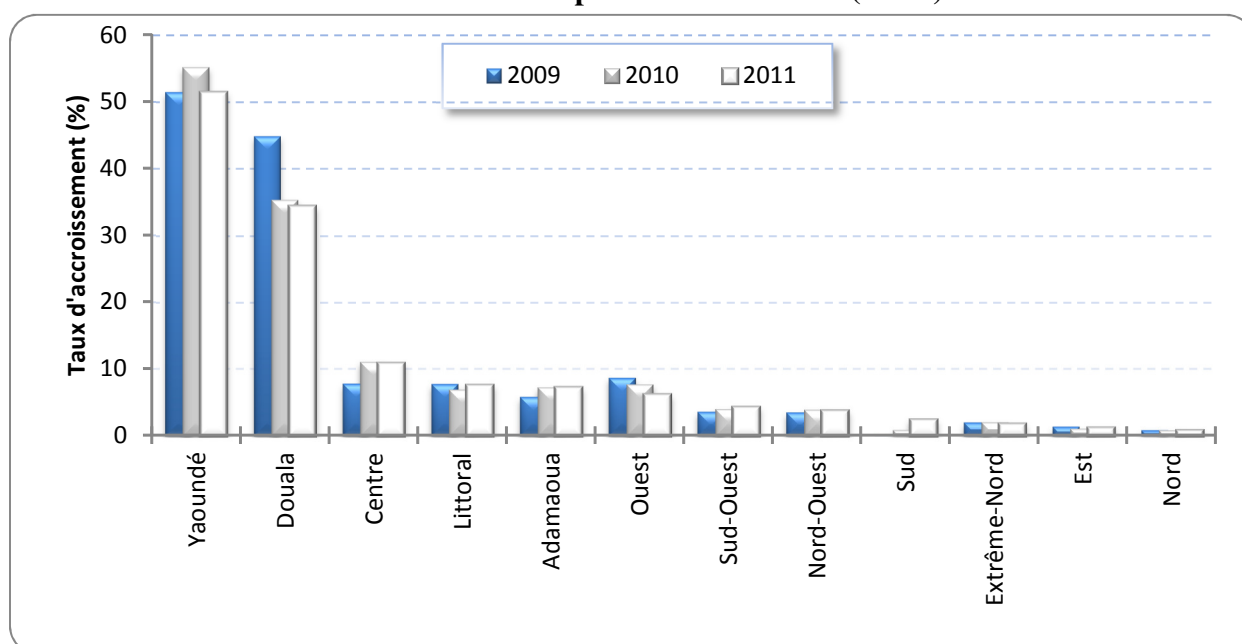
²⁰ Coefficient de corrélation égal à 0,40, 0,37 et 0,33 respectivement en 2009, 2010 et 2011.

Graphique 9 : Contribution de chaque région (en %), dans l'accroissement engendré par la crise, du nombre total d'enfants en situation de pauvreté monétaire



Source : Conception des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Graphique 10 : Variation due à la crise, à l'intérieur de chaque région, du nombre d'enfants en situation de pauvreté monétaire (en %)



NB : Les variations (taux d'accroissement) sont exprimées par rapport au scénario sans crise.

Source : Conception des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Tableau 19 : Impact de la crise sur la contribution absolue dans la pauvreté monétaire des enfants (FGT0), par milieu et par strate régionale

Région/Milieu	Contribution absolue (points de pourcentage) dans la situation de référence (2007)	Variation de la Contribution absolue par rapport à la situation de référence (en points de pourcentage)			
		2008	2009	2010	2011
Douala	0,5	0,05	0,19	0,16	0,16
Yaoundé	0,4	0,03	0,23	0,24	0,23
Adamaoua	3,9	0,03	0,23	0,29	0,29
Centre	3,1	0,03	0,24	0,34	0,33
Est	3,4	0,02	0,05	0,04	0,04
Extrême-Nord	15,7	0,14	0,32	0,32	0,29
Littoral	0,9	0,03	0,07	0,06	0,07
Nord	8,2	0,04	0,07	0,07	0,07
Nord-Ouest	6,7	0,06	0,23	0,26	0,26
Ouest	3,3	0,07	0,28	0,26	0,21
Sud	1,2	0,02	0,00	0,01	0,03
Sud-Ouest	2,9	0,01	0,10	0,12	0,12
Rural	45,9	0,32	1,17	1,29	1,28
Urban	4,3	0,20	0,85	0,88	0,81
National	50,2	0,52	2,02	2,17	2,09

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

5.2.2. Incidence de la crise sur la pauvreté calorique

L'impact de la crise sur la pauvreté calorique est mitigé, mais globalement défavorable de 2009 à 2011. Mais en 2008, la crise induit plutôt une réduction de la pauvreté calorique, suite à une baisse des prix des principaux aliments sans une réduction significative des revenus par rapport au scénario sans crise : au niveau national, le taux de pauvreté calorique des enfants baisse de 0,47 point de pourcentage en 2008 par rapport au scénario sans crise (tableau 20), soit 1,32% d'enfants pauvres en moins, selon la dimension calorique. Cette légère baisse profite, à différents degrés, à toutes les régions, sauf au Centre où le niveau de pauvreté calorique reste quasiment constant (tableaux a5 et a6).

En 2009, 2010 et 2011, la crise engendre une augmentation du taux de pauvreté calorique des enfants, respectivement de 0,20, 0,38 et 0,56 point de pourcentage par rapport au scénario de référence. Ce qui représente respectivement un accroissement de 0,56%, 1,08% et 1,60% du nombre d'enfants pauvres au niveau national.

Tableau 20 : Impact de la crise sur le taux de pauvreté calorique des enfants (FGT0)

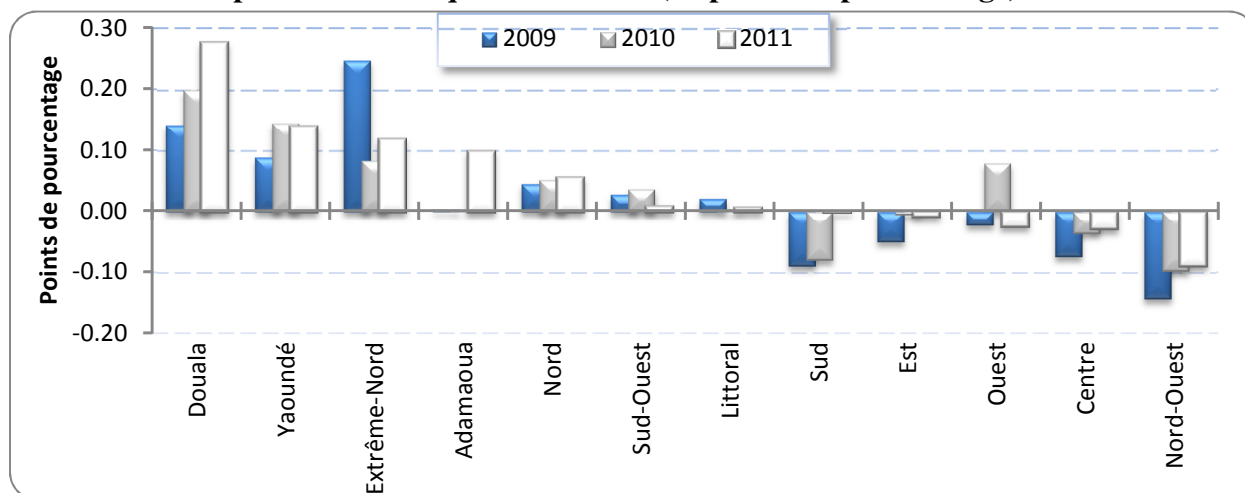
	2007	2008	2009	2010	2011
a. Scénario sans crise (%)	35,75	35,83	35,59	35,36	35,04
b. Crise (%)	35,75	35,36	35,79	35,74	35,60
c. Impact = b – a (points de %)	0,00	–0,47	0,20	0,38	0,56

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Sur les 12 régions, la pauvreté calorique augmente effectivement dans sept d'entre elles, alors qu'elle régresse dans les cinq autres au cours de la sous-période 2009-2011 (graphiques 11 et 12 ; tableaux a5 et a6). C'est Yaoundé et Douala qui enregistrent les détériorations les plus fortes. A Douala, à cause de la crise, le nombre d'enfants en état de pauvreté calorique augmente de 7,7% en 2009, 11,3% en 2010 et 16,3% en 2011. A Yaoundé, ce nombre s'accroît de 5,9% en 2009, et de 9,7% en 2010 et 2011. La contribution de l'Extrême-Nord et du Nord dans le surcroît de pauvreté calorique au niveau national est aussi remarquable.

Parmi les régions où la crise implique plutôt un recul de la pauvreté calorique, on peut surtout évoquer celles du Nord-Ouest et du Centre où ce recul s'observe durant les trois années de la sous-période 2009-2011. Dans le Nord-Ouest, le nombre d'enfants pauvres baisse de 12,3% en 2009, 8,8% en 2010 et 8,0% en 2011. Dans le Centre, ce nombre se réduit de 5,5% en 2009, 2,8% en 2010 et 2,2% en 2011.

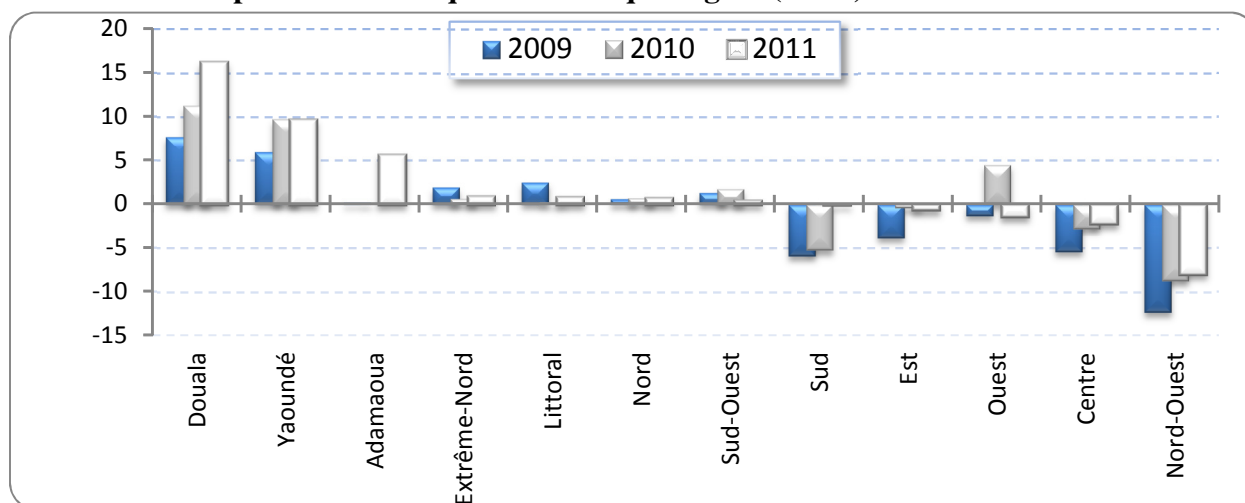
Graphique 11 : Variation due à la crise, de la contribution absolue de chaque région à la pauvreté calorique des enfants (en points de pourcentage)



NB : Les variations sont exprimées par rapport au scénario sans crise.

Source : Conception des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Graphique 12 : Variation due à la crise, du nombre total d'enfants en situation de pauvreté calorique dans chaque région (en %)



NB : Les variations sont exprimées par rapport au scénario sans crise.

Source : Conception des auteurs sur la base des résultats des simulations.

5.2.3. Incidence de la crise sur la scolarisation et le travail des enfants

La crise n'influence pas sensiblement le taux de scolarisation des enfants et le taux de participation de ces derniers au travail. Les variations de ces taux, suite à la crise, sont de l'ordre de moins d'un point de pourcentage de 2008 à 2011, aussi bien dans la tranche d'âge des enfants de 6 à 10 ans que de celle des enfants de 11 à 14 ans (tableau 21).

Toutefois, malgré la faible amplitude des variations des indicateurs, le sens de ces variations montre que la crise a tendance à décourager la scolarisation et à inciter au travail des enfants.

Tableau 21 : Incidence de la crise sur le taux de scolarisation et le taux de participation des enfants au travail (*Variations en points de pourcentage par rapport au scénario sans crise*)

Tranches d'âge des enfants / Années		Statut d'occupation des enfants					
		Elève / Non travailleur	Elève / Travailleur	Non élève / Travailleur	Non élève / Non travailleur	Elève	Travailleur
6 à 10 ans	Taux de référence (%)	57,744	24,111	7,638	10,505	81,856	31,749
	2008	-0,010	-0,004	0,004	0,010	-0,014	0,000
	2009	-0,037	-0,012	0,013	0,035	-0,048	0,001
	2010	-0,039	-0,012	0,014	0,037	-0,051	0,002
	2011	-0,038	-0,012	0,013	0,036	-0,049	0,002
11 à 14 ans	Taux de référence (%)	64,072	20,825	9,988	5,114	84,897	30,813
	2008	-0,002	-0,001	0,001	0,002	-0,003	0,000
	2009	-0,007	-0,004	0,004	0,007	-0,011	0,000
	2010	-0,007	-0,005	0,004	0,007	-0,012	0,000
	2011	-0,007	-0,004	0,004	0,007	-0,011	0,000

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

5.2.4. Incidence de la crise sur l'accès aux soins de santé

L'incidence de la crise sur l'accès des enfants aux soins de santé est faible, mais nettement perceptible et fâcheuse (tableau 22). Le taux global de consultation baisse d'environ 1% par rapport au scénario de référence pour chacune des années de la sous-période 2009-2011 ; ce qui implique que la crise empêche d'emmener 1 enfant en consultation sur les 100 qu'on y aurait conduits si elle ne s'était pas produite.

Le nombre d'enfants consultés dans les structures où les soins sont supposés être de meilleure qualité possible (les hôpitaux de première classe et les hôpitaux principaux) baisse sous l'influence de la crise d'environ 1% en 2008 et 3% en 2009, 2010 et 2011, par rapport au scénario de référence. La fréquentation des cliniques médicales, des pharmacies et structures de même catégorie baisse aussi, de plus de 1% en 2009, 2010 et 2011. Certains parents qui évitent de conduire leur progéniture dans ces deux catégories de structures se reportent aux structures médicales de 2^{ème} catégorie et d'autres aux structures de 4^{ème} catégorie²¹.

Au total, sous l'effet de la crise, le nombre d'enfants consultés dans les structures modernes (1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégories) baisse alors celui des enfants qui sont conduits dans les structures traditionnelles ou informelles (4^{ème} catégorie), où les soins sont réputés être de qualité inférieure, augmente.

²¹ Voir définition des catégories au bas du tableau 22.

Tableau 22 : Incidence de la crise sur la fréquentation des structures de soins de santé par les enfants

Années	Variation (%) du taux global de consultation des enfants	Variation (%) du nombre d'enfants consultés dans chaque type de structure de consultation par rapport au scénario sans crise					
		1	2	3	4	Structures modernes (1+2+3)	Structures traditionnelles ou informelles (4)
2008	-0,20	-0,81	0,02	-0,36	0,23	-0,10	0,23
2009	-0,74	-2,89	0,11	-1,24	0,74	-0,30	0,74
2010	-0,80	-3,28	0,10	-1,41	0,89	-0,37	0,89
2011	-0,77	-3,19	0,08	-1,42	0,90	-0,37	0,90

N.B. : 1 = Hôpital de première classe; Hôpital provincial ;
2 = Hôpital de district; Centre médical d'Arrondissement; Centre de santé intégré/Centre de santé; Visite du médecin ou du personnel de santé à domicile ;
3 = Pharmacie; Clinique/Cabinet médical; Infirmerie de l'école ; Sur le lieu de travail; GIC/ONG Santé ;
4 = Chez le tradipraticien; Chez le vendeur informel de médicaments modernes; Autres.

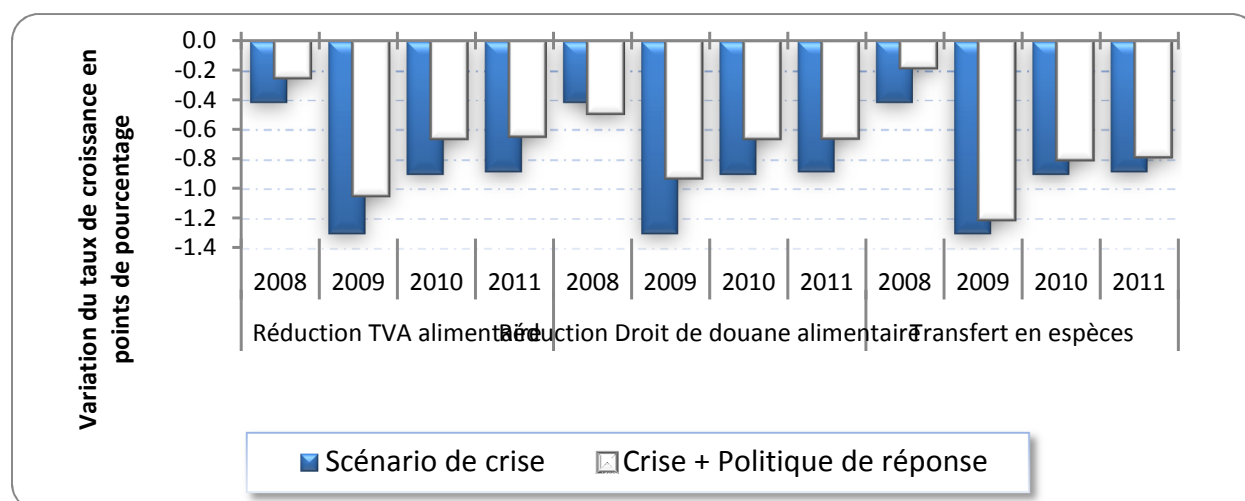
Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

6. EFFETS DES POLITIQUES DE REPONSE A LA CRISE

6.1. Incidence macroéconomique des politiques de réponse

Toutes les politiques de réponse simulées ont une incidence positive sur la croissance du PIB. Mais le stimulus que ces politiques apportent est très faible au plan macroéconomique, tant et si bien qu'il est loin d'annihiler les effets défavorables de la crise sur le taux de croissance du PIB réel (graphique 13). La politique des transferts en espèces apparaît la moins performante dans ce sens, bien qu'elle produise des résultats non fondamentalement éloignés de ceux issus des politiques de réduction de la TVA ou de suppression des droits de douane sur les produits alimentaires.

Graphique 13 : Incidence des politiques de réponse sur le taux de croissance du PIB réel



NB : Les variations sont exprimées par rapport au scénario sans crise.

Source : Conception des auteurs sur la base des résultats des simulations.

L'impact de ces politiques sur les autres variables (revenus des agents économiques, investissement, volume des exportations) ne montre pas davantage des signes d'un sensible retournement de tendance (tableau 23). Mais ces résultats restent conformes aux attentes au plan macroéconomique ; car si les politiques simulées peuvent apporter une réponse rapide à des

méfais socioéconomiques de la crise, elles ont cependant plus une portée transitoire et ne sauraient durablement apporter seules une réponse significative aux préoccupations de relance économique. Pour effectivement booster la croissance, on a besoin de mettre en œuvre des politiques permettant une accumulation et une utilisation efficace des facteurs de production, avec une productivité accrue. Toutefois, les mesures qui procèdent de telles politiques ne sont généralement pas d'application immédiate et ne constituent pas en cela des réponses rapides en cas de choc exogène.

Tableau 23 : Impacts des politiques de réponse sur les agrégats macroéconomiques

		2008	2009	2010	2011
<i>Variations des taux de croissance (points de %) par rapport au scénario sans crise</i>					
PIB réel	Crise	-0,4	-1,3	-0,9	-0,8
	Subvention TVA alimentaire	-0,2	-1,0	-0,7	-0,6
	Subvention Droit de douane alimentaire	-0,5	-0,9	-0,7	-0,7
	Transfert en espèces	-0,2	-1,2	-0,8	-0,8
Solde budgétaire	Crise	-24,7	-27,8	-0,5	-0,8
	Subvention TVA alimentaire	-3,8	-22,7	-1,8	-1,9
	Subvention Droit de douane alimentaire	-13,7	-31,3	0,1	-0,1
	Transfert en espèces	-24,1	-27,4	0,2	-0,2
Revenu du gouvernement	Crise	-5,3	-5,1	-0,8	-1,1
	Subvention TVA alimentaire	-0,5	-4,7	-0,7	-1,0
	Subvention Droit de douane alimentaire	-2,8	-6,2	-0,6	-0,8
	Transfert en espèces	-5,4	-5,0	-0,6	-0,9
Revenu des entreprises	Crise	-3,5	-5,5	-0,3	-0,9
	Subvention TVA alimentaire	-4,0	-5,0	0,0	-0,6
	Subvention Droit de douane alimentaire	-2,4	-6,1	0,0	-0,6
	Transfert en espèces	-3,4	-5,3	-0,1	-0,7
Revenu des ménages	Crise	-1,5	-4,6	-1,3	-0,4
	Subvention TVA alimentaire	-1,4	-4,3	-1,1	-0,3
	Subvention Droit de douane alimentaire	-1,0	-4,7	-1,1	-0,3
	Transfert en espèces	0,5	-4,4	-1,2	-0,4
Investissement	Crise	-5,6	-4,3	-2,4	-2,5
	Subvention TVA alimentaire	1,0	-3,7	-2,1	-2,1
	Subvention Droit de douane alimentaire	3,8	-5,6	-2,4	-2,4
	Transfert en espèces	-4,2	-4,4	-2,0	-2,1
Volumes d'exportation	Crise	-1,2	-4,9	-1,2	-1,6
	Subvention TVA alimentaire	-2,2	-4,7	-1,0	-1,4
	Subvention Droit de douane alimentaire	-2,2	-4,0	-0,9	-1,4
	Transfert en espèces	-2,9	-4,7	-1,1	-1,5

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

6.2. Incidence des politiques de réponse sur la pauvreté des enfants

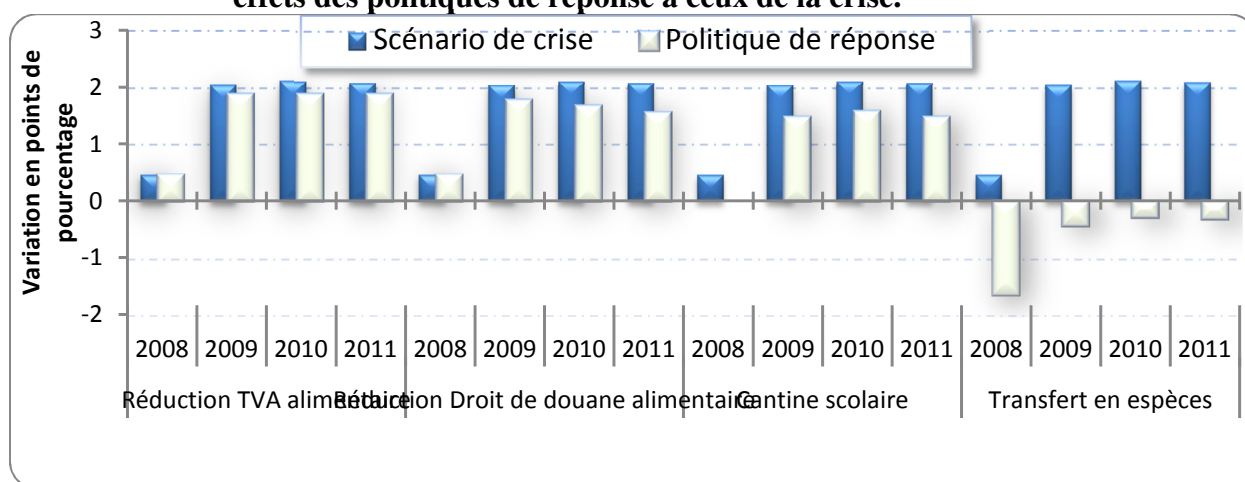
6.2.1. Incidence des politiques de réponse sur la pauvreté monétaire

De toutes les politiques de réponse simulées, seule celle consistant à distribuer les transferts en espèces aux ménages qui abritent les enfants pauvres permet d'annuler complètement l'impact négatif de la crise sur la pauvreté monétaire des enfants ; du moins au niveau national (graphique 14). Suite à l'application de cette politique, les taux de pauvreté monétaire sont d'ailleurs plus bas que dans le scénario de référence : 48,52%, 49,62%, 49,77% et 49,80%, respectivement pour les années 2008, 2009, 2010 et 2011 ; soit respectivement une réduction de 3,38%, 0,86%, 0,56% et 0,62% du nombre d'enfants en situation de pauvreté monétaire à l'échelle nationale.

Les trois autres politiques de réponse, à savoir la réduction de la TVA sur les biens alimentaires, l'annulation des droits de douanes appliqués sur les produits alimentaires et la

subvention des cantines scolaires, permettent de réduire le surcroît de pauvreté monétaire engendré par la crise, sans totalement l'éliminer sur toute la période d'étude²². La moins inefficace des trois est celle consistant à subventionner la cantine scolaire, laquelle utilise pourtant le budget le moins élevé. Elle permet en effet d'éliminer le surcroît de pauvreté induit par la crise en 2008 et de réduire ce dernier d'environ un quart en 2009, 2010 et 2011. L'annulation des droits de douane sur les produits alimentaires ne produit aucun changement sur l'effet négatif de la crise sur la pauvreté monétaire en 2008. En 2009, 2010 et 2011, elle permet de réduire cet effet respectivement de 13%, 20% et 25%. Enfin, la subvention de la TVA prélevée sur les produits alimentaires se révèle comme étant la politique de réponse la plus inefficace en matière de réduction de la pauvreté monétaire. Elle permet de réduire le surcroît de pauvreté causé par la crise seulement de 0% en 2008, 8% en 2009 et à peine 10% en 2010 et 2011.

Graphique 14 : Variations du taux de pauvreté monétaire des enfants. Comparaison des effets des politiques de réponse à ceux de la crise.



NB : Les variations sont exprimées par rapport au scénario sans crise.

Source : Conception des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Le niveau de ciblage des enfants pauvres, dans une grande mesure, constitue ici un des principaux facteurs explicatifs de l'efficacité relative de chaque politique de réponse. Au regard de la robustesse des résultats du procédé de ciblage du *proxy-means*, la politique des transferts en espèces profite le mieux aux enfants pauvres parce que ces transferts sont essentiellement partagés aux ménages pauvres. L'impact de la politique de cantine scolaire est aussi notable avec un coût pourtant faible (0,19% du PIB), car cette politique bénéficie seulement aux enfants scolarisés vivant dans les districts où le taux de pauvreté monétaire des enfants est supérieur au taux national. Par contre, les politiques de subvention des produits alimentaires à travers la réduction de la TVA pour l'une et la suppression des droits de douane pour l'autre, sont d'application universelle, en cela qu'elles ne visent pas particulièrement les ménages pauvres. De surcroît, rien ne garantit que les produits les plus consommés par les ménages pauvres sont touchés par ces politiques. Bien au contraire, comme le montre Emini, Cockburn et Decaluwé (2005a ; 2005b), d'une manière générale les produits sur lesquels est appliquée la TVA au Cameroun sont essentiellement consommés par les non-pauvres. La plupart des produits agricoles vivriers, qui représentent de loin la plus grande proportion des dépenses de consommation des pauvres, échappent au champ d'application de la TVA parce qu'ils sont

²² Il importe toutefois de se rappeler que seules les politiques de transfert et de la réduction de la TVA sur les biens alimentaires sont parfaitement comparables, en ce sens qu'elles impliquent la mobilisation d'un même montant du budget (1% de PIB).

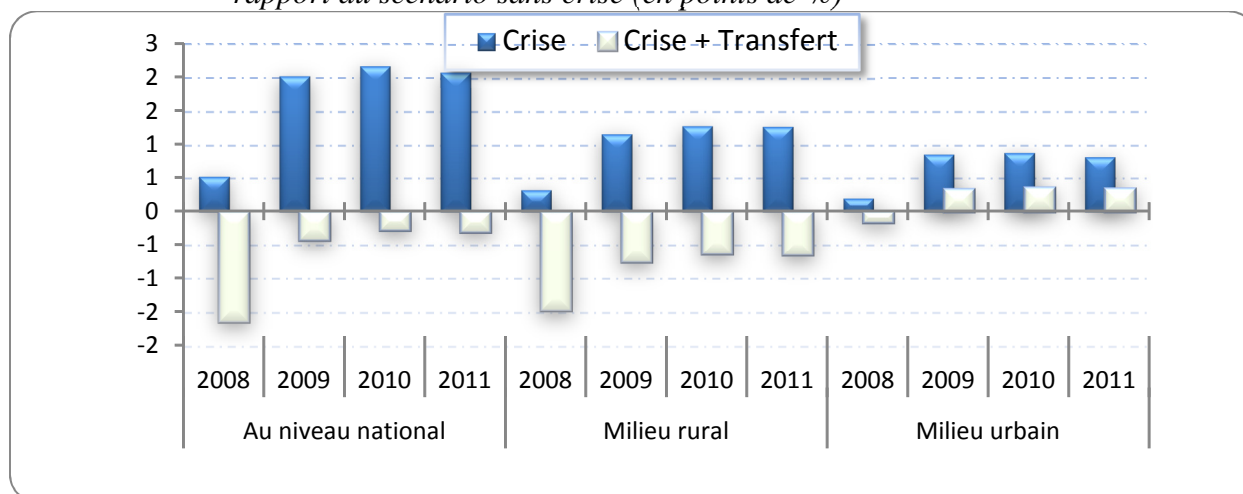
produits dans le secteur informel (la TVA n'étant applicable, par sa nature, qu'aux outputs d'activités formelles)²³. Emini, Cockburn et Decaluwé (2005a ; 2005b) notent ainsi qu'en 2001, 61% des dépenses des pauvres au Cameroun étaient réservées à la consommation de produits agricoles alors que la TVA prélevée sur l'ensemble de ces produits ne représentait que 0,43% des recettes totales de TVA. Il apparaît ainsi qu'à la limite, la très grande majorité des pauvres, sinon leur totalité, ne se sentiraient pas réellement concernés par une politique consistant à réduire ou même à annuler la TVA sur les biens alimentaires, car les produits alimentaires qu'ils consomment sont quasiment tous déjà exempts de TVA. Un raisonnement similaire permettrait de montrer que l'annulation des droits de douane sur produits alimentaires ne touche pas aussi de manière sensible le panier de consommation des pauvres.

Revenant sur l'impact de la politique des transferts en espèces, en décomposant les résultats selon le milieu rural/urbain de vie des enfants, on se rend compte que l'incidence de cette politique est nettement différenciée selon qu'on se trouve en milieu rural ou en zone urbaine (graphiques 15 et 16). C'est en milieu rural que la pleine mesure des effets bénéfiques de cette politique se réalise : non seulement celle-ci annihile complètement l'augmentation de la pauvreté causée par la crise, elle permet en plus de réduire le nombre d'enfants en situation de pauvreté monétaire qui aurait prévalu en cas de non survenue de la crise, à hauteur de 3,32% en 2008, 1,69% en 2009, 1,42% en 2010 et 1,45% en 2011. En milieu urbain en revanche, la politique des transferts permet certes de réduire la pauvreté monétaire des enfants, mais n'élimine pas complètement le nombre supplémentaire d'enfants pauvres engendré par la crise, lorsque les effets défavorables de cette dernière sont au plus haut (en 2009-2011). Elle permet de réduire ce nombre d'environ 60% en 2009, 2010 et 2011.

Cet impact différencié de la politique de réponse dans les deux milieux peut s'expliquer par deux épiphénomènes au moins : 1) les effets défavorables de la crise sont plus forts en milieu urbains qu'en milieu rural, en termes de taux de croissance de la pauvreté à l'intérieur de chaque milieu ; 2) le coût de la vie est plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural. Au-delà de cette remarque, il faut aussi noter que le montant du transfert en espèces, avec ou sans prise en compte du coût de la vie, est plus élevé en milieu rural qu'en milieu urbain par rapport à la consommation moyenne des ménages pauvres et, par conséquent plus efficace pour y baisser le nombre d'enfants vivant en situation de pauvreté monétaire. Ce constat suggère qu'au lieu de distribuer un montant nominal de transfert qui soit uniforme quel que soit le ménage bénéficiaire, il importe de trouver une clé de répartition optimale de l'enveloppe nationale du transfert.

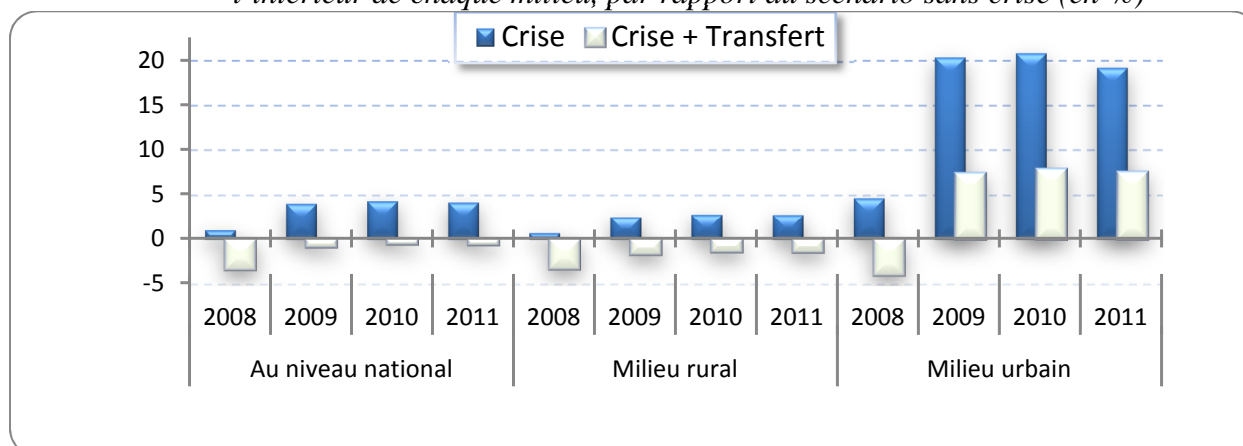
²³ En 2001 par exemple, 96% de biens agricoles étaient produits par le secteur informel.

Graphique 15 : Incidence différenciée de la politique de transfert en espèces selon le milieu de vie rural ou urbain des enfants. Variations de la contribution absolue par rapport au scénario sans crise (en points de %)



Source : Conception des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Graphique 16 : Incidence différenciée de la politique de transfert en espèces selon le milieu de vie rural ou urbain des enfants. Variations du nombre d'enfants pauvres à l'intérieur de chaque milieu, par rapport au scénario sans crise (en %)

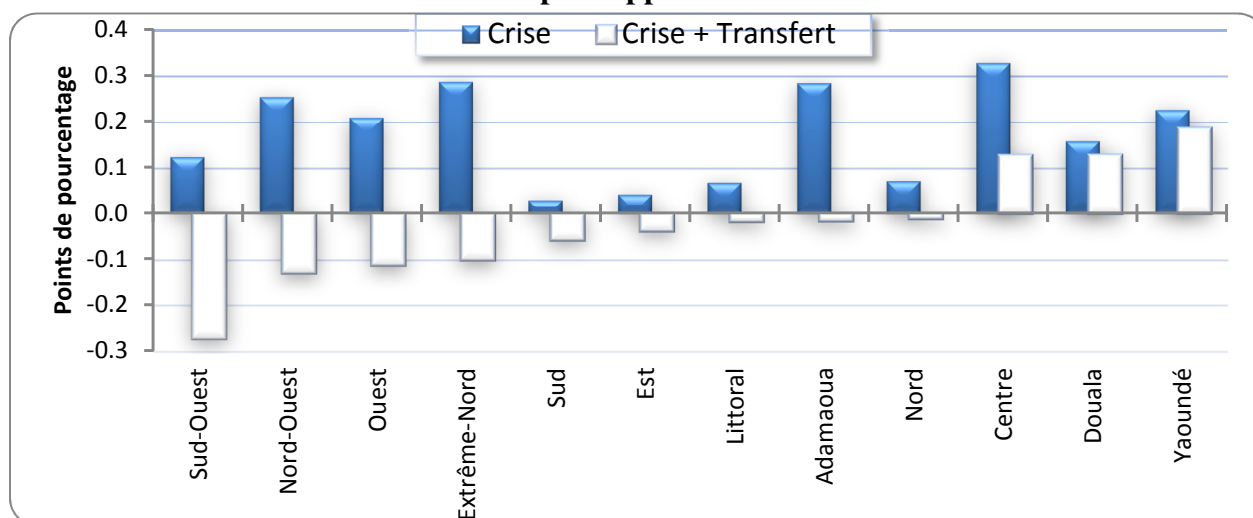


Source : Conception des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Au-delà de la différenciation entre les milieux rural et urbain, l'idéal serait d'ailleurs d'aboutir à un impact plus harmonieux des politiques de réponse au niveau spatial à travers les régions, départements ou autres subdivisions du territoire national. En effet, la disparité des effets de la crise et des politiques de réponse se fait également remarquer au niveau des régions (graphiques 17 et 18 ; tableaux a7 et a8).

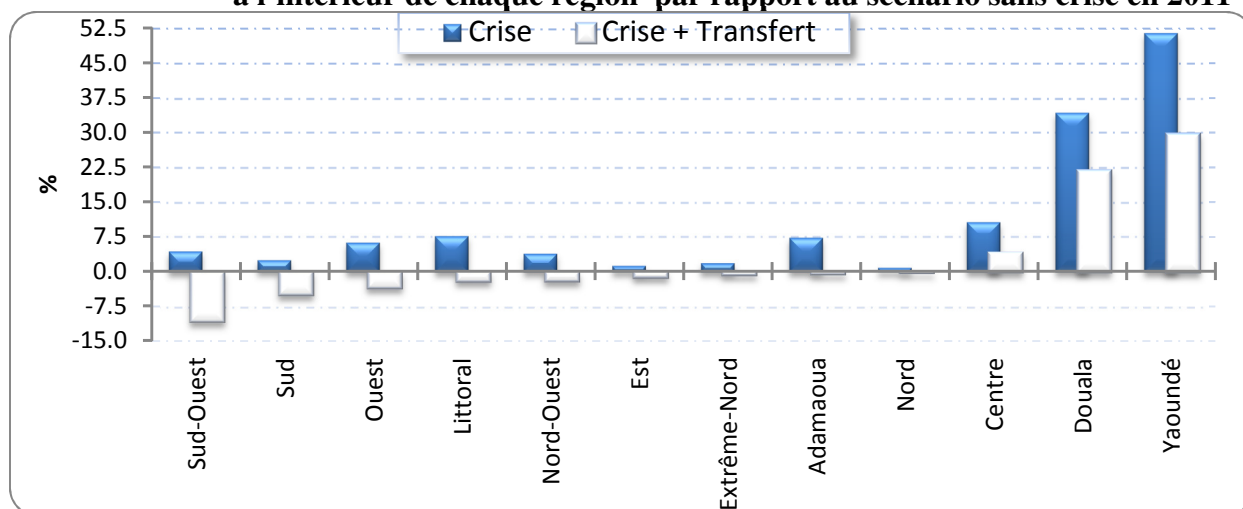
La politique des transferts (uniformes) juggle totalement l'augmentation de la pauvreté monétaire générée par la crise dans 9 régions (sur les 12) et y entraîne en outre une baisse de pauvreté, plus ou moins légère, par rapport au scénario sans crise. Dans les trois autres régions, le montant des transferts alloué ne permet pas de contrecarrer totalement les effets de la crise sur la pauvreté monétaire. Ces transferts permettent de réduire de 60% le nombre supplémentaire d'enfants pauvres engendré par la crise dans le Centre. A Yaoundé et Douala, ce taux de réduction est inférieur à 20%.

Graphique 17 : Variation des contributions absolues des régions dans la pauvreté monétaire des enfants par rapport au scénario sans crise en 2011



Source : Conception des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Graphique 18 : Taux d'accroissement du nombre d'enfants en état de pauvreté monétaire à l'intérieur de chaque région par rapport au scénario sans crise en 2011



Source : Conception des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Si le principe d'harmonisation de l'incidence positive des transferts revient à sortir le même nombre d'enfants de la pauvreté (baisse uniforme de la contribution absolue) par rapport au scénario sans crise, c'est essentiellement dans les régions du Sud-Ouest, Nord-Ouest, Ouest, Extrême-Nord, du Sud et de l'Est que le montant des transferts devra être réduit pour augmenter celui alloué aux ménages pauvres dans les trois régions du Centre, Douala et Yaoundé (graphique 17 ; tableau a7). En revanche si le nivellement de l'effet bénéfique des transferts consiste à aboutir à un même taux de réduction de la pauvreté monétaire (par rapport au scénario sans crise) à l'intérieur de chaque région, c'est surtout dans le Sud-Ouest, le Sud et l'Ouest que le montant des transferts devra être ponctionné pour augmenter celui distribué dans la région du Centre, à Douala et à Yaoundé (graphique 18 ; tableau a8).

En fait, plusieurs autres critères alternatifs d'harmonisation peuvent être employés, selon la priorisation des objectifs à l'intérieur de la politique générale de réduction de la pauvreté. Ainsi, la profondeur de la pauvreté pourrait être retenue comme critère d'harmonisation des effets de la politique de réponse, si la priorité est donnée à la réduction de l'écart existant entre la

dépense moyenne des enfants pauvres et le montant minimum nécessaire pour sortir de la pauvreté (ligne de pauvreté). De même, l'impact sur la sévérité de la pauvreté pourrait jouer le rôle de critère d'harmonisation spatiale des effets de la politique, si l'équité à l'intérieur des enfants pauvres est un indicateur de performance prioritaire.

En ce moment, le Cameroun ne dispose pas encore d'un mécanisme institutionnel et d'un dispositif logistique dédiés à la mise en œuvre à brève échéance d'une politique de transferts ciblés au profit d'un type donné de ménages, comme celle suggérée ci-dessus. Or, même si le principe des transferts était retenu, la seule mise en place de ces pré-requis pourrait nécessiter un temps et des moyens financiers considérables. Une des voies alternatives à la politique de transferts ciblés, ne serait-ce qu'à titre transitoire, est celle des transferts dits universels ou à ciblage universel, relativement moins complexe à mettre en œuvre, avec un rapport efficacité/coût parfois plus élevé.

Dans cette étude, parallèlement au scénario de transferts ciblés, nous simulons aussi une variante de transferts universels consistant à distribuer un même montant à tous les enfants de 0 à 5 ans, qu'ils soient pauvres ou non-pauvres. Le montant total de l'enveloppe distribuée est le même que dans le cas des transferts ciblés analysés plus haut, où seuls les enfants pauvres de 0 à 14 ans et leurs familles sont sensés en être les bénéficiaires. Au Cameroun, la politique de transfert universel dans ces conditions reviendrait à distribuer environ 29300 francs CFA²⁴ par an à chaque enfant de 0 à 5 ans, avec un montant total équivalent à 1% du PIB d'avant-crise. Il est aussi supposé que le transfert est confié au chef de ménage qui en assure une distribution équitable entre les membres du ménage.

Le tableau 24 montre que le scénario de transferts universels simulé est aussi très efficace pour réduire la pauvreté des enfants, et produit des taux de pauvreté très proches de ceux résultant du scénario de transferts ciblés considéré dans l'étude. Les taux de pauvreté ne sont que très légèrement plus hauts dans le scénario de transferts universels si l'on considère l'ensemble des enfants de 0 à 14 ans (différence de 0,2 à 0,5 point de pourcentage) ; mais légèrement plus bas dans ce scénario au niveau de la tranche des enfants de 0 à 5 ans (différence de 0,4 à 0,5 point de pourcentage).

Tableau 24 : Taux de pauvreté monétaire des enfants (% de pauvres) dans le scénario de transfert universel, comparativement au transfert ciblé. Résultats dans différentes tranches d'âges

Tranches d'âge/Taux de pauvreté de base	Années	Scénario de Crise	Crise + Transfert ciblé au profit des enfants de 0 à 14 ans prédits pauvres	Crise + Transfert universel au profit de tous les enfants de 0 à 5 ans
Enfants de 0 à 14 ans. Taux de pauvreté à l'année de base : 50,2%	2009	52,1	49,6	50,1
	2010	52,2	49,8	50,2
	2011	52,2	49,8	50,0
Enfants de 0 à 14 ans. Taux de pauvreté à l'année de base : 47,4%	2009	49,4	46,9	46,5
	2010	49,5	47,0	46,6
	2011	49,5	47,1	46,5

Source: Calculs des auteurs.

²⁴ Près de 45 euros.

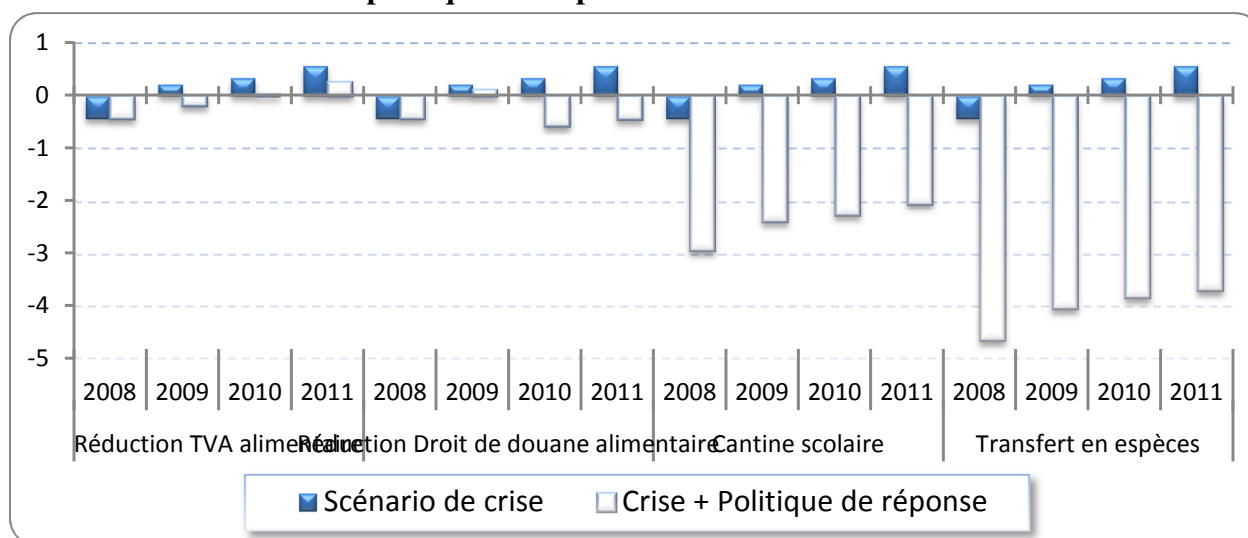
6.2.2. Incidence des politiques de réponse sur la pauvreté calorique

Il ressort des simulations que les effets de la politique de ‘cantine scolaire’ et surtout de celle des ‘transferts en espèces’ sont très bénéfiques pour la réduction de la pauvreté calorique et vont largement au-delà du simple objectif consistant à juguler l’aggravation due à la crise, de la pauvreté calorique des enfants (graphique 19).

En cas de transferts en espèces, le taux de pauvreté calorique des enfants baisse à 31,19% en 2008, 31,54% en 2009, 31,53% en 2010 et 31,34% en 2011. Par rapport au scénario sans crise, cela représente une réduction de 4,64 points de pourcentage en 2008, 4,05 en 2009, 3,84 en 2010 et 3,70 en 2011 ; soit une diminution, au plan national, de 12,95% du nombre d’enfants en situation de pauvreté calorique en 2008, 11,37% en 2009, 10,85% en 2010 et de 10,57% en 2011.

Comme susmentionné, la politique de cantine scolaire produit aussi des résultats satisfaisants, bien que d’amplitude relativement limitée comparativement à ceux induits par les transferts. En effet, par rapport au scénario de référence, cette politique de réponse fait baisser le taux national de pauvreté calorique des enfants de 2,93 points de pourcentage en 2008, 2,39 points en 2009, 2,26 en 2010 et 2,04 en 2011 (graphique 19), soit une réduction de 8,3% du nombre d’enfants en état de pauvreté calorique en 2008, 6,7% en 2009, 6,3% en 2010 et de 5,7% en 2011²⁵.

Graphique 19 : Variation du taux de pauvreté calorique des enfants. Comparaison des effets des politiques de réponse à ceux de la crise.



NB : Les variations sont exprimées par rapport au scénario sans crise.

Source : Conception des auteurs sur la base des résultats des simulations.

L’efficacité des deux autres politiques (subvention de la TVA ; suppression des droits de douane sur produits alimentaires) est mitigée, en ce sens que ces dernières n’entraînent pas une réduction substantielle de la pauvreté calorique et qu’elles n’annihilent les effets de la crise sur la pauvreté calorique que pour certaines années de la période sous revue. Au demeurant, la subvention de la TVA alimentaire se présente comme étant la plus inefficace de ces deux politiques vis-à-vis de l’objectif de réduction de la pauvreté calorique. Les raisons probables d’inefficacité de ces deux politiques de réponse sur la réduction de la pauvreté monétaire, telles

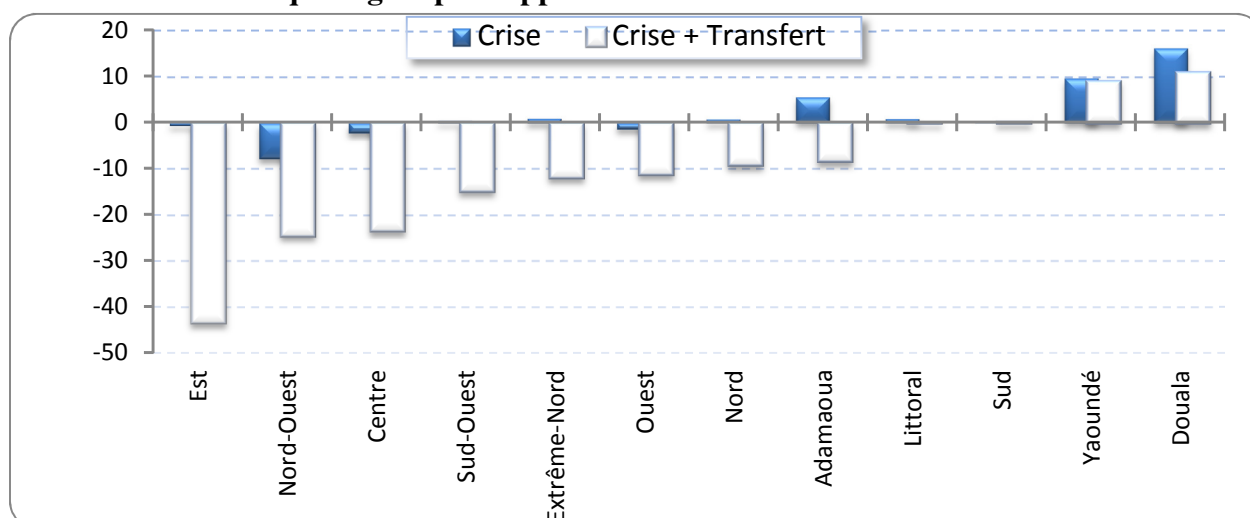
²⁵ Voir le tableau a4 pour des détails spécifiques sur les districts qui bénéficient du programme.

que susmentionnées, restent valables pour expliquer l'inefficacité des mêmes politiques sur la réduction de la pauvreté calorique.

Sur le plan spatial, on constate que l'embellie induite par la politique des transferts au niveau national ne profite pas à toutes les régions avec la même ampleur, et même pas du tout à quatre des 12 régions (graphiques 20 et 21 ; tableaux a9 et a10). C'est dans les strates de Yaoundé et Douala que cette politique se révèle inefficace pour annihiler totalement l'accroissement de la pauvreté calorique des enfants généré par la crise. Dans les régions du Littoral et du Sud, le niveau de pauvreté calorique reste inchangé non seulement suite à la crise, mais aussi après la distribution des transferts. Dans les huit autres régions, les transferts, tel que distribué uniformément, entraînent une baisse des taux de pauvreté calorique pour les situer bien en-deçà, non seulement de ceux prévalant dans le scénario de crise, mais aussi de ceux qui auraient prévalu si cette crise n'était pas survenue. La réduction du nombre d'enfants en situation de pauvreté calorique dans ces huit régions peut être estimée à un taux qui varie entre 8,5% dans la région de l'Adamaoua jusqu'à 43,4% dans la région de l'Est.

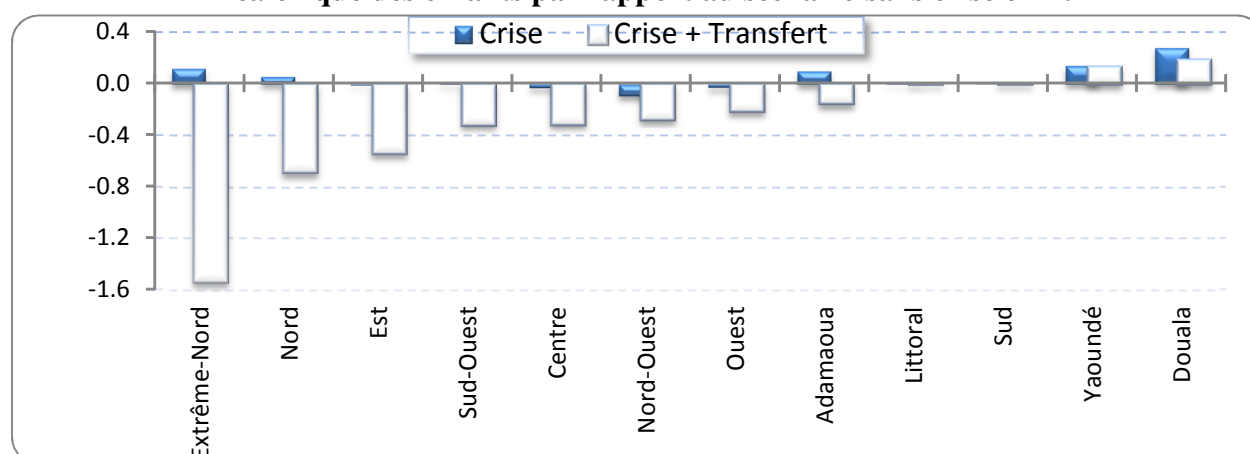
Cette disparité spatiale des effets de la politique des transferts sur la pauvreté calorique vient conforter la nécessité déjà sus-évoquée d'un calibrage des montants de transfert à distribuer aux ménages pauvres, selon des caractéristiques pertinentes des milieux de vie des enfants pauvres, mais aussi selon les priorités définie par la politique générale de réduction de la pauvreté à l'échelon national.

Graphique 20 : Taux d'accroissement de la pauvreté calorique des enfants à l'intérieur de chaque région par rapport au scénario sans crise en 2011



Source : Conception des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Graphique 21 : Variation des contributions absolues des régions dans la pauvreté calorique des enfants par rapport au scénario sans crise en 2011



NB : Les variations sont exprimées par rapport au scénario sans crise.

Source : Conception des auteurs sur la base des résultats des simulations.

6.2.3. Incidence des politiques de réponse sur la scolarisation des enfants et leur participation au travail

Tout comme la crise, les politiques de réponse simulées n'ont pas d'influence notable sur le taux de scolarisation des enfants et sur le taux de participation de ceux-ci au travail (tableau 25). Mais bien que l'amplitude des variations de ces indicateurs soit quasi nulle, l'examen des résultats des simulations permet d'entrevoir tout de même dans quel sens ces indicateurs auraient tendance à varier sous l'influence des politiques de réponse, comparativement aux effets de la crise.

Ainsi, alors que six enfants sur dix mille (dans la tranche des 6-10 ans) quittent l'école à cause de la crise chaque année de 2009 à 2011, la politique des transferts permet plutôt d'accroître le nombre d'enfants scolarisés, à raison de 7-8 enfants chaque année pour dix mille déjà scolarisés de 2008 à 2011. Les autres politiques ne produisent guère d'impacts plus significatifs.

Tableau 25 : Incidence des politiques de réponse sur la scolarisation des enfants et sur leur participation au travail. Ecart en % par rapport au scénario sans crise

Tranches d'âge / Années		Crise		Crise+Subvention TVA alimentaire		Crise+Suppression droits de douane alimentaires		Crise+Transferts en espèces	
		Elève	Travailleur	Elève	Travailleur	Elève	Travailleur	Elève	Travailleur
6 à 10 ans	2008	-0,02	0,00	0,00	0,00	-0,08	0,01	0,08	-0,01
	2009	-0,06	0,00	0,01	-0,00	-0,08	0,01	0,07	-0,01
	2010	-0,06	0,00	0,01	-0,00	-0,07	0,01	0,07	-0,01
	2011	-0,06	-0,00	0,01	-0,00	-0,07	0,01	0,07	-0,01
11 à 14 ans	2008	-0,00	-0,00	0,00	0,00	-0,01	-0,00	0,01	0,00
	2009	-0,01	-0,00	0,00	0,00	-0,01	-0,00	0,01	0,00
	2010	-0,02	-0,00	0,00	0,00	-0,01	-0,00	0,01	0,00
	2011	-0,02	-0,00	0,00	0,00	-0,01	-0,00	0,01	0,00

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

6.2.4. Incidence des politiques de réponse sur l'accès des enfants aux soins médicaux

La politique des transferts en espèces est la seule qui permet de contrebalancer totalement la légère baisse du taux général de consultation engendré par la crise (tableau 26). Mais aucune des politiques simulées n'entraîne une baisse de fréquentation des structures traditionnelles et informelles, ni une hausse des structures médicales modernes qui sont sensées délivrer des soins médicaux de meilleure qualité.

Tableau 26 : Incidence des politiques de réponse sur l'accès des enfants aux soins de santé.
Variations (en %) par rapport au scénario sans crise

Scénarios	Années	Variation du taux général de consultation des enfants	Variation de la proportion d'enfants conduits en consultation dans chaque type de structures médicales					
			1	2	3	4	Structures modernes (1+2+3)	Structures traditionnelles ou informelles (4)
Crise	2008	-0,20	-0,81	0,02	-0,36	0,23	-0,10	0,23
	2009	-0,74	-2,89	0,11	-1,24	0,74	-0,30	0,74
	2010	-0,80	-3,28	0,10	-1,41	0,89	-0,37	0,89
	2011	-0,77	-3,19	0,08	-1,42	0,90	-0,37	0,90
Crise + Réduction TVA alimentaire	2008	-0,20	-0,81	0,02	-0,36	0,23	-0,10	0,23
	2009	-0,65	-2,48	0,12	-1,06	0,58	-0,24	0,58
	2010	-0,70	-2,84	0,10	-1,21	0,74	-0,31	0,74
	2011	-0,66	-2,72	0,08	-1,20	0,76	-0,31	0,76
Crise + Suppression des droits de douane alimentaires	2008	-0,20	-0,81	0,02	-0,36	0,23	-0,10	0,23
	2009	-0,75	-2,90	0,12	-1,24	0,71	-0,29	0,71
	2010	-0,65	-2,59	0,11	-1,10	0,64	-0,26	0,64
	2011	-0,61	-2,44	0,09	-1,09	0,65	-0,27	0,65
Crise + Transferts en espèces	2008	0,67	-0,01	-0,29	-0,37	0,63	-0,26	0,63
	2009	0,22	-1,86	-0,22	-1,16	1,12	-0,46	1,12
	2010	0,17	-2,24	-0,24	-1,33	1,28	-0,53	1,28
	2011	0,19	-2,14	-0,26	-1,35	1,31	-0,54	1,31

N.B. : 1 = Hôpital de première classe; Hôpital provincial ;
 2 = Hôpital de district; Centre médical d'Arrondissement; Centre de santé intégré/Centre de santé; Visite du médecin ou du personnel de santé à domicile ;
 3 = Pharmacie; Clinique/Cabinet médical; Infirmerie de l'école ; Sur le lieu de travail; GIC/ONG Santé ;
 4 = Chez le tradipraticien; Chez le vendeur informel de médicaments modernes; Autres.

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Par contre, les transferts en espèces qui présentent pourtant des impacts relativement meilleurs en termes d'augmentation du taux de consultation et d'atténuation de la baisse de fréquentation des hôpitaux de première classe, se traduisent par une augmentation plus importante de la consultation des structures médicales de qualité réputée inférieure (tradipraticiens et vendeurs informels de médicaments modernes). Cela peut s'expliquer par le fait que parmi les bénéficiaires des transferts, il y a plusieurs ménages habitués à consulter ce type de structures pour diverses raisons. On peut supposer que les autres politiques tendent à réduire la

proportion des consultations faites dans les structures traditionnelles et informelles parce qu'elles profitent plus aux ménages dont la demande de soins est plus tournée vers les structures modernes, ou vivant dans un environnement où l'offre de soins formelle et moderne est plus disponible.

7. CONCLUSION

Les résultats de cette étude montrent que les effets de la crise économique mondiale sont réels et perniciox au Cameroun, aussi bien en termes de détérioration des indicateurs macroéconomiques que d'aggravation de la pauvreté des enfants. Sous l'effet de la crise, le taux de croissance du PIB réel perd 0,4 point de pourcentage en 2008, 1,3 en 2009, 0,9 en 2010 et 0,8 en 2011. L'accroissement du taux de pauvreté monétaire des enfants, dû à cette crise, est de 0,52 point de pourcentage en 2008, 2,02 point en 2009, 2,17 en 2010 et 2,09 en 2011. Ce qui représente, selon le critère de pauvreté monétaire, une augmentation de 1,05% du nombre d'enfants pauvres en 2008, de 4,04% en 2009, 4,34% en 2010 et 4,18% en 2011, comparativement à la situation sans crise. Le nombre d'enfants pauvres sur le plan calorique augmente de 0,56% en 2009, 1,08% en 2010 et de 1,60% en 2011 par rapport au scénario sans crise.

Dans la recherche des options possibles pour juguler les effets perniciox de la crise sur les enfants, quatre scénarios de politiques de réponse à la crise sont simulés dans l'étude : le premier scénario consiste en l'octroi au gouvernement d'une aide internationale égale à 1% du PIB initial du Cameroun, utilisée entièrement pour subventionner une réduction équivalente de la TVA prélevée sur la vente des produits alimentaires. Le deuxième représente une suppression des droits de douane appliqués sur les importations de produits alimentaires et une compensation des manques-à-gagner – égaux à 0,4% du PIB de l'année de base – à travers un tirage des réserves extérieures du gouvernement. Le troisième revient à rendre gratuit l'inscription des enfants de moins de 15 ans aux cantines scolaires dans leurs établissements dans les districts où le taux de pauvreté monétaire est supérieur au taux national, grâce à une subvention du gouvernement compensée par une aide extérieure égale à 0,19% du PIB initial. Quant au dernier scénario de politique de réponse, il consiste à distribuer des transferts en espèces aux ménages dont les enfants sont pauvres ; le montant total des transferts étant égal à 1% du PIB d'avant-crise du Cameroun et supporté par l'aide internationale.

Les résultats des simulations montrent qu'en termes de réduction de la pauvreté, la distribution de transferts en espèces aux ménages pauvres se révèle comme étant la plus efficace des quatre politiques de réponse simulées, bien qu'elle soit la plus inefficace de toutes pour améliorer le taux de croissance du PIB réel. Au plan national, la politique des transferts en espèces annihile effectivement et intégralement l'augmentation des pauvretés monétaire et calorique due à la crise durant toute la période d'étude. Qui plus est, elle entraîne une baisse sensible de ces deux types de pauvreté comparativement aux niveaux de prévalence respectifs de ceux-ci dans la situation où la crise ne serait pas survenue. Suite à cette politique, le nombre d'enfants en situation de pauvreté monétaire à l'échelle nationale est de 3,38% inférieur à celui prévalant dans le scénario de référence en 2008. Cette réduction est de 0,86% en 2009, 0,56% en 2010 et 0,62% en 2011. Les effets bénéfiques des transferts sont encore plus importants sur le plan de la pauvreté calorique : par rapport au scénario de référence, le nombre total d'enfants en situation de pauvreté calorique diminue de 12,95% en 2008, 11,37% en 2009, 10,85% en 2010 et de 10,57% en 2011. Bien que les incidences de la crise et des politiques de réponse sur la scolarisation et le travail des enfants soient quasiment nulles, il apparaît tout de même que les résultats consécutifs à la politique des transferts en espèces sont relativement meilleurs que ceux des autres politiques. Par ailleurs, cette politique est la seule qui permet de contrebalancer

totalement la légère baisse du taux général de consultation engendré par la crise, bien qu'elle se traduise par une augmentation plus importante de la consultation des structures médicales de qualité réputée inférieure (tradipraticiens et vendeurs informels de médicaments modernes).

Derrière la politique des transferts en espèces, celle de la subvention des cantines scolaires vient en deuxième position, en termes d'effets réducteurs de la pauvreté des enfants. Cette politique de réponse fait surtout reculer la pauvreté calorique, en réduisant le nombre d'enfants en état de pauvreté calorique dans le scénario de référence de 8,3% en 2008, de 6,7% en 2009, 6,3% en 2010 et de 5,7% en 2011. Mais elle ne réduit que d'un quart le nombre supplémentaire d'enfants monétairement pauvres engendré par la crise. Il importe toutefois de noter que la politique de subvention des cantines scolaires présente ici un très bon rapport efficacité/coût car elle ne coûte que 0,19% du PIB d'avant crise.

Une analyse spatiale permet de mettre en évidence la disparité des effets de la crise et des politiques de réponse selon les régions territoriales et selon qu'on se trouve en milieu rural ou en milieu urbain. On constate ainsi que l'embellie induite par la politique des transferts (et dans une certaine mesure par la subvention des cantines scolaires) au niveau national ne profite pas à toutes les régions et tous les milieux avec la même ampleur, et même pas du tout à certaines des 12 régions considérées dans l'étude. Cela implique qu'il est nécessaire de trouver une répartition optimale de l'enveloppe globale des transferts qui tienne compte des caractéristiques pertinentes des milieux de vie des enfants pauvres, de manière à assurer une incidence harmonieusement bénéfique de cette politique à travers le territoire national, selon les priorités définies par la politique nationale de réduction de la pauvreté.

Il importe par ailleurs de noter que le Cameroun ne dispose pas encore en ce moment de dispositif logistique et administratif permettant la mise en œuvre d'une politique de transferts ciblés au profit de ménages. L'étude montre que dans le processus de cette mise en œuvre, des variantes de politique de transferts, dites de transferts universels, relativement moins complexes à implémenter que les transferts ciblés, peuvent être adoptées avec profit, au moins à titre transitoire.

In fine, en mettant en évidence la prééminence de la politique de transferts en espèces comme politique de réponse à effets immédiats et directs sur des populations cibles vulnérables à l'instar des enfants pauvres, cette étude recommande aussi la mise en place d'un dispositif permettant une mise en œuvre efficace et rapide, en cas de besoin, d'une telle politique sur l'étendue du territoire national.

BIBLIOGRAPHIE

- BAD (Banque Africaine de Développement). 2006. *Rapport sur le Développement en Afrique 2006*. Economica, Paris.
- Barrel, Ray, dawn Holland, and Dirk Willem Te Velde. 2009. "A Fiscal Stimulus to address the Effects of the Global Financial Crisis on Sub-Sahara Africa." Overseas Development Institute (ODI).
- Bibi, Sami, John Cockburn, Ismaël Fofana, and Luca Tiberti. 2010. "Impacts of the Global Crisis and Policy Responses on Child Welfare: A Macro-Micro Simulation Framework." Poverty and Economic Policy (PEP) Research Network and Innocenti Research Centre (IRC).
- Bibi, Sami, John Cockburn, Massa Coulibaly et Luca Tiberti. 2009. *L'impact de la hausse des prix des produits alimentaires sur la pauvreté des enfants et les réponses politiques au Mali*. Innocenti Working Paper Iwp-2009-02.
- CEA (Commission Economique des Nations-Unies pour l'Afrique). 2007. *Rapport Économique sur l'Afrique*. Addis Abeba.
- Cockburn, John, Ismaël Fofana et Luca Tiberti. 2010. "Simulating the impact of the global economic crisis on children and policy responses in West and Central Africa. A Macro-Micro Framework", Mimeo.
- Emini, Christian Arnault, John Cockburn, and Bernard Decaluwé (2005a). "The Poverty Impacts of the Doha Round in Cameroon: The Role of Tax Policy." *MPIA Working Paper No. 2005-04, Poverty and Economic Policy (PEP) Research Network, July 2005*. Chapter 12 in T. Hertel and A. Winters (2005, eds): *Poverty and the WTO: Impacts of the Doha Development Agenda*. Palgrave Macmillan and The World Bank.
- Emini, Christian Arnault, John Cockburn, and Bernard Decaluwé (2005b). "The Poverty Impacts of the Doha Round in Cameroon: The Role of Tax Policy." *World Bank Policy Research Working Paper No. 3746, October 2005, Washington, D.C.* Chapter 12 in T. Hertel and A. Winters (2005, eds): *Poverty and the WTO: Impacts of the Doha Development Agenda*. Palgrave Macmillan and The World Bank.
- Essama-Nssah, B., D. Go, M. Kearney, V. Korman, S. Robinson, and K. Thierfelder. 2007. "Economywide and Distributional Impacts of an Oil Price Shock on the South African Economy", Policy Research Working Paper 4354, The World Bank, Washington, D.C.
- Foster, J., J. Greer, and E. Thorbecke. 1984. "A Class of Decomposable Poverty Measures," *Econometrica*, 52, 761-766.
- Griffith-Jones Stephany, José, Antoinio Ocampo. 2009 "The Financial Crisis an its impact on Developing Countries".International Policy Centre for Inclusive Growth (ICP-IG). Working paper number 53.
- Harper, Caroline, Nicola Jones, Andy McKay, Jessica Espey. 2009. "Children in times of economic crisis: Past lessons, future policies". ODI Background Note, March.
- IMF (International Monetary Fund). 2009a. *Regional economic outlook : Sub-Saharan Africa*. World economic and financial surveys, 0258-7440.
- IMF (International Monetary Fund). 2009b. *World Economic Outlook 2009: Crisis and Recovery*. World Economic and Financial Surveys. April. Washington, D.C.

- IMF (International Monetary Fund). 2009c. "Cameroon: Staff Report for the 2009 Article IV Consultation and Request for disbursement Under the Rapid-Access Component of the Exogenous Shocks Facility". IMF Country Report No. 09/318, November, Washington D.C.
- IMF (International Monetary Fund). 2010a. Word prices indexes. See the Internet Website "Index Mundi": <http://www.indexmundi.com/>.
- IMF (International Monetary Fund). 2010b. *World Economic Outlook Update*. World Economic and Financial Surveys. January 26. Washington, D.C.
- INS (Institut National de la Statistique). 2008a. « Troisième enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM3). Tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2007 ». Yaoundé.
- INS (Institut National de la Statistique). 2008b. « Annuaire statistique du Cameroun 2008 ». Yaoundé.
- INS (Institut National de la Statistique). 2009. « Tableau Ressources-Emplois 2007 du Cameroun ». Yaoundé.
- Kekic, Laza. 2009. "The global economic crisis and FDI flows to emerging markets". Columbia FDI Perspectives, No. 15, October 8, 2009, *Perspectives on topical foreign direct investment issues*, Reprinted with permission from the Vale Columbia Center on Sustainable International Investment (www.vcc.columbia.edu).
- MINEPAT (Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire). 2009. « Cadrage macroéconomique dynamique du Compte d'opérations financières ». République du Cameroun.
- OECD. 2010. "Statistical Annex of the 2010 Development Co-operation Report". Tables updated on 8 December 2009. See: http://www.oecd.org/document/9/0,3343,en_2649_34447_1893129_1_1_1_1,00.html.
- Pongou Roland, Joshua A Salomon, and Majid Ezzati. 2006. "Health Impacts of Macroeconomic Crises and Policies: Determinants of Variation in Childhood Malnutrition Trends in Cameroon." *International Journal of Epidemiology*, No. 35, pp. 648-656.
- Ratha, Dilip, Sanket Mohapatra, and Ani Silwal. 2009. "Migration and Remittance Trends 2009. A better-than-expected outcome so far, but significant risks ahead". *Migration and Development Brief*, No. 11, November 2009, Migration and Remittances Team Development Prospects Group, World Bank, Washington, D.C.
- Robilliard, A.-S., F. Bourguignon, and S. Robinson. 2008. "Examining the Social Impact of the Indonesian Financial Crisis Using a Macro-Micro Model", in Bourguignon, Bussolo, and Pereira da Silva (2008): *The Impact of Macroeconomic Policies on Poverty and Income Distribution: Macro-Micro Evaluation Techniques and Tools*, Macmillan Publishers.
- Te Velde, Dirk Willem. 2008. "The Global Financial Crisis and Developing Countries. Which countries are at risk and what can be done?" Overseas Development Institute (ODI), *Background Note*. October.
- UNDP (United Nations Development Program). 2009. "Consolidated Reply/Impact of the Financial Crisis and Responses by Developing Countries." Poverty Reduction.
- World Bank. 2009a. "Swimming Against the Tide: How Developing Countries Are Coping with the Global Crisis". Washington, D.C.

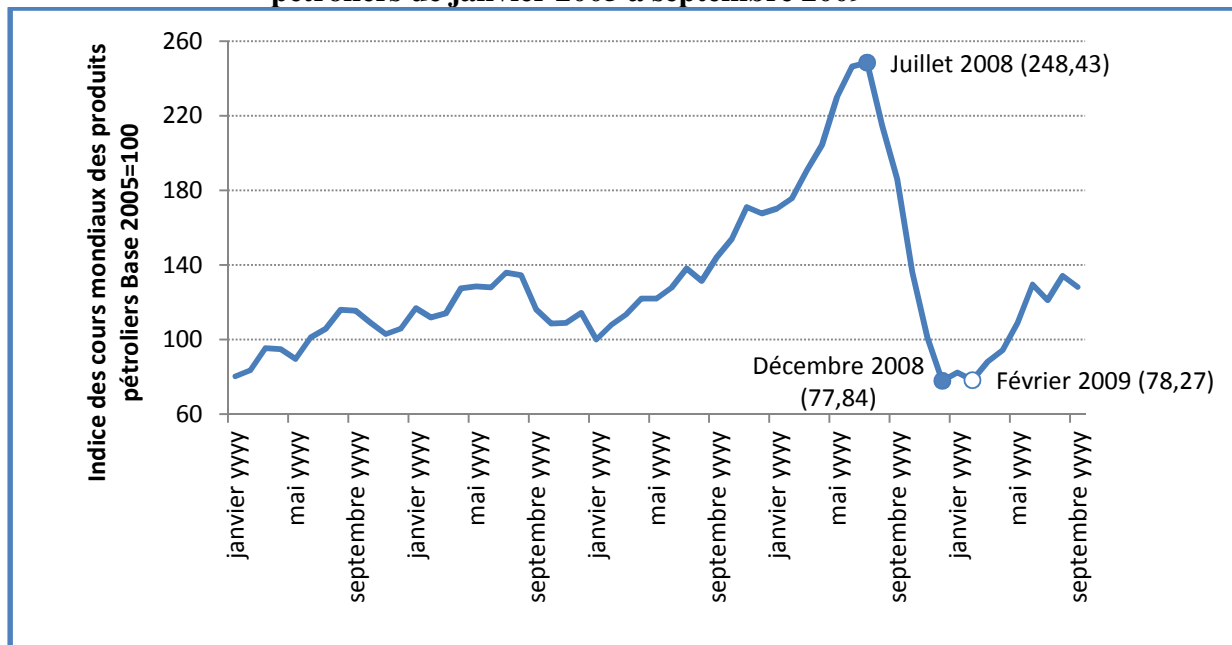
World Bank. 2009b. "Crisis Hitting Poor Hard in Developing World". World Bank News Release No: 2009/220/EXC.

World Bank. 2009c. *World Development Indicators Database*. September, Washington, D.C.

World Bank. 2009d. "World Bank staff estimates of Workers' remittances, compensation of employees, and migrant transfers, based on the International Monetary Fund's Balance of Payments Statistics Yearbook 2008", Update of November 18, 2009. <http://www.worldbank.org/prospects/migrationandremittances>.

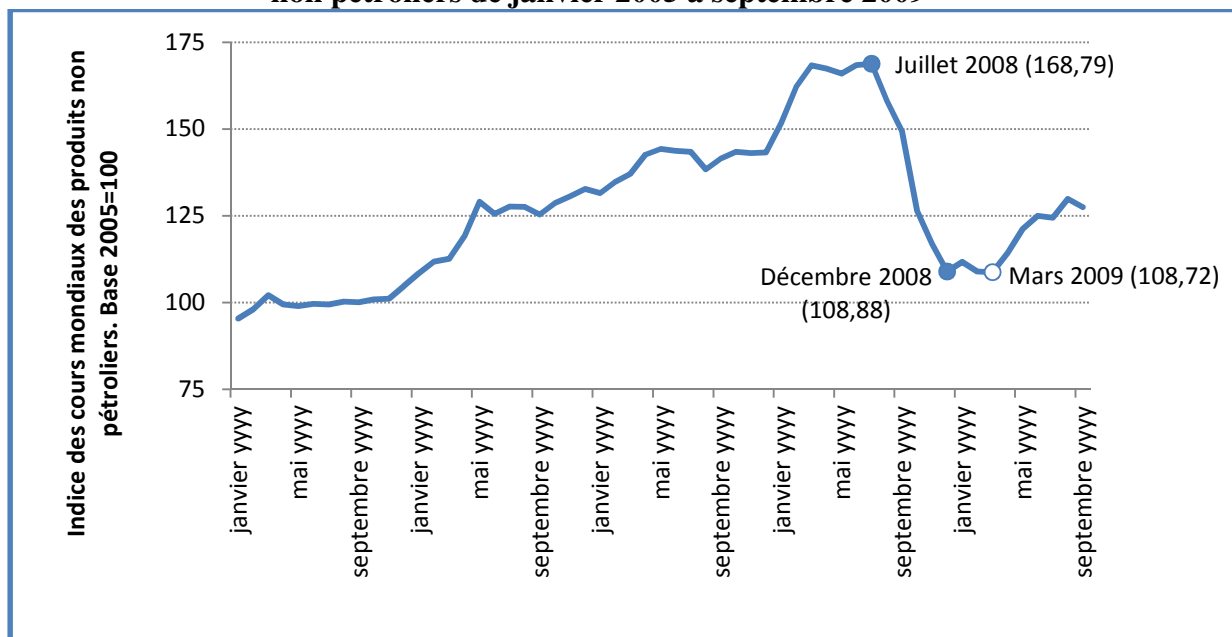
ANNEXES

Graphique a1 : Evolution mensuelle de l'indice général des cours mondiaux des produits pétroliers de janvier 2005 à septembre 2009



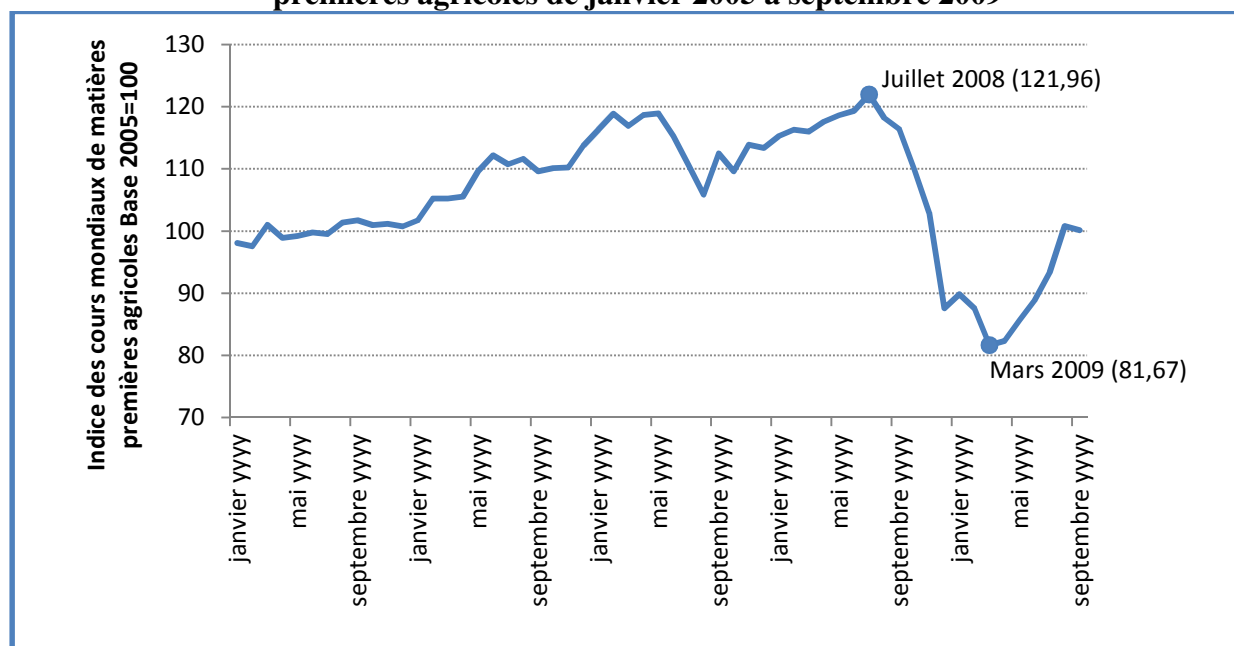
Source : FMI. Voir le Site « Index Mundi » : <http://www.indexmundi.com/>

Graphique a2 : Evolution mensuelle de l'indice général des cours mondiaux des produits non pétroliers de janvier 2005 à septembre 2009



Source : FMI. Voir le Site « Index Mundi » : <http://www.indexmundi.com/>

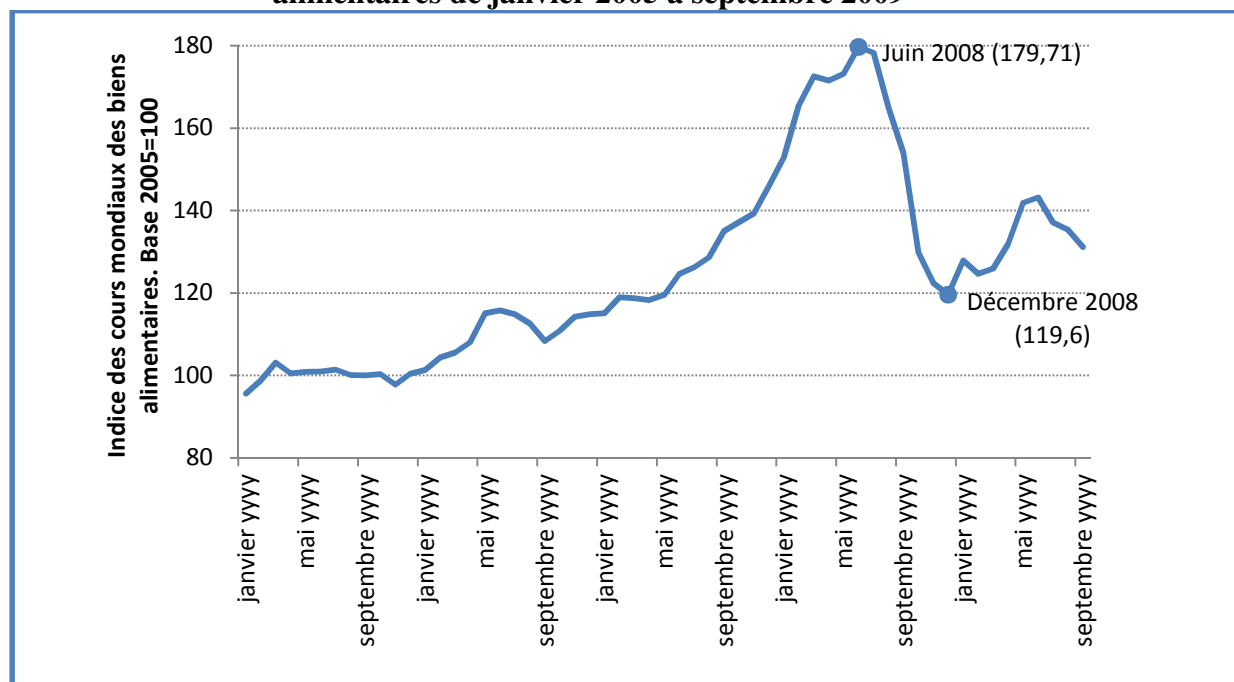
Graphique a3 : Evolution mensuelle de l'indice général des cours mondiaux des matières premières agricoles de janvier 2005 à septembre 2009



Note : Ces matières premières comprennent le coton, la laine, le bois et le caoutchouc.

Source : FMI. Voir le Site « Index Mundi » : <http://www.indexmundi.com/>

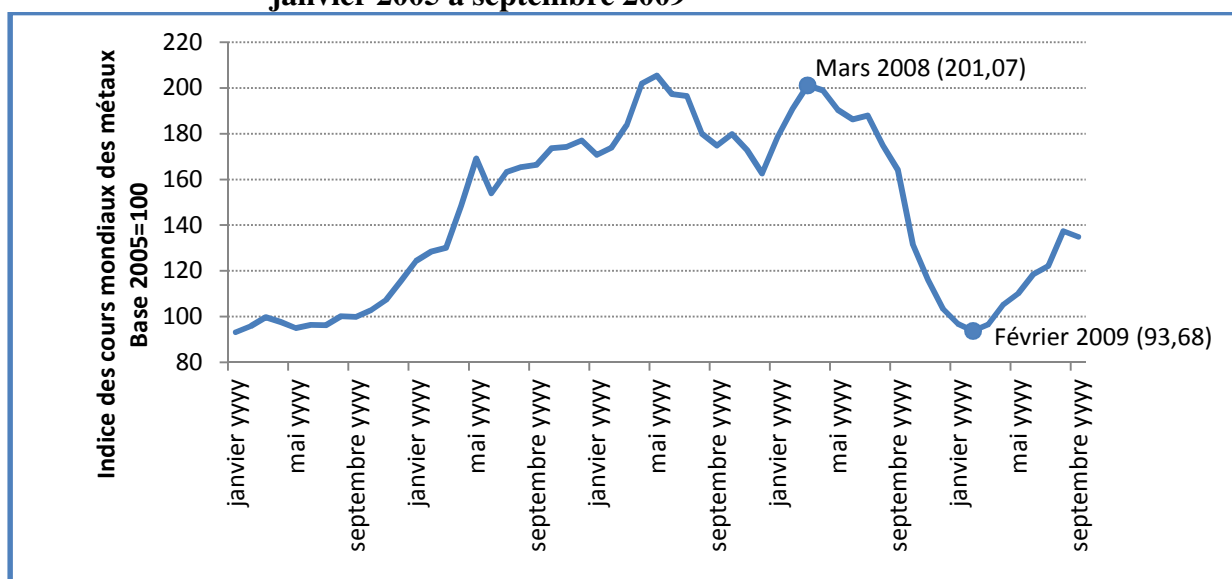
Graphique a4 : Evolution mensuelle de l'indice général des cours mondiaux des biens alimentaires de janvier 2005 à septembre 2009



Note : Les biens alimentaires pris en compte sont les céréales, les huiles végétales, les viandes et poissons, du sucre, la banane et les oranges.

Source : FMI. Voir le Site « Index Mundi » : <http://www.indexmundi.com/>

Graphique a5 : Evolution mensuelle de l'indice général des cours mondiaux des métaux de janvier 2005 à septembre 2009



Note : Les métaux pris en compte sont l'aluminium, le cuivre, le minerai de fer, l'étain, le plomb, le zinc, le nickel et l'uranium.

Source : FMI. Voir le Site « Index Mundi » : <http://www.indexmundi.com/>

Tableau a1: Estimation des variations (%) des cours mondiaux dans le scénario de crise

Produits	Part en 2007 dans le total des		Correspondance avec les produits dans la base de données du FMI, sur l'évolution des cours mondiaux des marchandises	Variations des cours mondiaux (*)						
	exports	imports		2 ^e semestre 2008	1 ^{er} semestre 2009	2 ^e semestre 2009	1 ^{er} semestre 2010	2 ^e semestre 2010	1 ^{er} semestre 2011	2 ^e semestre 2011
Agriculture vivrière	1,37	0,37	Maize (corn), rice, barley, wheat, peanuts, orange	-30,5	-28,9	-6,4	3,5	4,6	4,4	4,2
Agriculture industrielle et d'exportation	4,81	0,00	Coton, cocoa, coffee arabica, coffee robusta, plam oil, banana	-24,3	-0,6	5,7	3,8	2,7	2,7	2,6
Elevage et chasse	0,02	0,00	Lamb, chicken, beef, pork	-5,8	-9,7	4,3	1,4	1,9	1,9	1,9
Sylviculture et exploitation forestière	2,18	0,10	Hides, logs	4,8	-7,4	-3,6	1,1	1,1	1,1	1,1
Pêche et pisciculture	0,00	0,00	Seafood	-11,5	7,0	-10,4	-0,7	-0,6	-0,6	-0,6
Hydrocarbures	41,74	26,48	Crude_oil	-33,6	-39,7	38,2	6,2	4,5	4,3	4,1
Autres produits d'extraction	0,01	1,93	Metal price	-23,1	-27,2	39,7	8,1	5,7	5,4	5,1
Viande et poisson	0,23	2,20	Meat and sea foods	-7,0	-8,8	4,6	1,3	1,7	1,7	1,6
Grains et produits amylacés	0,00	4,80	Cereals	-23,8	-14,7	-3,8	1,2	2,4	2,4	2,3
Cacao, café, thé et sucre transformés	0,89	1,07	Beverages, sugar	-12,0	-8,1	12,1	3,4	2,9	2,8	2,8
Oléagineux et aliments pour animaux	0,02	0,50	Vegetable oil	-22,9	-29,5	7,1	4,5	3,5	3,3	3,2
Produits à base de céréales	0,02	0,16	Cereals	-23,8	-14,7	-3,8	1,2	2,4	2,4	2,3
Produits à base de lait, fruits ou légumes	0,34	1,92	Food-price-index-120	-22,8	-10,8	6,0	3,0	2,7	2,6	2,6
Boissons	0,31	1,46	Food-price-index-120	-22,8	-10,8	6,0	3,0	2,7	2,6	2,6
Tabac	0,04	0,38	Agriculture raw material	-8,3	-22,5	17,7	2,4	1,1	1,1	1,1
Textile et habillement	0,49	2,73	Commodity Industrial Inputs Price Index	-15,9	-26,6	26,6	5,8	4,1	3,9	3,8
Cuir et chaussures	0,00	0,16	Commodity Industrial Inputs Price Index	-15,9	-26,6	26,6	5,8	4,1	3,9	3,8
Industries du bois sauf fabrication des meubles	15,81	0,03	Wood	-4,5	-5,8	-8,5	1,9	2,1	2,1	2,0
Papier et articles en papier	0,02	2,37	Wood, hides, logs	-4,5	-5,8	-8,5	1,9	2,1	2,1	2,0
Pétrole raffiné, produits de cokéfaction	12,29	1,82	Petroleum	-33,6	-39,7	38,1	6,2	4,5	4,3	4,1
Produits chimiques	0,37	9,91	Non-fuel-price-index	-17,0	-16,7	14,1	4,0	3,0	2,9	2,9
Caoutchouc et articles en plastique	2,21	1,02	Rubber	-27,1	-32,8	30,1	8,3	5,5	5,2	4,9
Produits minéraux non métalliques	0,61	1,70	Commodity Industrial Inputs Price Index	-15,9	-26,6	26,6	5,8	4,1	3,9	3,8
Produits métallurgiques de base	5,39	7,58	Metals	-23,1	-27,2	39,7	8,1	5,7	5,4	5,1
Machines appareils électriques	0,09	12,94	Commodity Industrial Inputs Price Index	-15,9	-26,6	26,6	5,8	4,1	3,9	3,8
Equipements d'appareils audio-visuels	0,03	1,30	Commodity Industrial Inputs Price Index	-15,9	-26,6	26,6	5,8	4,1	3,9	3,8
Matériels de transport	0,05	5,65	Metals	-23,1	-27,2	39,7	8,1	5,7	5,4	5,1
Meubles, produits d'industries diverses	0,02	0,43	Commodity prices index	-17,0	-16,7	14,1	4,0	3,0	2,9	2,9
Construction	0,00	0,02	Commodity prices index	-17,0	-16,7	14,1	4,0	3,0	2,9	2,9
Restaurants et hôtels	0,46	0,47	Commodity prices index	-17,0	-16,7	14,1	4,0	3,0	2,9	2,9
Transport, entreposage et communication	5,20	3,88	Commodity prices index	-17,0	-16,7	14,1	4,0	3,0	2,9	2,9
Postes et télécommunications	0,23	0,27	Commodity prices index	-17,0	-16,7	14,1	4,0	3,0	2,9	2,9
Services Financiers	1,28	1,80	Commodity prices index	-17,0	-16,7	14,1	4,0	3,0	2,9	2,9
Services aux entreprises	3,47	4,54	Commodity prices index	-17,0	-16,7	14,1	4,0	3,0	2,9	2,9
TOTAL DES EXPORTS	100,00	-		-24,5	-27,5	24,2	5,1	3,8	3,7	3,5
TOTAL DES IMPORTS	-	100,00		-22,5	-26,1	25,2	5,3	4,0	3,8	3,7

Source : IMF (2010a). Site Internet « Index Mundi » : <http://www.indexmundi.com/>. (*) Données empiriques pour les années 2008 à 2009 ; nos projections pour les années 2010 et 2011.

Tableau a2 : Résultats de la régression “*proxy-means*” pour identifier les pauvres au Cameroun, à travers les régions et milieux de vie

Regions	Urban	Rural
Douala	0,000	0,000
Yaoundé	0,054 ***	0,000
Adamaoua	-0,170 ***	-0,177 ***
Centre	-0,166 ***	-0,121 ***
Est	-0,102 ***	-0,178 ***
Extrême-Nord	-0,088 ***	-0,326 ***
Littoral	-0,347 ***	-0,053 ***
Nord	-0,143 ***	-0,263 ***
Nord-Ouest	-0,359 ***	-0,348 ***
Ouest	-0,116 ***	0,015
Sud	-0,049 ***	0,000
Sud-Ouest	-0,140 ***	-0,079 ***
hh_ageabove14	-0,058 ***	-0,053 ***
hh_agebelow15	-0,097 ***	-0,052 ***
Toilet	0,120 ***	0,106 ***
Floor	0,094 ***	0,117 ***
Wall	0,122 ***	0,080 ***
Roof	0,110 ***	0,170 ***
Electricity	0,273 ***	0,156 ***
Water	0,250 ***	0,297 ***
n_rooms	0,017 ***	0,092 ***
Automobile	0,551 ***	0,660 ***
Moto	0,188 ***	0,306 ***
Distance	0,025 **	0,034 ***
Constant	12,501 ***	12,500 ***
"cut-off point"	12,504	12,504

Source : Calculs des auteurs à partir des données de ECAM III, 2007.

N.B. :

- Dependent variable: logarithm of total household expenditure (per adult equivalent) divided by the relevant regional price deflator
- Econometric model: quantile regressions set at 0.11 for urban areas and at 0.42 for rural areas
- Coefficients significant at 1% (***), 5% (**), 10% (*) level
- Pseudo R² for “urban” 0.26; for “rural” 0.26
- The “cut-off point” is expressed in logarithmic form and corresponds to 269,443 (FCFA), the poverty line for 2007
- To identify the individuals who are poor, all that is required is to multiply the variables for each household by their respective coefficients. If the total sum is less than 12.504 the household is considered as poor, otherwise it is considered as non poor.

Legend:

Regions = binary variables for each region with labels “Douala” (the comparison category) to “Sud-Ouest”

hh_ageabove14 = number of household members aged 15 and over

hh_agebelow15 = number of household members aged 14 and under

toilet = binary variable equal to 1 if household as a private flush toilet/improved latrine; 0 otherwise

floor = binary variable equal to 1 if household lives in a house with a cement or tiled floor; 0 otherwise

wall = binary variable equal to 1 if household lives in a house with a cement or brick walls; 0 otherwise

roof = binary variable equal to 1 if household lives in a house with a cement or sheet metal roof; 0 otherwise

electricity = binary equal to 1 if household lives in a house with electricity; 0 otherwise

water = binary equal to 1 if household has access to own tap (snec) for drinkable water; 0 otherwise

n_rooms = number of rooms per household member

automobile = binary equal to 1 if household has an automobile; 0 otherwise

moto = binary equal to 1 if household has an motorcycle; 0 otherwise

distance = binary equal to 1 if household lives less than 3 km from the paved road if urban or less than 6 km if rural; 0 otherwise

Tableau a3 : Evolution de la contribution relative des régions et milieux de vie dans l'accroissement de la pauvreté monétaire des enfants engendré par la crise

Région/Milieu	Contribution relative (%) dans la situation de référence (2007)	Contribution relative dans l'accroissement du nombre d'enfants en état de pauvreté monétaire par rapport au scénario sans crise (%)			
		2008	2009	2010	2011
Douala	1,00	8,81	9,60	7,44	7,57
Yaoundé	0,80	5,79	11,25	11,22	10,87
Adamaoua	7,77	5,33	11,30	13,15	13,65
Centre	6,18	4,83	12,06	15,44	15,71
Est	6,77	4,34	2,36	1,73	2,06
Extrême-Nord	31,27	27,60	15,77	14,89	13,77
Littoral	1,79	6,52	3,47	2,94	3,28
Nord	16,33	7,52	3,58	3,33	3,46
Nord-Ouest	13,35	10,54	11,55	12,16	12,19
Ouest	6,57	12,61	13,96	11,84	10,06
Sud	2,39	4,26	0,00	0,54	1,47
Sud-Ouest	5,78	1,84	5,10	5,33	5,92
Rural	91,43	61,92	57,88	59,65	61,09
Urban	8,57	38,08	42,12	40,35	38,91
National	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Tableau a4 : Variation engendrée par la crise, du nombre d'enfants pauvres à l'intérieur de chaque région ou milieu, comparativement au scénario sans crise

Région/Milieu	Contribution relative (%) dans la situation de référence (2007)	Variation du nombre d'enfants pauvres (%) par région et par milieu, comparativement au scénario sans crise			
		2008	2009	2010	2011
Douala	1,00	9,63	44,96	35,39	34,48
Yaoundé	0,80	6,86	51,48	55,18	51,48
Adamaoua	7,77	0,71	5,82	7,26	7,26
Centre	6,18	0,81	7,79	11,06	10,85
Est	6,77	0,67	1,41	1,11	1,28
Extrême-Nord	31,27	0,92	2,04	2,07	1,84
Littoral	1,79	3,77	7,74	6,94	7,59
Nord	16,33	0,48	0,89	0,89	0,89
Nord-Ouest	13,35	0,83	3,51	3,97	3,83
Ouest	6,57	2,01	8,64	7,68	6,20
Sud	2,39	1,83	0,00	0,95	2,47
Sud-Ouest	5,78	0,34	3,60	4,04	4,33
Rural	91,43	0,71	2,55	2,81	2,78
Urban	8,57	4,67	20,36	20,82	19,24
National	100,00	1,05	4,04	4,34	4,18

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Tableau a5 : Impact de la crise sur la contribution absolue dans la pauvreté calorique des enfants (FGT0), par strate régionale

Région	Contribution absolue (points de pourcentage) dans la situation de référence (2007)	Variation de la Contribution absolue par rapport au scénario sans crise (en points de pourcentage)			
		2008	2009	2010	2011
Douala	1,87	-0,01	0,14	0,20	0,28
Yaoundé	1,54	-0,01	0,09	0,15	0,14
Adamaoua	1,87	-0,02	0,00	0,00	0,10
Centre	1,40	0,00	-0,07	-0,04	-0,03
Est	1,31	-0,05	-0,05	-0,01	-0,01
Extrême-Nord	12,84	-0,16	0,25	0,08	0,12
Littoral	0,86	0,00	0,02	0,00	0,01
Nord	7,43	-0,02	0,05	0,05	0,06
Nord-Ouest	1,19	-0,08	-0,14	-0,10	-0,09
Ouest	1,81	-0,02	-0,02	0,08	-0,03
Sud	1,52	-0,03	-0,09	-0,08	0,00
Sud-Ouest	2,12	-0,08	0,03	0,04	0,01
National	35,75	-0,47	0,20	0,38	0,56

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Tableau a6 : Evolution de la contribution relative des régions et milieux de vie dans l'accroissement de la pauvreté calorique des enfants, suite à la crise

Région	Contribution relative (%) dans la <i>situation de référence</i> (2007)	Variation en % du nombre d'enfants en état de pauvreté calorique par région comparativement au scénario sans crise			
		2008	2009	2010	2011
Douala	5,24	-0,38	7,71	11,29	16,25
Yaoundé	4,31	-0,47	5,94	9,74	9,71
Adamaoua	5,22	-0,81	0,21	0,07	5,62
Centre	3,91	0,05	-5,45	-2,79	-2,18
Est	3,66	-3,46	-3,89	-0,41	-0,62
Extrême-Nord	35,93	-1,26	1,93	0,65	0,94
Littoral	2,39	-0,25	2,48	0,24	0,85
Nord	20,77	-0,31	0,61	0,71	0,77
Nord-Ouest	3,32	-6,71	-12,28	-8,78	-7,99
Ouest	5,06	-1,32	-1,28	4,44	-1,36
Sud	4,25	-2,04	-5,91	-5,30	-0,06
Sud-Ouest	5,94	-3,57	1,32	1,74	0,45
National	100,00	-1,32	0,56	1,08	1,60

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Tableau a7 : Variation des contributions absolues dans la pauvreté monétaire des enfants suite à la crise+transferts en espèces, par rapport au scénario sans crise

Région/Milieu	Contribution absolue (points de pourcentage) dans la <i>situation de référence</i> (2007)	Variation de la Contribution absolue après crise+transfert, par rapport au scénario sans crise (<i>en points de pourcentage</i>)			
		2008	2009	2010	2011
Douala	0,5	0,02	0,17	0,13	0,13
Yaoundé	0,4	0,03	0,19	0,20	0,19
Adamaoua	3,9	-0,14	-0,01	-0,02	-0,02
Centre	3,1	-0,22	0,00	0,14	0,13
Est	3,4	-0,08	-0,05	-0,04	-0,04
Extrême-Nord	15,7	-0,31	-0,12	-0,06	-0,10
Littoral	0,9	-0,04	-0,02	-0,03	-0,02
Nord	8,2	-0,08	-0,02	-0,01	-0,01
Nord-Ouest	6,7	-0,24	-0,15	-0,13	-0,13
Ouest	3,3	-0,23	-0,03	-0,11	-0,11
Sud	1,2	-0,04	-0,09	-0,05	-0,06
Sud-Ouest	2,9	-0,30	-0,30	-0,30	-0,27
Rural	45,9	-1,47	-0,76	-0,64	-0,66
Urban	4,3	-0,17	0,34	0,36	0,35
National	50,2	-1,64	-0,43	-0,28	-0,31

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Tableau a8 : Taux d'accroissement du nombre d'enfants en état de pauvreté monétaire dans chaque région après crise+transferts, par rapport au scénario sans crise

Région/Milieu	Contribution relative (%) dans la <i>situation de référence</i> (2007)	Variation du nombre d'enfants pauvres (%) par région et par milieu après crise+transfert, comparativement au scénario sans crise			
		2008	2009	2010	2011
Douala	1,00	3,94	28,08	22,42	21,90
Yaoundé	0,80	6,34	29,72	31,43	29,72
Adamaoua	7,77	-3,73	-0,19	-0,42	-0,42
Centre	6,18	-7,43	-0,05	4,41	4,05
Est	6,77	-2,38	-1,45	-1,31	-1,14
Extrême-Nord	31,27	-1,99	-0,78	-0,41	-0,65
Littoral	1,79	-5,09	-2,50	-3,39	-2,03
Nord	16,33	-1,03	-0,25	-0,14	-0,14
Nord-Ouest	13,35	-3,76	-2,25	-2,04	-1,96
Ouest	6,57	-7,67	-0,80	-3,42	-3,39
Sud	2,39	-3,51	-7,54	-3,83	-4,85
Sud-Ouest	5,78	-11,74	-11,75	-11,69	-10,49
Rural	91,43	-3,32	-1,69	-1,42	-1,45
Urban	8,57	-4,01	7,44	7,90	7,58
National	100,00	-3,38	-0,86	-0,56	-0,62

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Tableau a9 : Variation des contributions absolues dans la pauvreté calorique des enfants suite à la crise+transferts en espèces, par rapport au scénario sans crise

Région	Contribution absolue (points de pourcentage) dans la <i>situation de référence</i> (2007)	Variation de la Contribution absolue après crise+transfert, par rapport au scénario sans crise (<i>en points de pourcentage</i>)			
		2008	2009	2010	2011
Douala	1,87	-0,10	0,03	0,14	0,19
Yaoundé	1,54	-0,01	0,09	0,15	0,13
Adamaoua	1,87	-0,20	-0,25	-0,24	-0,15
Centre	1,40	-0,28	-0,31	-0,31	-0,31
Est	1,31	-0,44	-0,58	-0,54	-0,54
Extrême-Nord	12,84	-1,81	-1,51	-1,58	-1,54
Littoral	0,86	-0,03	0,00	-0,01	0,00
Nord	7,43	-0,69	-0,59	-0,64	-0,69
Nord-Ouest	1,19	-0,32	-0,33	-0,27	-0,27
Ouest	1,81	-0,30	-0,20	-0,16	-0,21
Sud	1,52	-0,09	-0,08	-0,07	0,00
Sud-Ouest	2,12	-0,37	-0,32	-0,30	-0,32
National	35,75	-4,64	-4,05	-3,84	-3,70

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Tableau a10 : Taux d'accroissement du nombre d'enfants en état de pauvreté calorique dans chaque région après crise+transferts, par rapport au scénario sans crise

Région	Contribution relative (%) dans la <i>situation de référence</i> (2007)	Variation du nombre d'enfants pauvres (%) dans chaque région après crise+transfert, comparativement au scénario sans crise			
		2008	2009	2010	2011
Douala	5,24	-5,18	1,75	7,61	10,99
Yaoundé	4,31	-0,51	6,05	9,99	9,10
Adamaoua	5,22	-10,88	-13,23	-13,08	-8,51
Centre	3,91	-20,80	-22,97	-23,51	-23,43
Est	3,66	-33,81	-45,24	-42,77	-43,38
Extrême-Nord	35,93	-13,99	-11,76	-12,31	-12,04
Littoral	2,39	-3,66	-0,12	-0,94	0,01
Nord	20,77	-9,27	-8,03	-8,66	-9,30
Nord-Ouest	3,32	-26,92	-28,11	-24,45	-24,56
Ouest	5,06	-16,45	-10,87	-8,76	-11,32
Sud	4,25	-5,74	-5,18	-4,78	0,29
Sud-Ouest	5,94	-17,24	-14,94	-14,07	-14,95
National	100,00	-12,95	-11,37	-10,85	-10,57

Source : Calculs des auteurs sur la base des résultats des simulations.

Tableau a11 : Pourcentage des districts couverts par le programme (simulé) de cantines scolaires

Régions	a. Nombre total de districts	b. Nombre de districts où le taux de pauvreté monétaire des enfants est supérieur au taux national	(b/a). Pourcentage des districts bénéficiant du programme de cantines scolaires
Douala	5	0	0,0
Yaoundé	6	0	0,0
Adamaoua	11	9	81,8
Centre	27	10	37,0
Est	14	10	71,4
Extrême-Nord	34	31	91,2
Littoral	15	2	13,3
Nord	14	13	92,9
Nord-Ouest	29	26	89,7
Ouest	29	5	17,2
Sud	11	3	27,3
Sud-Ouest	20	11	55,0
Cameroun	215	120	55,8

Source : Elaboration des auteurs à partir de ECAM3

Note : Le district coïncide avec l'arrondissement identifié dans l'ECAM3.